

MM. HUA KUO-FENG ET TENG HSIAO-PING ONT ACCUEILLI M. BARRE A PÉKIN (LIRE PAGE 28)

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1,60 F; Autriche, 1,50 F; Belgique, 1,50 F; Canada, 2,00 F; Danemark, 2,50 F; Espagne, 2,00 F; France, 1,60 F; Grèce, 1,50 F; Italie, 1,50 F; Japon, 2,00 F; Liban, 1,50 F; Luxembourg, 1,50 F; Norvège, 2,00 F; Pays-Bas, 1,50 F; Portugal, 1,50 F; Royaume-Uni, 1,50 F; Suède, 1,50 F; Suisse, 1,50 F; U.S.A., 1,60 F; Venezuela, 1,50 F. Tarif des abonnements page 4. R.P. DES ÉVALUÉS 1977 PAGES - CROIX 80 C.G.P. 6297-23 Paris 15^e Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Fragile coalition au Portugal

Quarante jours après l'ouverture de la crise ministérielle, M. Mario Soares a dû accepter l'inacceptable. En contradiction avec toutes les proclamations faites depuis la campagne électorale d'avril 1976, le secrétaire général du P.S. portugais va mettre fin au superbe isolement où, dix-sept mois durant, se sont tenus les socialistes, pour former un gouvernement de coalition. Il renonce au jeu de bascule entre la droite et la gauche qu'il a pratiqué depuis l'été 1976 pour choisir clairement : il s'appuie à constituer une équipe où les socialistes seront associés à des représentants du semi-Centre démocratique et social (C.D.S.).

Le président de la République portugaise a, en effet, accepté, le mercredi 18 janvier, la formule que lui proposait M. Soares d'un gouvernement « à base socialiste » avec les ministres centristes que venait d'approuver, à une écrasante majorité, la commission nationale du P.S. Les journaux de Lisbonne avaient prévu que les centristes auront trois ministères : les affaires étrangères, la justice et le commerce.

Ainsi, pour la première fois, le Centre démocratique et social s'appuie à accéder au pouvoir. Cette formation — qui, avec 16 % des voix, est la troisième du pays, derrière le P.S. et le parti social-démocrate — n'avait participé à aucun des six gouvernements qui ont dirigé le Portugal entre la « révolution des œillets » et l'entrée de M. Soares au palais de Sao-Bento.

Ce rapprochement entre un parti socialiste, si modéré, et une formation certes rattachée à la démocratie chrétienne, mais qui abrite nombre d'éléments réactionnaires, n'est-il pas contre nature ? « Il n'y a rien dans le programme de gouvernement qui soit en contradiction avec notre programme à nous », a assuré M. Amaral. Le président du C.D.S. disait d'ailleurs récemment au « Monde », qu'entre son parti et le P.S. il avait une « quasi-identité de vues sur le destin du Portugal ».

Cet avis sera-t-il partagé — et débordé par la base du C.D.S. — infirmement plus conservatrice que ses dirigeants ? « D'un point de vue strictement partisan, il serait plus commode de rester hors du gouvernement », a admis le leader centriste. Il peut en effet s'inquiéter, par ces temps d'instabilité, de laisser le seul parti social-démocrate capitaliser dans l'opposition le mécontentement des électeurs. Mais il n'y a rien de tel. Le P.S. n'a pas le monopole de la confiance internationale et aux investisseurs étrangers. On saura investir ailleurs que dans le P.S. et le P.S. n'a pas le monopole de la confiance internationale et aux investisseurs étrangers.

L'interruption des pourparlers de Jérusalem

- M. Sadate dénonce les « manœuvres dilatoires » de M. Begin
- Israël « n'acceptera jamais les exigences égyptiennes »
- M. Carter demande aux deux parties de renouer le dialogue

Deux mois, jour pour jour, après la visite spectaculaire du président Sadate à Jérusalem, les négociations de paix israélo-égyptiennes semblent sérieusement compromises à la suite de la décision du chef de l'État égyptien de rappeler, mercredi soir 18 janvier, son ministre des affaires étrangères et toute sa délégation à la commission politique de Jérusalem.

Le raisonnement est simple : la poursuite des négociations jusqu'à l'acceptation, à la demande du président Carter, de réactiver les travaux des commissions politiques et militaires

Le chef de l'État égyptien, qui s'est « retiré pour méditer » depuis trois jours, reproche aux Israéliens leur façon de négocier. Selon lui, il a pratiqué « la surenchère, l'alternance, le marchandage et les manœuvres trompeuses ». Les déclarations de M. Begin, affirmant sans ambages mardi soir en présence du représentant de l'Égypte qu'il n'y aurait pas de paix si Israël doit revenir aux frontières du 5 juin 1967 et si Jérusalem doit être divisée, semblent avoir

été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. De même, la déclaration de M. Dayan, faite la veille, en faveur du maintien des implantations et des aéroports militaires dans le Sinaï avait suscité une vive irritation en Égypte.

Le communiqué du gouvernement israélien en revanche dénonce l'« intransigence étonnante » du gouvernement égyptien et affirme que ce dernier « se berçait d'illusions » en croyant qu'Israël se soumettrait à des

La crise de la majorité

Les appels de M. Barre à l'unité n'entament pas la détermination du R.P.R.

Le R.P.R. a rendu publique, mercredi soir, une liste de dix nouveaux candidats gaullistes, dont sept feront concurrence à six giscardiens et à un radical jusque-là assurés d'être les représentants uniques de la majorité dans les circonscriptions. Quelques heures auparavant, M. Raymond Barre avait une nouvelle fois exhorté la majorité à la cohésion et à l'entente. Le bureau politique du P.R., réuni jeudi matin, a regretté que cet appel — et celui lancé lundi dernier par le président de la République — ne paraisse pas avoir été entendu.

Centristes et giscardiens se défendent, d'autre part, de vouloir composer avec les socialistes après les élections, comme les en soupçonnerait MM. Jacques Chirac et Bertrand Moutet.

Avant de s'envoler pour la Chine, M. Raymond Barre avait pris la peine d'adresser aux formations de la majorité quelques recommandations. Dans une déclaration, il demandait que « cessent les procès d'intention injustifiés, les propos agressifs et certaines attitudes inadmissibles ». Il souhaitait que prévale l'« esprit d'entente et d'union ».

Forcé est de constater que le premier ministre n'a pas été entendu. Le premier événement survenu dans les heures suivant son départ a été la publication par le R.P.R. d'une seconde liste de candidats supplémentaires (dix, comme la première fois, le 15 janvier). Sept d'entre eux porteront la concurrence dans des circonscriptions où des gaullistes étaient jusque-là candidats uniques de la majorité.

Le président du R.P.R. ne cache d'ailleurs pas son ressentiment à l'égard de ses partenaires et du chef du gouvernement. Au micro d'Europe 1 jeudi matin, il a adopté le ton de l'ironie grinçante pour flustrer ceux qui « en douce », avec « la manifeste complicité du premier ministre », avaient tenu des réunions « au fond des jardins » et mené des négociations « de fond de coulisse ». Ses considérations sur la nécessité d'une reprise de la discussion entre tous les partis, afin d'aboutir éventuellement à un nouvel accord, prennent alors une valeur toute relative. D'autant que le président du R.P.R. les assortit d'une condition qui n'est sans doute pas près d'être remplie : que M. Servan-Schreiber accepte ce qu'il avait refusé de faire le 19 juillet dernier, c'est-à-dire qu'il signe le manifeste de la majorité.

M. Raymond Barre a quelque mérite, dans une telle conjoncture, à espérer encore apparaître comme l'animateur de la campagne de la majorité tout entière. Il a pourtant tenté, dans sa déclaration de mercredi, de répondre à ceux qui l'accusent de ne promouvoir qu'une fraction : « Je travaillerai à la cohésion (...), sans exclure à l'égard de quiconque (...), j'appuierai mon concours sur tous les candidats qui me le demanderont, quelle que soit leur appartenance politique », a-t-il dit. Petite perle, sans doute. La lettre de M. Servan-Schreiber au chef du gouvernement de « prendre la tête de la division de la majorité ».

NOËL-JEAN BERGEROUX. (Lire la suite page 7.)

Les Israéliens stupéfaits

De notre correspondant

Jérusalem. — Le coup de théâtre du président Sadate a pris ici tout le monde au dépourvu, Israéliens, Américains et... Égyptiens. Ce sont, en effet, les journalistes israéliens, après avoir entendu les nouvelles à la radio, qui l'ont annoncé mercredi, après 18 heures, à leurs collègues égyptiens. Le porte-parole de la délégation égyptienne, le vice-ministre de l'information, M. Morsi Saadeldin, n'a reçu confirmation du rappel au Caire des négociateurs égyptiens qu'une demi-heure plus tard, après une conversation téléphonique entre le président Sadate et son ministre des affaires étrangères, M. Mohamed Kamel.

La décision brutale du président Sadate d'interrompre les négociations de Jérusalem a plongé tous les hôtes de l'hôtel Hilton dans la stupeur et la confusion. (Interim.) (Lire la suite page 3 ainsi que nos autres informations.)

LA S.N.C.F. ET AIR FRANCE peuvent-elles sortir du déficit ?

Les deux grandes entreprises publiques de transport — Air France et la S.N.C.F. — vivent, depuis plusieurs années, dans le déficit, « beaucoup par la faute de l'État », estiment leurs responsables. En 1977, les pouvoirs publics auront versé à la première 477 millions de francs de compensations diverses et, à la seconde... 13,9 milliards de francs.

Le contrat d'entreprise qu'Air France vient de négocier avec l'État pour les années 1978 à 1982 et celui que la S.N.C.F. est en train d'élaborer pour la période 1978-1982 permettront-ils à ces deux sociétés de rétablir l'équilibre de leurs comptes ? Air France espère que ses efforts de productivité aideront à souligner la concurrence étrangère ; la S.N.C.F., qu'une hausse des tarifs saura atténuer sa dépendance financière à l'égard des pouvoirs publics (lire page 25).

AU JOUR LE JOUR

LE POÈTE ET LE COMPTABLE

Il y a deux mois, le président Sadate était allé d'un coup d'aile proposer la paix à Jérusalem. Si l'on s'en souvient, l'événement avait fait pas mal de bruit à l'époque. Depuis, on a l'impression que les rapports entre le descendant des pharaons et le descendant de Moïse se résument à un dialogue entre un poète et un comptable : l'un parle de la paix, l'autre répond que les temps sont difficiles. Certes, M. Begin est en droit d'attendre la reconnaissance des frontières de l'État, mais la question qui se pose aujourd'hui est de savoir si la reconnaissance des frontières égyptiennes entre dans ses projets. BERNARD CHAPUIS.

UN AN A LA MAISON BLANCHE

Retour à l'ornière

par ANDRÉ FONTAINE

don Johnson, lorsque celui-ci cherchait un moyen de se dégarer du Vietnam. C'est lui qui avait rédigé son fameux discours sur la construction de ponts, le 7 octobre 1966, dans lequel une perche était tendue à M. Brejnev, que celui-ci s'empressa de ne pas saisir. Zbigniew Brzezinski, « Zbig » pour les intimes, accusait Henry Kissinger d'avoir commis une « erreur fondamentale » dans l'interprétation de notre temps. Là où il aurait fallu un « architecte » il s'était comporté en « acrobate ». Lui, Zbig, ne doutait pas que les États-Unis pourraient jouer un rôle créateur essentiel dans l'établissement d'un nouvel ordre mondial, reflet d'une civilisation « technocratique » ainsi appelée parce que la technologie et l'électronique en seraient les forces dominantes.

Un certain nombre d'initiatives de Washington, au début de la nouvelle présidence, ont donné à croire qu'un changement profond était en cours. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Pas grand-chose. Selon le Wall Street Journal, le mot d'ordre au département d'État est maintenant le « pragmatisme à principes », et l'on admet qu'après des initiatives « non pensées et extrêmes », l'administration est revenue à la réalité : à l'ornière. Prenons-en quelques exemples :

1) Sur les droits de l'homme : en contraste avec MM. Nixon et Kissinger, qui ne s'en souciaient pas outre mesure, M. Carter avait l'ambition de convaincre les dirigeants des régimes totalitaires, qui dominent les quatre cinquièmes de la planète, de relâcher leur griffe. Il a obtenu quelques modestes résultats au Brésil ou en U.R.S.S., a fait de son mieux, sans beaucoup d'effet, avec l'Afrique australe, mais ailleurs s'est fait à peu près rien du tout, comme en Argentine ou au Chili. Il est devenu beaucoup plus amable avec Moscou. Il s'est bien gardé de poser la question des droits de l'homme en Chine, et finalement s'en est allé à Téhéran congratuler le chah. Tout se

passait comme si, après tant d'autres, le nouveau président avait fini par se convaincre qu'il existe des limites à l'interférence de la morale dans la politique.

2) Sur le contrôle des armements : la grande idée du régime était de passer de la limitation de la course aux armements, ambition dont se satisfaisait l'équipe précédente, à un désarmement véritable. Pour commencer, on allait persuader M. Brejnev de renoncer au quart de ses vecteurs stratégiques, les Américains en faisant autant au même moment. Résultat : échec total. Aujourd'hui, la politique de la nouvelle administration, en ce domaine, se distingue de moins en moins de celle de MM. Nixon et Ford. (Lire la suite page 4.)

Lettre à Glucksmann sur le diable

Maurice CLAVEL

Deux siècles chez Lucifer

« L'un des plus prenants témoignages de ce temps... L'ensemble est accessible à tous... C'est aux humbles et aux petits de se prononcer. »

Jean Lacroix / Le Monde 372 pages 49 F.

SEUIL

« LE MIROIR », le nouveau film d'Andrei Tarkovsky

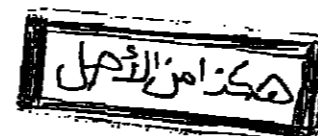
Les éclats de l'âme

« Accord », disait Fellini, et les « marines » pleuvaient sur une petite ville italienne. « Je me souviens », murmure Tarkovsky, et, dans le miroir de son film, les images se forment et se déforment, se chevauchent et s'embroutissent, chacune d'elles appartenant à la fois une parcelle du passé de l'auteur et l'odeur de la terre russe.

Temps étié. Poussière du temps. Pointillisme de la mémoire. Alexis (ce ne peut être que Tarkovsky lui-même) se souvient. Sa mère était blonde et belle. Assise sur le barrière du jardin, elle attendait le père absent et, quand elle se levait les cheveux, on ne savait trop si c'était l'eau ou les larmes qui brouillaient son visage. Aujourd'hui elle est vieille, et Alexis, las, malade, s'interroge, scrute le passé pour comprendre le présent.

L'enfance, de nouveau, l'époque où le famille vivait dans l'isolement de la forêt. Découverte de la beauté du monde : cette tapisserie de branches, de feuilles et de fleurs, ce buisson qui tremble sous le vent ou ruisselle de pluie. Découverte aussi de la tristesse : le père et la mère séparés, malgré l'amour qui, dans les yeux du père qui ne rappelle son existence que par des poèmes qu'il envoie de cet autre monde qu'est la ville.

JEAN DE BARONCELLI. (Lire la suite page 18.)



idées

CHINE

Le point de vue de...

CLAUDIE et JACQUES BROYELLE

Claudie et Jacques Broyelle ont travaillé deux ans en Chine comme correcteurs de presse à Pékin. Ils ont publié l'an dernier aux éditions du Seuil, avec Evelyn Tschikart, un « deuxième retour de Chine », écho de leurs désillusions.

« Nous sommes tous des Chinois »

EN un sens, la propagande totalitaire ne ment jamais... sur l'essentiel. Dictature impitoyable sur les « ennemis de classe », idéologie unique soumettant tous les domaines d'activité, rôle dirigeant unique du parti d'avant-garde, suppression de la propriété privée des moyens de production, le socialisme affirme haut et clair ses objectifs. Nous les connaissons, nous acceptons par avance la langue morte des faux traits de la révolution.

Nous n'avons pas été trompés par des discours mensongers. Ce n'est pas du choc entre une Chine idéale et une réalité insoupçonnée que nos images se brisent. Si l'y eut bien choc, c'est celui qui provoque la confrontation soudaine avec son propre reflet, presque caricatural certes, mais son reflet tout de même, qu'on aimerait ne pas reconnaître, mais qu'on sait déjà être le sien. Nous n'avons pas été déçus de la Chine, mais à travers la Chine de nous-mêmes, ou plus précisément de notre socialisme, de notre projet politique.

Nous nous sommes vus pour la première fois à l'œil nu sur une vaste échelle, nous nous sommes reconnus dans ces gardes rouges andalous pleins d'idéal et d'abnégation. Nous avons reconnu dans leur terrorisme, leurs assassinats, dans les « hommes sans limite » qu'ils étaient devenus, notre avenir possible. Nous avons reculé.

On a depuis cinquante ans accordé au socialisme la clause de la nation la plus favorisée, le privilège loué de « juger ce qu'il fait au nom de ce qu'il peut, de ses moyens au nom de sa fin ». Comment s'étonner de notre surdité aux révélations, aux événements les plus indubitables ? Ils sont de l'ordre subalterne des moyens. Ce n'est pas que l'homme de gauche ignore la réalité. Il importe, au contraire, qu'il puisse la voir et en même temps la réinterpréter. Il doit connaître l'inhérentie despotisme quotidien, l'arbitraire, l'existence des camps sans en être ému.

On a depuis cinquante ans accordé au socialisme la clause de la nation la plus favorisée, le privilège loué de « juger ce qu'il fait au nom de ce qu'il peut, de ses moyens au nom de sa fin ». Comment s'étonner de notre surdité aux révélations, aux événements les plus indubitables ? Ils sont de l'ordre subalterne des moyens. Ce n'est pas que l'homme de gauche ignore la réalité. Il importe, au contraire, qu'il puisse la voir et en même temps la réinterpréter. Il doit connaître l'inhérentie despotisme quotidien, l'arbitraire, l'existence des camps sans en être ému.

On a depuis cinquante ans accordé au socialisme la clause de la nation la plus favorisée, le privilège loué de « juger ce qu'il fait au nom de ce qu'il peut, de ses moyens au nom de sa fin ». Comment s'étonner de notre surdité aux révélations, aux événements les plus indubitables ? Ils sont de l'ordre subalterne des moyens. Ce n'est pas que l'homme de gauche ignore la réalité. Il importe, au contraire, qu'il puisse la voir et en même temps la réinterpréter. Il doit connaître l'inhérentie despotisme quotidien, l'arbitraire, l'existence des camps sans en être ému.

La recherche d'une nouvelle Mecque

Nous, les faits ne troublent pas le marxiste, mais l'obligent à se tourner sans cesse vers une nouvelle Mecque. Le krach soviétique déplace notre investissement vers Cuba, la Chine ou le Portugal. La faillite contemporaine le libère pour la Palestine, l'Union de la gauche, voire la Fraction armée rouge. Il y aura toujours une terre d'asile pour notre capital flottant le plus précieux. Mais pourquoi n'y a-t-il que de mauvais placements et jamais de mauvais capitaux ?

Ce qui nous trouble, au-delà des différences de situation, ce sont les similitudes entre certains comportements des gardes rouges et ceux des militants qui ont été trompés, manipulés. Davantage encore, des similitudes dans divers mécanismes propres à « transformer » selon le vœu de Mao, l'homme dans ce qu'il y a de plus profond. On pourrait dire des gardes rouges qu'ils ont été trompés, manipulés, contraints à devenir de S.A. chinois. Ce serait rassurant, et nous permettrait de reprendre pied sur le terrain connu, où les conditions d'existence ordent seules la conscience. Et pourtant...

Un soir, Siao Hong, garde rouge, pénètre avec son groupe d'activistes dans le logement d'un vieux couple. L'homme avait refusé d'ouvrir : c'était qu'il avait quelque chose à cacher. On força la porte. Dans

un coffre, ouvert à la hache, on trouve une robe traditionnelle, des lettres de famille, quelques photos jaunies, et un coup de papier ciselé qu'on appela poignard.

Qui proposa de promener la vieille dans les rues, une pancarte au cou ? Ils furent plusieurs à la forcer à marcher. Le vieux se rua sur la hache abandonnée près du coffre, se précipita sur l'un de ceux qui traînaient sa femme, et lui planta l'arme dans l'épaule.

Siao Hong se tenait assis près pour être débarrassé. Toute la nuit elle promena avec ses amis le corps du martyr : « La lutte de classe continue ! Mourir pour la révolution n'est rien ! » Siao Hong nous parla de ces jours sombres, que l'histoire avait déjà qualifiés d'« excès regrettables, mais inévitables des masses ». Ping Ping allait au lycée avec elle. C'était un doux, il devait se faire violence pour prendre la parole. Et pourtant, il était mort. Il fallait bien alors que tout fût vrai, pour qu'il ne soit pas mort pour rien, pour que ses amis ne se sentent pas quelque part un peu responsables eux aussi. Il fallait qu'elle même la lutte de classe jusqu'au bout, et, pour commencer, en solennité.

Le même soir, Siao Hong, envahit jusqu'à la maison de « haine de classe », fracture la

On a depuis cinquante ans accordé au socialisme la clause de la nation la plus favorisée, le privilège loué de « juger ce qu'il fait au nom de ce qu'il peut, de ses moyens au nom de sa fin ». Comment s'étonner de notre surdité aux révélations, aux événements les plus indubitables ? Ils sont de l'ordre subalterne des moyens. Ce n'est pas que l'homme de gauche ignore la réalité. Il importe, au contraire, qu'il puisse la voir et en même temps la réinterpréter. Il doit connaître l'inhérentie despotisme quotidien, l'arbitraire, l'existence des camps sans en être ému.

On a depuis cinquante ans accordé au socialisme la clause de la nation la plus favorisée, le privilège loué de « juger ce qu'il fait au nom de ce qu'il peut, de ses moyens au nom de sa fin ». Comment s'étonner de notre surdité aux révélations, aux événements les plus indubitables ? Ils sont de l'ordre subalterne des moyens. Ce n'est pas que l'homme de gauche ignore la réalité. Il importe, au contraire, qu'il puisse la voir et en même temps la réinterpréter. Il doit connaître l'inhérentie despotisme quotidien, l'arbitraire, l'existence des camps sans en être ému.

CHINOIS ET RUSSES

par GABRIEL MATZNEFF

AUTREFOIS, à Vladivostok, un monument en forme de pyramide rappelait le souvenir de l'amiral Nevelsky, fondateur de la puissance russe en Asie. On y avait gravé ces paroles de Nicolas I^{er} : « Là où il a été une fois arboré, le drapeau russe ne doit plus cesser de flotter. »

Je lis ce renseignement dans le Baedeker consacré à la Russie, édition de 1902, rareté bibliophilique, précieuse description d'un monde englouti. J'ignore si le monument et la gloire de l'amiral Nevelsky existe toujours. Il est en revanche certain que les sentiments exprimés par le tsar Nicolas continuent d'habiter le cœur des Russes d'aujourd'hui. Les deux siècles d'occupation mongole et la victoire japonaise de 1905 avaient depuis longtemps asséché la Russie au « péril jaune » ; le conflit autour de « révolutions » entre marxistes chinois et soviétiques a encore avivé cette conscience qu'a la Russie d'être le marche extrême du monde blanc en terre asiatique.

Dans le sublime Miroir, où Tarkovski mêle son autobiographie aux thèmes christiques et slavophiles qui, nous le savons

depuis Roublev, lui sont chers, les allusions politiques prennent volontiers la forme d'un cryptogramme. Il en est cependant une qui est fort claire : la lecture par l'enfant de la lettre de Pouchkine sur le destin occidental de la Russie, et les images des gardes-frontières soviétiques faisant la chaîne pour contenir les manifestants chinois, illustrant sans ambiguïté la loi de Tarkovski dans la mission de la Russie, qui est de défendre l'Europe chrétienne contre le menace des envahisseurs venus d'Asie.

Cette thèse est commune à de nombreux intellectuels russes de la nouvelle génération. Il y a onze ans, l'éditionnaire Le Livre, illustrant sans ambiguïté la Russie au « péril jaune » ; le conflit autour de « révolutions » entre marxistes chinois et soviétiques a encore avivé cette conscience qu'a la Russie d'être le marche extrême du monde blanc en terre asiatique.

Dans le sublime Miroir, où Tarkovski mêle son autobiographie aux thèmes christiques et slavophiles qui, nous le savons

depuis Roublev, lui sont chers, les allusions politiques prennent volontiers la forme d'un cryptogramme. Il en est cependant une qui est fort claire : la lecture par l'enfant de la lettre de Pouchkine sur le destin occidental de la Russie, et les images des gardes-frontières soviétiques faisant la chaîne pour contenir les manifestants chinois, illustrant sans ambiguïté la loi de Tarkovski dans la mission de la Russie, qui est de défendre l'Europe chrétienne contre le menace des envahisseurs venus d'Asie.

Cette thèse est commune à de nombreux intellectuels russes de la nouvelle génération. Il y a onze ans, l'éditionnaire Le Livre, illustrant sans ambiguïté la Russie au « péril jaune » ; le conflit autour de « révolutions » entre marxistes chinois et soviétiques a encore avivé cette conscience qu'a la Russie d'être le marche extrême du monde blanc en terre asiatique.

Dans le sublime Miroir, où Tarkovski mêle son autobiographie aux thèmes christiques et slavophiles qui, nous le savons

depuis Roublev, lui sont chers, les allusions politiques prennent volontiers la forme d'un cryptogramme. Il en est cependant une qui est fort claire : la lecture par l'enfant de la lettre de Pouchkine sur le destin occidental de la Russie, et les images des gardes-frontières soviétiques faisant la chaîne pour contenir les manifestants chinois, illustrant sans ambiguïté la loi de Tarkovski dans la mission de la Russie, qui est de défendre l'Europe chrétienne contre le menace des envahisseurs venus d'Asie.

Cette thèse est commune à de nombreux intellectuels russes de la nouvelle génération. Il y a onze ans, l'éditionnaire Le Livre, illustrant sans ambiguïté la Russie au « péril jaune » ; le conflit autour de « révolutions » entre marxistes chinois et soviétiques a encore avivé cette conscience qu'a la Russie d'être le marche extrême du monde blanc en terre asiatique.

Dans le sublime Miroir, où Tarkovski mêle son autobiographie aux thèmes christiques et slavophiles qui, nous le savons

LA CHARRETTE RENVERSÉE

par PAUL BADY (*)

LA Chine aurait-elle renoncé à l'intolérance et au manichéisme ? Certains signes récents semblent l'indiquer. Au moment même où le *Quotidien du peuple* condamne la « bande des quatre », *Littérature chinoise* publie, en mars 1977, un ancien texte de Lu Xun, dénonçant le sectarisme en des termes qui, plus de trente ans après, n'ont rien perdu de leur vigueur.

Qu'on en juge : « Ce qu'il faut d'abord abattre, ce sont ceux qui s'engagent en luge et se mettent un masque pour être inattaquables et pour effrayer les autres... L'expérience m'a appris ceci : ceux qui affichent des airs de révolutionnaires, mais accusent les autres avec facilité d'être des « renégats », des « trotskistes » ou même des « traitres à la nation », sont la plus souvenent des individus équivoques. Car ils démontrent habilement les forces révolutionnaires nationales, au mépris de l'intérêt des masses révolutionnaires, se servent de la révolution pour leur propre profit » (1).

Un autre indice est la réhabilitation des trois grands écrivains que furent Mao Dun, Ba Jin et Lao She. Tous trois n'ont pas connu les mêmes vicissitudes. Mao Dun, déchargé de ses fonctions de ministre de la culture en 1955, a réapparé dès 1974, en sa qualité de vice-président de la Conférence consultative politique du peuple chinois.

Ba Jin fut plus malmené, passant

devant le tribunal des « masses » pour être ensuite soumis à « rééducation » dans une « école de cadres du 7-Mai ». Le vol de la chute de la scène, saluant la chute des « quatre » comme une « deuxième libération ».

Quant à Lao She, dont *Littérature du peuple* a publié, il y a peu, deux poèmes posthumes, il n'aura pu connaître la fin de sa disgrâce. En juillet 1966, au terme d'un long interrogatoire des gardes rouges, il se serait jeté dans un canal de la capitale. Longtemps passé sous silence, ce geste de protestation d'un homme jusqu'alors loyal au régime n'est plus dissimulé aujourd'hui.

On annonce la réimpression prochaine de plusieurs romans et œuvres de ces auteurs, ainsi que de nombreux autres, parmi lesquels des poèmes (Zhang Keji) et des drames (Cao Yu), qui n'avaient plus rien publié depuis des années.

Ce sont tous les secteurs de la vie culturelle qui semblent ranimer : la musique, sous sa forme occidentale ou nationale, le cinéma, la photographie, l'Opéra de Pékin et les divers théâtres provinciaux, la calligraphie, la peinture d'inspiration traditionnelle. A quand, entre Pékin et Paris, un véritable échange d'expositions, permettant par exemple, d'admirer ici les œuvres du peintre Ling Fengnian, qui, comme le célèbre Ju Péon, a séjourné en France et bien connu Montparnasse (2) ?

Le renouveau scientifique

Le tournant actuel est encore plus marqué en matière scientifique. L'abandon du système d'admission dans les universités à partir des unités de production et non des écoles secondaires, véritable élite de la révolution éducative des dix dernières années, a pu apparaître comme un reniement. Mais les nécessités du développement scientifique et technique l'ont finalement emporté sur l'idéal égalitaire de la révolution culturelle.

De nombreuses réunions sont organisées pour encourager de nouveaux projets de recherche. Une très importante conférence nationale de la science devrait se tenir au printemps prochain. Les hommes de science sont autorisés à consacrer « les cinq sixièmes de leurs heures de travail hebdomadaires aux activités professionnelles ».

Sous la responsabilité de son nouveau vice-président, Fang Yi, l'Académie des sciences est en train de reconstituer ses différents départements, notamment celui de la philosophie et des sciences humaines. C'est de lui que dépendent les revues scientifiques qui ont déjà reparu (*Recherches historiques, Archéologie*) ou sont sur le point de le faire (*Etudes philosophiques, la Critique littéraire, Langue et littérature chinoises*). En même temps que le retour du fameux économiste Sun Yelang, on annonce la réimpression des *Etudes économiques*.

Une pareille évolution, qui vise à rapprocher l'économie et la techno-

logie chinoises de celles des pays industrialisés, devrait permettre un approfondissement de nos relations culturelles avec la Chine. Les échanges, quasiment limités aux sciences exactes, pourraient s'étendre progressivement aux sciences humaines, telles que l'archéologie, la linguistique et l'histoire.

Les chercheurs français suivent avec un grand intérêt les travaux de leurs collègues chinois et seraient heureux de renouer prochainement les contacts interrompus. On ne peut se contenter de l'envoi régulier d'un nombre, même important, d'étudiants dans chacun des deux pays. Il faudrait dès maintenant prévoir les missions nécessaires à l'élaboration d'un nouveau programme d'échanges, ainsi que les liaisons souhaitables entre le C.N.R.S., les universités et leurs homologues chinois.

Il est vrai que la guerre civile provoquée par la révolution culturelle aurait encore de graves séquelles. L'ancien ministre de la culture des « quatre », Yu Huiyong, se serait, à son tour, donné la mort. Des exactions capitales auraient eu lieu dans plusieurs provinces.

Certains peuvent donc craindre que la présente ouverture ne soit qu'un leurre et que, comme en 1957, les intellectuels ne soient utilisés par une fraction des dirigeants contre une autre.

Pourtant, l'orientation nouvelle du régime ne saurait laisser indifférent. Après une longue période de désordre et de stérilité, il est sans doute permis d'espérer que les « Cent Fleurs » d'aujourd'hui, contrairement à leurs devanciers, fructifient jusqu'à leurs fruits. Un proverbe paysan, repris par Lu Xun, le dit à sa manière : « Quand une charrette se renverse, celles qui suivent doivent prendre un autre chemin. »

(1) « Réponse à Su Mao-yong à propos du front anti-japonais », *Littérature chinoise*, 1977, n° 3, pp. 22-28.

(2) On notera que le nouveau ministre de la culture n'est autre que le premier ambassadeur de Chine en France, Huang Chen, et que ce dernier est également connu pour ses croquis et sketches dramatiques composés en pleine Longue Marche.

(*) Maître-assistant de chinois à l'École normale supérieure.

En face de l'écran de cinéma, nous sommes seuls. Avec nos rêves.

Christian Zimmer.

Procès du spectacle. 48 F



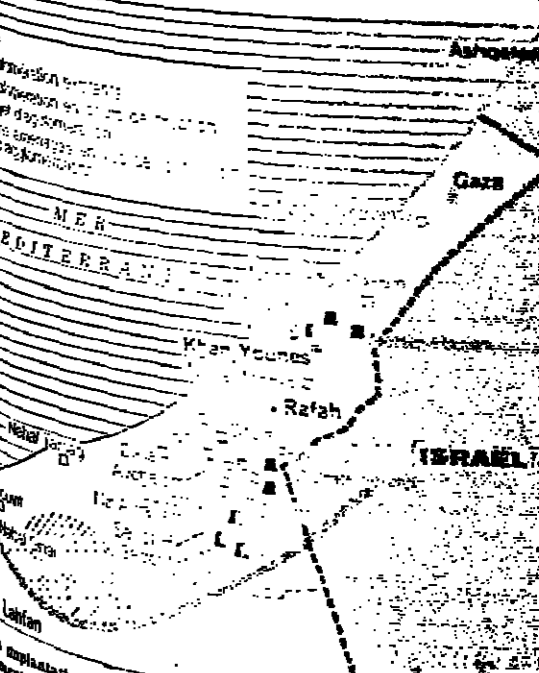
Les livres des PUF questionnent le monde. PUF

L'INTERRUPTIO

LE CAIRE : le rais a m

Les implantations israéliennes sont activement pour

L'EXERCICE DES BÉNÉVOLES



Les implantations israéliennes se trouvent tout sur le territoire de Gaza. Celle-ci était jusqu'à présent sous administration égyptienne, mais le Caïre considère comme faisant partie du territoire national.

مكتبة من الأصل

صحة من الاجل

étranger

L'INTERRUPTION DE LA CONFÉRENCE DE JÉRUSALEM

A la suite de la décision du président Sadate de rappeler au Caire les membres de la délégation égyptienne à la commission politique mixte de Jérusalem, le quotidien « Al Ahram » publie, ce jeudi 19 janvier, un commentaire très sévère pour Israël, accusé de « chercher à imposer la capitulation à l'Égypte en l'enfermant dans un labyrinthe de discussions de procédure, de questions secondaires et d'idées dépassées ». Israël, poursuit l'éditorialiste, pensait qu'il pourrait tout obtenir sans rien

donner en échange. C'est maintenant à l'opinion mondiale tout entière de condamner ceux qui assésaient la paix et veulent la remplacer par la guerre avec toutes les épreuves que cela comporte. »

En ISRAËL, en revanche, les journaux condamnent dans l'ensemble la décision du président Sadate. « Haaretz » (indépendant) parle de « mauvais prétexte » et se demande « si vraiment le président égyptien s'imagine

qu'Israël va accepter sans discussion toutes ses conditions ». « Davar » (travailliste) affirme que M. Sadate « se trompe s'il pense gouverner l'opinion publique israélienne contre son gouvernement ». Pour « Al Hamishmar » (Mappam), « le nouveau geste spectaculaire du président égyptien n'est rien d'autre qu'une tentative d'imposer un règlement à Israël ».

A MOSCOU, l'agence Tass a réagi avec une rapidité inaccoutumée à l'initiative égyptienne. Elle affirme que la position israélienne n'est que la conséquence des « pressions accrues exercées par les États-Unis sur l'Égypte afin qu'elle fasse de nouvelles concessions ». Les dirigeants soviétiques, selon l'A.F.P., mettent en doute la fermeté manifestée par l'Égypte à propos du Sinaï, de Jérusalem et du tracé des frontières. Ils vont dans la décision du président Sadate un « trompe-l'œil » destiné à l'opinion arabe et internationale.

LE CAIRE : le raïs a mis M. Begin au pied du mur

De notre correspondant

Le Caire. — La brusque décision du raïs de rappeler la délégation ministérielle représentant l'Égypte aux pourparlers de Jérusalem et d'annuler la reprise des travaux de la commission militaire pour Jérusalem, au début de cette semaine, qu'à la suite d'un « rattrapage » de dernière minute, en l'occurrence une intervention diplomatique américaine qui fit admettre par Israël un ordre du jour acceptable pour le Caire.

Chacun voulait s'accrocher aux derniers espoirs de paix. Seuls quelques hauts responsables, comme le général Gamassi, ministre de la défense, et le général Touhami, nouvelle éminence grise du raïs, savaient que les entretiens n'avaient aucune chance de s'amorcer sérieusement si les Israéliens ne se départissent pas de leur attitude intransigeante. Le communiqué officiel annonçant le rappel au Caire de la délégation égyptienne ait reproché à Israël, en termes fort civils au demeurant, de ne pas avoir de « position claire et nette » dans la négociation, ce que précisaient les dirigeants égyptiens n'ont pu accepter, ce sont les déclarations très nettes et très

claires faites mardi par MM. Begin et Dayan sur l'« impossibilité » pour Israël de retourner aux frontières de 1967 et d'évacuer totalement le Sinaï.

Dès lors, aux yeux du président Sadate, il était parfaitement inutile de « continuer à tourner dans un cercle vicieux ».

Le raïs sait très bien que M. Begin est conscient de ce fait : si l'État juif veut vraiment la paix et la veut maintenant, il devra s'engager à évacuer, à quelques rectifications de frontières près, les territoires arabes occupés en 1967. En rappelant ses envoyés à Jérusalem, le président Sadate, dit-on ici, met M. Begin au pied du mur. C'est de ce dernier que doit à présent venir un geste, que de nouvelles pressions américaines sont de nature à susciter s'il ne vient pas de lui-même. Au président Carter qui s'inquiétait par téléphone mercredi dans la soirée de la nouvelle « initiative » du président Sadate, celui-ci a promis que les deux commissions reprendraient leurs travaux « si Israël modifiait sa position ». Le raïs a même indiqué au chef de l'état-major américain une date pour l'éventuelle reprise des travaux de la commission militaire : le samedi 21 janvier. Américains et Israéliens ont donc

quarante-huit heures pour rectifier le tir. M. Sadate ne veut, pour le moment, ni la paix ni la guerre, mais la prolongation indéfinie de la situation actuelle qui lui permet de conserver les territoires occupés tout en vivant dans la tranquillité relative que lui confère sa supériorité militaire. Si cela se confirme, tout sera possible en Égypte, y compris une « réhabilitation » du conflit. Le colonel Kadhafi, à Tripoli, n'a pas attendu pour paroisser. En attendant, le raïs se trouve placé entre un double refus : celui de M. Begin et celui de la plupart des capitales arabes.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.



(Dessin de KONE.)

JÉRUSALEM : le gouvernement égyptien se berçait d'illusions

Jérusalem (A.P.). — Dans un communiqué officiel rendu public dans la soirée de mercredi, le gouvernement israélien déclare « enregistrer avec regret l'annonce par le gouvernement égyptien de l'interruption des négociations au sein de la commission politique ».

Cette annonce abrupte prouve, une fois de plus, que le gouvernement égyptien se berçait d'illusions et croyait que nous nous soumettrions à des exigences qui n'ont jamais été acceptables pour Israël. Rappelant que la délégation égyptienne a demandé « le retrait des forces israéliennes du Sinaï, du Golan, de Judée, de Samarie (Cisjordanie) et de Gaza », le transfert de la vieille ville de Jérusalem sous autorité étrangère, et l'établissement d'un État palestinien sur le territoire d'Israël, le communiqué ajoute qu'« il n'y a jamais eu et qu'il n'y aura jamais un gouvernement israélien qui accepterait de telles conditions ».

paix réelle, a prouvé sa bonne volonté en présentant un plan de paix, qui a reçu un accueil positif de tous ceux qui l'ont lu », poursuit le communiqué, mentionnant à ce propos le président Carter, M. Cyrus Vance, l'ancien président Ford et le premier ministre britannique, M. James Callaghan.

« Seul le gouvernement égyptien, dans son intransigeance étonnante, a considéré le plan comme une tentative d'illusions, comme une tentative, et a décidé de suspendre les négociations. Nous n'avons posé aucune condition préalable. Nous n'avons jamais soumis la discussion des propositions des Égyptiens à leur acceptation des nôtres. Comme dans toute négociation, il y a eu un échange de propositions et de contre-propositions. »

« Israël continuera à chercher l'établissement d'une paix juste et permanente avec ses voisins. Si le gouvernement égyptien décidait de reprendre les négociations, Israël est disposé à la faire », conclut le communiqué.

Les implantations israéliennes dans le Sinaï sont activement poursuivies

Dans le nouveau budget israélien, une somme de 420 millions de livres est consacrée au développement des quatre-vingt-onze agglomérations créées dans les territoires occupés depuis 1967 et à l'établissement de onze nouvelles colonies, dont cinq dans la trouée de Rafah (46 millions de livres pour la seule localité de Cham-El-Chelich). Les crédits réservés à ces implantations ont presque doublé cette année.

Dans la région de Rafah, au nord-est du Sinaï, existent onze colonies israéliennes (y compris la ville de Yamit), et trois sont en cours de création, en dépit de la récente déclaration du gouvernement israélien affirmant limiter les travaux actuels au renforcement des colonies déjà en place.

Ces travaux ont commencé au mois de décembre. La presse israélienne a fait état de projets d'installation de vingt nouvelles implantations dans cette région. Le département pour l'établissement des points d'habitation de l'Agence juive a créé récemment une nouvelle unité, le « département de Yamit ». Plusieurs experts israéliens, ainsi que l'économiste américain Oscar Guss, ont participé à l'élaboration des projets d'installation dans cette région. Entre temps, les travaux se sont intensifiés sur l'axe de la route Bir-Lahfan-Abou-Aguata, à quelques dizaines de kilomètres d'Al-Arish, dans une région où n'existe aucune colonie israélienne. Le Fonds national juif mène des travaux intensifs — sur une quarantaine de kilomètres — pour préparer

le terrain en vue de l'extension du peuplement israélien dans cette zone du Sinaï.

Les ouvriers ont reçu l'ordre de ne pas répondre aux questions des journalistes sur leurs activités. Au demeurant, les détails des travaux en cours au nord-est du Sinaï sont gardés secrets, et chaque responsable reçoit une carte sur laquelle ne figure que son secteur propre. Le général Sharon, ministre de l'Agriculture et chef de la commission interministérielle pour la création des points de peuplement, étant seul à avoir une vue d'ensemble du projet.

L'expulsion des Bédouins. Cependant, plusieurs députés travaillistes, menés par M. Yossef Sarid, ont publié une déclaration mettant en garde contre « l'extension incontrôlée des créations d'agglomérations au moment même où se déroulent les pourparlers avec l'Égypte ». Le plan Begin pour le Sinaï, tout en reconnaissant la souveraineté égyptienne sur toute la péninsule, prévoit le maintien de tous les établissements israéliens dans cette région (onze à Rafah et trois sur le golfe d'Akaba), sous la juridiction d'Israël, qui y maintiendra son armée.

Les onze colonies au nord-est du Sinaï ont été construites sur une partie des 40 000 hectares de terres fertiles confisquées aux milliers de Bédouins chassés de cette région et

Les Israéliens stupéfaits

(Suite de la première page.)

En effet, après la deuxième réunion de travail de la commission politique, qui n'avait pourtant duré mercredi que seize minutes, les trois « délégations » avaient fait preuve d'optimisme. Les multiples contacts « informels » entre les ministres des affaires étrangères israélien, égyptien et américain paraissent avoir porté des fruits. A 16 heures, les porte-paroles des trois délégations avaient fait par des « progrès » dans la négociation, au cours d'une conférence de presse commune. « Nous sommes satisfaits de la tournure des conversations », avait déclaré le porte-parole égyptien.

M. Moshe Dayan devait confirmer que des progrès réels avaient été accomplis dans tous les domaines, à l'exception toutefois de la question palestinienne. Les incidents de la veille étaient oubliés, et l'atmosphère était détendue et cordiale. Le gouvernement, qui devait, de toute façon, se réunir en conseil extraordinaire pour mettre au point la position israélienne à la veille de la reprise des travaux de la commission militaire au Caire, était sur le point de se réunir lorsqu'il a été mis au courant, peu avant 19 heures, de la décision de M. Sadate.

Tout est alors allé très vite. Les Égyptiens ont annulé leurs engagements pour commencer à plier

bagages. Le ministre égyptien des affaires étrangères, avant de quitter Jérusalem, s'est rendu à la présidence du conseil pour faire ses adieux à M. Begin. Le conseil des ministres a été interrompu pour la circonstance pendant une heure et demie.

M. Kamel : il n'est pas question de rupture

M. Dayan, qui a accompagné son collègue égyptien à l'aéroport, devait encore conférer pendant deux heures avec M. Kamel dans le salon de l'aéroport. « Je suis convaincu que rien de ce qui s'est passé durant les travaux de la commission politique n'a pu provoquer la décision du président Sadate », a-t-il dit. M. Kamel s'est contenté de déclarer qu'il rentrerait au Caire sur ordre du chef de l'État, ajoutant : « Il n'est pas question de rupture ».

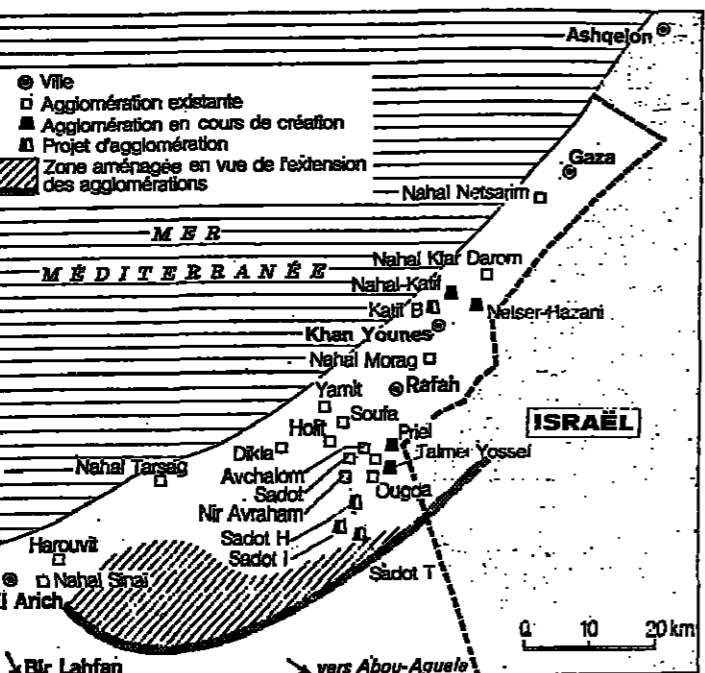
Que s'est-il passé ? Les premiers moments de stupeur passés, les membres de la délégation égyptienne ont été stupéfaits, sans conviction, à l'annonce officielle de l'absence de M. Begin en personne, rejetée sur l'Égypte la responsabilité de l'échec de la phase actuelle de la négociation.

Pour ce qui est de la commission militaire du Caire, le gouvernement israélien a décidé de réexaminer sa participation à la lumière des derniers événements. En attendant, le ministre de la défense, M. Weizman, a retardé son départ prévu pour ce jeudi matin.

Le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Peres, a déclaré : « Le chef de l'État égyptien nous a habitués aux coups de théâtre. Il faut à présent s'armer de patience. M. Sadate ne nous fait pas de faveur en acceptant de négocier. L'Égypte a surtout besoin de la paix qu'Israël. »

Deux hypothèses sont généralement retenues par la presse israélienne : — Le président Sadate, soumis à de fortes pressions intérieures, est contraint de durcir sa position et de faire montre d'autorité ; — Devant la « timidité » des interventions américaines dans la négociation, le président Sadate, par son geste spectaculaire, veut contraindre Washington à exercer de fortes pressions sur Israël.

Le quotidien « Davar » (travailliste) écrit : « La plan Begin, même s'il n'est pas accueilli avec enthousiasme par tous les Israéliens, représente l'expression d'un consensus national. » Omor (travailliste), craint que les Américains ne soient amenés à exercer sur Israël les pressions souhaitées par le président Sadate. Shearim (religieux), estime que l'attitude égyptienne doit « nous enlever toutes nos illusions. Il faut réexaminer notre politique et négocier à partir d'une position beaucoup plus dure ». (Métrim.)



Les implantations israéliennes se trouvent tant sur le territoire égyptien proprement dit que dans la bande de Gaza. C'est-à-dire, jusqu'à la guerre de juin 1967, placée sous administration égyptienne, mais le Caire ne l'a jamais considérée comme faisant partie du territoire national.

EDGARD PISANI

utopie foncière

l'espace pour l'homme

L'air du temps

GALLIMARD

Les adversaires du président Sadate dans le monde arabe baissent le ton

De notre correspondant

Beyrouth. — La décision du président Sadate n'a provoqué aucun étonnement à Beyrouth où l'on s'attendait depuis plusieurs jours à un coup d'éclat de la part du chef de l'État égyptien. En revanche, on ne croit pas ici que M. Sadate poursuivra sur ce chemin et ira jusqu'à offrir sa démission devant le Parlement égyptien. On lui prête plutôt l'intention d'attendre le résultat de son coup de semonce.

Les adversaires les plus acharnés de la politique du président Sadate voient dans son attitude actuelle une « manœuvre ». Le journal palestinien-progressiste Al Saïr exprime en manchette ce sentiment de méfiance : « Carter intervient pour arrêter les manœuvres israéliennes se déroulant, sous couvert de fermeté, Begin et Sadate. »

Toutefois, les adversaires du raïs dans le monde arabe baissent le ton. Au sein de l'O.L.P., M. Abou Ayad, « numéro deux » du Faïd, avait qualifié dès lundi le chef de l'État égyptien de « patriote et de réaliste ». La radio libyenne a, pour sa part, diffusé l'interview du président égyptien à October. Certaines informations non confirmées assurent que Damas accepterait de renouer le dialogue avec le Caire. L'Arabie Saoudite et le Koweït jugent le moment opportun pour « rétablir la solidarité arabe », ce qui implique, au premier chef, une réconciliation égypto-syrienne.

Cependant, les Palestiniens ne sont pas tous disposés à « récupérer » M. Sadate. Le F.D.L.P. (marxisant) estime que « la perpétuelle en cours ne doit pas faire perdre de vue que les États-Unis feront le nécessaire pour maintenir au président Sadate les conditions d'un règlement séparé avec Israël ». Quant aux partisans du chef de l'État égyptien, et si en existe, même fait sein de la communauté musulmane libanaise, ils expriment leur satisfaction de voir que le Raïs « n'a bradé ni la cause arabe ni les droits des Palestiniens ». — L. G.

face de l'écran
na, nous sommes si
Avec nos rêves.
Christian Zimmer.
es du spectacle. 48

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le président Carter prononce son premier message sur l'état de l'Union

M. Jimmy Carter prononce, ce lundi 19 janvier dans la soirée, à Washington, devant les deux Chambres du Congrès, son premier message sur l'état de l'Union. Le président américain a annoncé que son discours porterait essentiellement sur la situation économique intérieure. M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, a indiqué que des réductions d'impôts, qui précéderont plus à contrebasse qu'on ne le prévoit généralement, seront rendues publiques à cette occasion.

M. Carter devait également évoquer le programme énergétique qu'il a présenté au printemps dernier au Congrès et qui s'est enlisé dans la procédure de navette entre les deux Chambres. Pour le président américain, un compromis rapide sur ce programme est indispensable pour réduire le déficit de la balance des paiements américaine et donc pour défendre le dollar.

Les vicissitudes d'un rite d'origine monarchique...

« Le président informera de temps en temps le Congrès sur l'état de l'Union et recommandera à sa considération telles mesures qui lui paraîtront nécessaires et opportunes. » Cette préface du message sur l'état de l'Union est la formule traditionnelle du message sur l'état de l'Union. La Constitution ne précise pas la périodicité de l'événement, mais l'habitude s'est prise rapidement d'un message annuel prononcé quelques jours après la rentrée du Congrès, donc généralement vers le milieu ou le fin du mois de janvier. (Les présidents fondateurs, issus d'une société essentiellement agricole, réservaient à la politique la saison où les travaux des champs sont interrompus.)

George Washington venait lire son texte devant le Congrès. Les deux Chambres lui faisaient une réponse solennelle. L'institution dérive en effet de la pratique britannique du « discours du trône » prononcé par le souverain à la rentrée parlementaire. Cette filiation monarchique n'avait pas échappé aux théoriciens du parti républicain. Thomas Jefferson, leur chef de file, jugeait en outre que le principe de la séparation des pouvoirs était violé par l'apparition solennelle du chef de l'exécutif devant le législatif. Il décida, pour son premier message, en 1801, de venir lire lui-même devant le Congrès et de laisser à un autre le soin de le lire. Ses successeurs suivirent son exemple pendant plus d'un siècle.

Le style du message sur l'état de l'Union a été, et surtout sa taille, qui était devenue considérable quand il n'était plus lu par le président, mais en fonction de ces vicissitudes. Mais on y retrouve certaines constantes, déjà fixées par George Washington, qui en font un genre à part dans la rhétorique politique américaine, presque aussi solennelle que le « discours d'inauguration » des présidents.

La rhétorique de la satisfaction

Le style du message sur l'état de l'Union a été, et surtout sa taille, qui était devenue considérable quand il n'était plus lu par le président, mais en fonction de ces vicissitudes. Mais on y retrouve certaines constantes, déjà fixées par George Washington, qui en font un genre à part dans la rhétorique politique américaine, presque aussi solennelle que le « discours d'inauguration » des présidents.

Des fautes ont été commises

Les messages rassemblés en trois gros volumes (1) sont un miroir de l'histoire américaine. On y trouve la première manifestation d'un « impérialisme », sous la plume du pourtant très pacifique Thomas Jefferson. Celui-ci, en 1801, s'indigne que « l'opinion la plus sage des États-Unis », ait fait des propositions, jugées excessives, sur les taxes frappant les commerçants américains et annonce : « Le style de la lettre demandée s'élève au-dessus de la réponse : j'ai envoyé une petite encadre en Méditerranée... »

Des solutions de facilité

« Sur l'économie en général : M. Carter, s'il avait été très net sur les moyens — très keynésiens — de relancer l'activité américaine, s'était refusé à prendre le moindre engagement sur l'essentiel, c'est-à-dire sur le dollar. Or tant qu'aucun plancher n'aura été fixé à la diminution du cours de celui-ci, la spéculation continuera bon train. On l'a trop dit pour qu'il soit nécessaire d'y insister : la baisse progressive du dollar est devenue, pour les Américains, le principal moyen, avec le maintien de dispositions extrêmement protectionnistes, de limiter le déficit du commerce extérieur et d'assurer, fort égoïstement, le maintien de la « croissance modérée » à laquelle continuent de croire la majorité des analystes d'outre-Atlantique. C'est une solution de facilité, mais les États-Unis ont de plus en plus de mal à y renoncer au fur et à mesure que se développent leurs investissements extérieurs et le nombre des prêts internationaux libellés en dollars. »

Retour à l'ornière

(Suite de la première page.)

De tous les combats engagés par M. Carter, celui-là était le plus utile, puisque aussi bien l'avenir de l'économie planétaire en dépend. Mais il s'est heurté à plus fort que lui : le cartel des industries pétrolières, appuyé par la grande majorité du peuple américain, habitué à se procurer du carburant à bon marché et peu disposé à accepter que cela change. Sait-on que malgré le quadruplement, en 1973, du prix mondial du brut, malgré la constante augmentation des importations de pétrole et de gaz naturel par les États-Unis, l'Amérique n'a jamais travaillé que huit minutes aujourd'hui, contre neuf en 1967, pour se procurer un gallon d'essence ordinaire ? Or chaque jour qui passe rapproche des élections législatives de novembre et rend donc moins vraisemblable le vote par le Congrès de mesures énergétiques courageuses.

l'ambassade des États-Unis à Paris a pu dire à l'un de ses collègues étrangers, il y a quelques mois, que la venue de la gauche au pouvoir était nécessaire pour la France « parce que celle-ci n'avait pas encore fait sa révolution de 1789 » sur le plan économique et social. M. Brzezinski lui-même estimait, en mai dernier, que le F.R.I. italien était désalinisé et coupé de Moscou ; un certain nombre de gestes ont été faits d'ailleurs à cette époque en direction des communistes italiens dont le ministre des affaires étrangères, M. Segre, a pu se rendre aux États-Unis, tandis que le quotidien communiste l'Unità était autorisé à installer un correspondant permanent à Washington, en la personne de M. Javorelli.

Aujourd'hui, changement à vue : après avoir déclaré « bénéfique » l'action de M. Mitterrand — sous-entendu dans la mesure où elle a conduit les communistes à rompre avec lui — M. Carter a convoqué son ambassadeur à Rome et fait savoir qu'il ne verrait pas d'un bon œil l'entrée dans le gouvernement des amis de M. Berlinguer. L'interview très stalinienne et pro-soviétique récemment donnée à la Pravda par M. Luigi Longo, président du P.C.I. a certes pu jouer son rôle. Et aussi sans doute les démarches de certains milieux italiens, voire du Vatican, effrayés à l'idée que des « rouges » pourraient s'installer au pouvoir. Reste que M. Carter fait exactement ce qu'il reprochait à M. Nixon de faire et qu'il viole ainsi ouvertement les accords d'Helsinki de 1975, interdisant toute ingérence dans les affaires des autres. Dira-t-on que de telles ingérences Moscou ne se prive guère, au moins dans les pays de sa sphère d'influence de M. Carter, encore une fois, était de vouloir rendre à la morale sa place, ce qui suppose pour commencer que l'on prenne au sérieux ses propres promesses.

Bolivia

Cédant au mouvement de grève de la faim, le gouvernement annonce une amnistie générale.

La Paz (A.F.P.). — La crise politique ouverte en Bolivie par la grève de la faim commença le 11 y a trois semaines, et à laquelle plus de mille deux cents personnes avaient fini par participer, pour une démission en fait une contrepartie en effet annoncé, dans la soirée du mercredi 18 janvier, qu'il accordait l'amnistie générale réclamée par les protestataires.

Ne laissez pas vos yeux se fatiguer

Les verres STUDIO T, nouvelle exclusivité Leroy, améliorent votre vue et reposent vos yeux. Existents dans toutes les puissances, en simple et double foyer, et s'adaptent sur toutes les montures.

LEROY OPTICIEN
104, Champs-Élysées, 147, rue de Rennes
104, rue de Valenciennes, 127, Fg St-Antoine
158, rue de Lyon, 5, place des Terres

SOLDES
jusqu'au 28 janvier

La Boutique du Brésil

SALONS EN CUIR
Minéraux, Bijoux,
Des cadeaux originaux

43, avenue de Friedland
Paris 8^e - Tél. : 359.22.10

SOLDES POUR LES GRANDES TAILLES

AUTEUIL

POUR ELLE: 41, RUE LAFFAYETTE 9^e
99, RUE DE PASSY (CÔTÉ MUETTTE) 16^e
ARCADES LIDO - 76-78 CHAMPS-ÉLYSÉES 8^e

SOLDES
jusqu'au 28 janvier

LE MONDE

meil chaque jour à la disposition de ses lecteurs des résumés d'annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être l'APPELLEMENT que vous recherchez.

SOLDES

AUTEUIL

POUR ELLE: 41, RUE LAFFAYETTE 9^e
99, RUE DE PASSY (CÔTÉ MUETTTE) 16^e
ARCADES LIDO - 76-78 CHAMPS-ÉLYSÉES 8^e

EN VISITE OFFICIELLE

Le président Geisel et un organisme international

Le président Geisel et un organisme international

UNE MISE AU POINT DE L'AMBASSADEUR DU JAPON

UNE MISE AU POINT DE L'AMBASSADEUR DU JAPON

Le Monde

Service des Abonnements
12471 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6207-33

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
115 F 210 F 285 F 360 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
285 F 360 F 515 F 760 F

ÉTRANGER (par mandat)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 285 F 360 F
II - TUNISIE
120 F 240 F 360 F 480 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (travaux postaux) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés ou provinciaux (autres que par chèque postal) sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres et capitales d'impression.

révolution diététique Dr Atkins

ma cuisine diététique

MAX PAGÉS
Le travail amoureux
éloge de l'homme
dunod

مكتبة من الأصل

صحة الإنسان

EUROPE

Un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme

Les autorités britanniques en Ulster se sont rendues coupables de traitements «inhumains» et «dégradants», non de tortures

Strasbourg. — Les autorités britanniques ne se sont pas rendues coupables de tortures au cours des opérations de maintien de l'ordre menées depuis 1971 en Irlande du Nord. La Cour européenne des droits de l'homme a décidé mercredi 18 janvier ce constat dans l'affaire qui opposait depuis six ans l'Irlande au Royaume-Uni. Elle a toutefois accordé une relative satisfaction au gouvernement de Dublin en reconnaissant que les autorités d'Ulster, et par la suite celles de Londres, avaient eu recours à des traitements «inhumains» et «dégradants» (article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme) à l'encontre d'un certain nombre de militants et de sympathisants de l'IRA à l'automne 1977.

De notre correspondant

Satisfaction mitigée à Dublin

Dublin. — Malgré une certaine déception, on s'accorde, à Dublin, pour juger que l'arrêt de la Cour de Strasbourg justifie amplement l'insistance que le gouvernement irlandais avait introduite contre Londres. Dans un communiqué publié mercredi soir, un porte-parole du gouvernement a déclaré que le jugement «devait être accueilli favorablement par tous ceux qui s'intéressent à la défense des droits de l'homme. (...) Le procès a contribué à la condamnation de telles méthodes, non seulement en Grande-Bretagne, mais à travers le monde». Les réactions des deux partis de l'opposition, la Fine Gael (centriste) et travailliste, reflètent ce sentiment. Le jugement, a déclaré un porte-parole du Fine Gael, a consolidé les droits et la liberté des peuples partout. «Les hommes politiques de la République s'accordent sur le fait que la distinction entre les termes «tortures» et «traitements inhumains et dégradants» est surtout une question de sémantique.

Le gouvernement britannique n'avait d'ailleurs pas contesté l'avis de la commission et s'était engagé à ne plus utiliser les «cinq techniques» dans les «interrogatoires poussés». Par seize voix contre quatre, la cour européenne a estimé que l'emploi de ces «cinq techniques» n'avait pas causé des «souffrances de l'intensité et de la cruauté particulières qu'implique la notion de torture». En admettant, par ailleurs, que des violations occasionnelles de l'article 3 de la convention (mauvais traitements et tortures) avaient eu lieu, la cour a estimé qu'il n'y avait pas eu de pratiques généralisées de traitements inhumains. Elle a rejeté la demande du gouvernement irlandais qui réclamait de Londres des poursuites contre les auteurs de ces «interrogatoires poussés».

La cour a suivi les conclusions de la commission des droits de l'homme — qui n'étaient pas contestées par le gouvernement britannique — selon lesquelles les pouvoirs spéciaux (arrestation et détention préventive, internement sans jugement) étaient contraires à l'article 5 de la convention. Mais elle a tenu largement compte de l'article 15 de ce texte, qui permet à un Etat signataire de déroger à certaines de ces obligations en cas de guerre ou de «danger public menaçant la vie de la nation». Elle a ainsi rejeté la position du gouvernement irlandais qui estimait que les dérogations invoquées par le Royaume-Uni dépassaient «la stricte mesure» requise par la situation en Irlande du Nord. Enfin, la cour a jugé que les autorités britanniques n'avaient pas exercé de discrimination dans leur manière de poursuivre les terroristes de l'IRA et ceux des organisations paramilitaires irlandaises. La sévérité plus grande manifestée à l'égard de l'IRA n'était pas disproportionnée, compte tenu de la menace bien plus importante que celle qui pèse sur les autres groupes de ce type, ont estimé les juges européens.

J.C. HAHN.

Norvège

MORT DE M. JOHN LYNG ANCIEN PREMIER MINISTRE

Oslo (Reuter). — M. John Lyng, ancien premier ministre norvégien, est mort mercredi 18 janvier, à l'âge de soixante-deux ans. Il souffrait d'un cancer du poulmon.

[Né à Trondheim, le 22 août 1905, l'année où la Norvège devient indépendante après un siècle d'union avec la Suède, M. John Lyng fit des études de droit et adhéra à une organisation estudiantine de gauche, «Mot Dag». Mais, après les luttes de factions au sein du mouvement ouvrier, dans les années 20, il changea d'orientation politique et devint conservateur. Substitut de parqvist en province, de 1945 à 1953, puis juge à la Cour, il entra dans la vie politique dans les années 50. Élu député en 1958, il forma, cinq ans plus tard, le premier gouvernement non socialiste de l'après-guerre, c'est-à-dire la coalition quadripartite qu'il anima jusqu'à renverser après trois semaines d'exercice. Jusqu'en 1965, il fut gouverneur de la province d'Agderhus, puis ministre de M. Trygve Lie, l'ancien secrétaire général de l'ONU. En 1965, lorsque M. Borrensen, chef du parti conservateur, forma une nouvelle coalition bourgeoise, M. Lyng devint ministre des affaires étrangères. Cinq ans plus tard, il se retirait pour des raisons personnelles pour laisser à un homme plus jeune le soin de résoudre les problèmes importants, dont celui de l'adhésion au Marché commun.]

Italie

Quatre des huit référendums sont jugés irrecevables par la Cour constitutionnelle

De notre correspondant

Rome. — Deux prises de position inattendues viennent de marquer la crise gouvernementale italienne. La première vient du parti communiste, qui a lancé un avertissement, mardi 17 janvier, aux démocrates-chrétiens. Ceux-ci auraient tort de croire qu'un échec des négociations provoquerait nécessairement des élections anticipées; il existe sans la D.C. une majorité au Parlement. Est-ce à dire que le P.C.I. a changé de stratégie, abandonnant le compromis historique pour l'union de la gauche? Nullement, devait préciser M. Berlinguer, le lendemain. C'est un simple rappel pour éviter que la dissolution des Chambres ne devienne un moyen deantage. La deuxième surprise est venue de la Cour constitutionnelle. Mercredi 18 janvier, elle a déclaré irrecevables quatre des huit référendums réclamés par plus de six cent mille signataires. Elle pourra voter sur le concordat, le code militaire du temps de paix, la discipline dans les armées et les articles contestés du code pénal. En revanche, elle ne pourra pas voter sur le concordat, le code militaire du temps de paix, la discipline dans les armées et les articles contestés du code pénal. En revanche, elle ne pourra pas voter sur le concordat, le code militaire du temps de paix, la discipline dans les armées et les articles contestés du code pénal. En revanche, elle ne pourra pas voter sur le concordat, le code militaire du temps de paix, la discipline dans les armées et les articles contestés du code pénal.

Espagne

Le gouvernement légalise une fraction politique de l'ETA

Madrid (A.F.P., Reuter). — Le parti basque E.L.A. (Euzko Alkartasuna) ou parti révolutionnaire, (forme de l'ETA), considéré comme une des fractions politiques de l'organisation séparatiste révolutionnaire ETA, a été inscrit le mercredi 18 janvier dans le registre des partis politiques du ministère de l'Intérieur, annonce l'agence Cifra. Ce parti avait présenté, il y a longtemps, ses statuts pour l'adhésion à la Constitution espagnole. Il a dû ensuite les modifier afin de se conformer aux normes légales, le règlement des partis stipulant que ceux qui proclament l'indépendance d'une certaine région de l'Espagne ne peuvent être inscrits. Les nouveaux statuts de l'E.L.A. ont été communiqués mardi au ministère de l'Intérieur. L'E.L.A., qui est le parti le plus important de la région basque, a participé aux élections du 15 juin dernier sous la candidature de Euzkadin Ezkerria (gauche de l'Euzkadi), obtenue l'élection d'un député à l'Assemblée. Son secrétaire général est M. Mario Onaindia Machiondo, condamné à mort lors du procès de Burgos en décembre 1970 alors qu'il était député à l'Assemblée. M. Onaindia Machiondo a déclaré que «la légalisation de l'E.L.A. traduit le fait que la force du parti dans la rue et dans les urnes a été reconnue». D'autre part, l'ancien ministre espagnol des affaires étrangères, M. José María de Areilza, a annoncé mercredi la formation d'un

nouveau parti libéral, Action civique libérale, réunissant cinq petites formations politiques voisines restées en dehors de la coalition du premier ministre, M. Adolfo Suarez. La déclaration de M. de Areilza, publiée sous forme de communiqué en pleine page par plusieurs quotidiens de Madrid, affirme que l'Espagne a besoin d'une politique libérale et non pas d'un socialisme collectiviste. Ministre des affaires étrangères dans le premier gouvernement de l'après-franquisme, M. de Areilza est retourné dans l'Espagne en juillet 1976 lorsque le roi Juan Carlos lui confia M. Suarez pour remplacer M. Carlos Arias Navarro à la tête du gouvernement.

DIPLOMATIE

EN VISITE OFFICIELLE AU MEXIQUE

Le président Geisel souhaite la création d'un organisme international de stockage du café

Mexico (A.F.P.). — Dans un communiqué publié le mercredi 18 janvier, à l'issue de la visite officielle de cinq jours que le général Ernesto Geisel vient de faire au Mexique, le chef de l'Etat brésilien et le président José Lopez Portillo ont affirmé la nécessité de créer un organisme international de stockage du café pour en garantir et en stabiliser les prix. Les deux chefs d'Etat se sont, d'autre part, prononcés pour des droits d'utilisation de l'énergie à des fins strictement pacifiques, avec des garanties internationales. Ils ont décidé de conjuguer leurs efforts pour l'application réelle dans le respect de l'indépendance nucléaire en Amérique latine (traité de Tlatelolco).

UNE MISE AU POINT DE L'AMBASSADEUR DU JAPON

Dans le bulletin de l'étranger consacré au contentieux entre le Japon et l'U.R.S.S. sur les Kouriles (le Monde du 13 janvier), nous avions écrit, en nous fondant sur une dépêche d'agence, que M. Sonoda, ministre japonais des affaires étrangères, «serait arrivé à Moscou avec une proposition de traité d'abandon des revendications japonaises sur deux des quatre îles». L'ambassadeur du Japon en France nous écrit, après la publication de cette information donnée au conditionnel: «L'idée d'une telle concession, qui traiterait l'encontre de la légitime revendication du peuple japonais, ne serait venue ni à M. Sonoda ni, d'ailleurs, à aucun autre membre du gouvernement. Le Japon revendique et continuera à revendiquer la restitution des quatre îles, à savoir: Habomai, Shikotan, Kunashiri et Etorofu.»

Les négociations américano-soviétiques sur l'interdiction des armes chimiques vont déboucher rapidement sur un projet de traité international, a annoncé le négociateur américain. Il a précisé que les ultimes difficultés concernent la vérification de la destruction des stocks et l'engagement des installations de destruction. Il a indiqué que le projet de traité prévoit des vérifications sur place. — (A.F.P.)

A l'Académie des sciences morales et politiques

M. RENÉ SERVOISE ÉVALUE LES RISQUES D'AFFRONTEMENT DANS L'Océan Indien

M. René Servoise, ambassadeur de France en Indonésie, s'est adressé dans une communication à l'Académie des sciences morales et politiques, si les déploiements des marines de guerre des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. dans l'Océan Indien, qui après l'abandon de la Grande-Bretagne et de sa politique à l'est de Suez a connu un vide politique et stratégique, constituent les éléments d'un nouvel équilibre. Il présenta un contraste un affrontement «saurait évité, et à la notion de «balance of power» se substitue celle de «matching prudences», concept plus souple et davantage conforme aux intérêts des deux puissances. Sur le plan stratégique, la portée croissante des missiles intercontinentaux pour les marins militaires lanceurs «engins va réduire l'importance de l'Océan Indien qui de mondial, devient régional.

maigrir et sourire... la révolution diététique du Dr Atkins et du même auteur ma cuisine diététique BUCHET/CHASTEL 18 rue de Condé, 75006 Paris

MAX PAGES Le travail amoureux éloge de l'incertitude dumod 45 F

maigrir sans souffrir... la révolution diététique du Dr Atkins et du même auteur ma cuisine diététique BUCHET/CHASTEL 18 rue de Condé, 75006 Paris

Union soviétique

M. Brejnev reporte à nouveau sa visite à Bonn

M. Brejnev a reporté une nouvelle fois sa visite officielle en République fédérale d'Allemagne, a annoncé mercredi 18 janvier M. Boelling. Selon le porte-parole du gouvernement ouest-allemand, M. Fallme, ambassadeur d'U.R.S.S., la remise au chancelier Schmidt d'un message personnel de M. Brejnev. Le chef de l'Etat et du parti soviétique demande que sa visite prévue du 18 au 19 février, soit repoussée à une date ultérieure sur le conseil de ses médecins, qui lui ont ordonné du repos après le «refroidissement» dont il avait été victime. M. Boelling a ajouté que Bonn et Moscou s'efforceront de fixer le plus tôt possible une nouvelle date pour cette visite, «dont l'importance est soulignée de part et d'autre». Evoquée la première fois en octobre 1974 lors de la visite de M. Schmidt à Moscou, la visite en R.F.A. de M. Brejnev avait été reportée à plusieurs reprises par Moscou. Ce nouvel ajournement semble bien indiquer que l'état de santé de M. Brejnev est plus préoccupant que ne le laissent entendre les autorités soviétiques. Le «refroidissement» en question remonte à la mi-décembre (il n'avait pas participé alors à la session du Soviet suprême). Sa seule activité publique a été, le

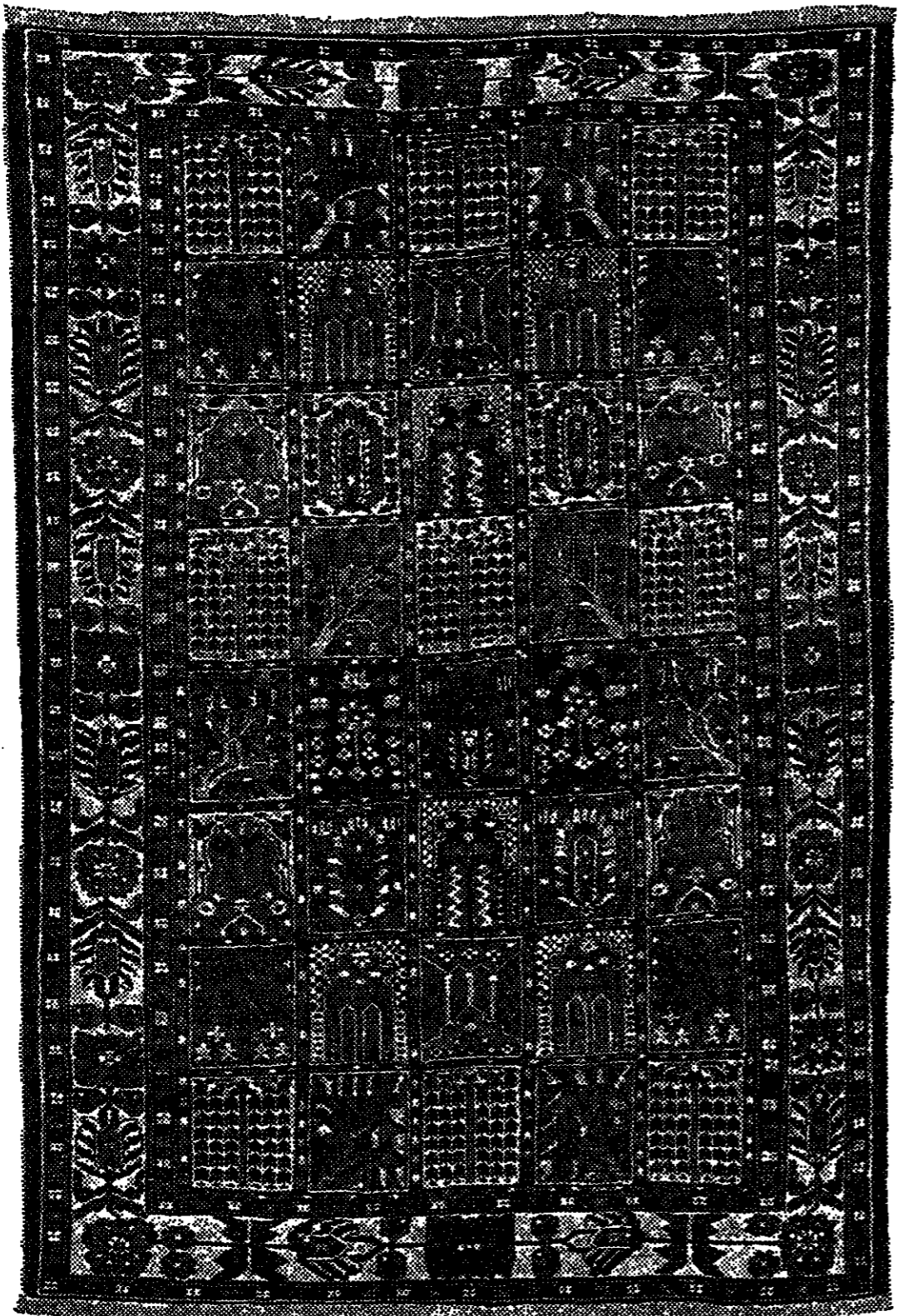
Union soviétique

M. Brejnev reporte à nouveau sa visite à Bonn

5 janvier, une remise de décorations au Kremlin. Cette cérémonie avait été prévue, il n'a pas reçu les visiteurs de marque venus à Moscou, le dernier en date étant M. Boumedienne. Les spéculations sur la nature de son éventuelle succession, et sur son éventuelle succession, reprennent de plus belle. Ainsi le quotidien ouest-allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung vient d'évoquer l'approche d'un cancer des os et de récentes complications stomacales et d'affirmer que M. André Kirilenko, membre du Politburo soviétique, assure l'intérim à la tête du parti. Les Soviétiques ne semblent en tout cas guère préoccupés par l'état de santé du chef de l'Etat, et rien n'est fait dans la presse pour les préparer à un éventuel changement au sommet. — (A.F.P.)

Lentilles de contact souples On les met et on les oublie... Fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau, spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles... Essteyez YSOPTIC 80, Bd Malesherbes 75008 PARIS TEL. 522.15.52 Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

Faites un bon placement. Et admirez-le.



Ils viennent de l'Iran, du Kashmir, de l'Inde, de la Chine, de la Turquie et de l'Afghanistan. La diversité de leurs dessins et de leurs dimensions et de leurs prix vous surprendra. Sans vous connaître, nous pouvons affirmer qu'il en existe un pour vous. Un tapis dont l'authenticité est garantie par un certificat d'origine. Une œuvre d'art qui constitue un des placements les plus sûrs que l'on puisse faire aujourd'hui. Et des prix pour lesquels nous vous offrons 20% de remise jusqu'au 4 mars.

Exemple non photographié : tapis Pakistan laine, GG 1497-163, 174x129, 3.500f 2800f

Galeries Lafayette

Exposition tapis d'Orient, 1^{er} étage, Haussmann.

dulafayel

AFRIQUE

Tunisie

Le fossé se creuse entre le parti destourien et la centrale syndicale

De notre correspondant

Tunis. — La dégradation des relations entre la direction des syndicats et le pouvoir dominera les travaux du comité central du parti socialiste destourien qui s'ouvrira le 20 janvier. Depuis la session du conseil national de la centrale syndicale U.G.T.T. (le Monde du 13 janvier), le ton est encore monté, le fossé s'est élargi. Ce ne sont plus aujourd'hui les syndicats qui défont la voix pour contester la politique gouvernementale, c'est le parti qui contre-attaque. Depuis une semaine, les membres du bureau politique tiennent, aux quatre coins du pays, des meetings pour dénoncer « le déviationnisme » des dirigeants syndicaux, quotidiennement se sont multipliés par la presse officielle. Cette « campagne d'explication » tend à démontrer que des ennemis du régime, communistes et socialistes, tentent de profiter des éparpillés des postes de commandement au sein de la centrale pour susciter des troubles sociaux, plonger le pays dans le chaos et l'anarchie afin de s'emparer du pouvoir. « Aux yeux de la loi, cette action de destruction est une haute trahison », déclare l'un des chefs adjoints du parti, M. Abdelmalik. Face à cette situation, les orateurs et les commentateurs suggèrent une solution : que « la base syndicale demeure saine » et débrasse des intrus. Et n'est pas un hasard si dans les discours et dans la presse on rappelle constamment qu'en 1956, l'actuel chef des syndicats, M. Habib Achour, alors opposé à M. Ahmed Ben Salah qui, à la tête de la centrale, préconisait déjà une politique de collectivisation, avait présidé le conseil national de l'U.G.T.T. C'est, semble-t-il, dans cette même voie que les dirigeants du

parti souhaiteraient voir s'engager la crise actuelle, et si la convocation d'un congrès extraordinaire de l'U.G.T.T. susceptible de renverser la tendance se révélait impossible, une nouvelle scission au sein de la centrale, entraînant la création d'un autre syndicat avec des personnalités « valables » à sa tête, serait bien accueillie. D'ailleurs, la presse fait une large publicité aux syndicats de base, professionnels ou locaux, qui auraient adressés ces derniers jours des télégrammes au parti pour manifester leur désaccord avec les décisions du dernier conseil national. Ces prises de position sont soit minimisées, soit purement et simplement démenties par les dirigeants de la centrale. Selon eux, il s'agit dans la plupart des cas d'initiatives personnelles prises sans consultation de la base.

Dans les milieux politiques, on laisse entendre qu'il ne faut pas attendre des décisions ou des recommandations spectaculaires du comité central du parti à l'encontre de la centrale, mais il est probable que se précisera la tendance favorable à un éclatement de l'U.G.T.T. afin de « séparer au plus vite le bon grain de l'ivraie ».

Le cas de M. Achour

En l'état actuel, il paraît difficile de diviser la direction de l'U.G.T.T. qui comprend l'image d'un front uni autour de son secrétaire général, M. Achour, lequel, malgré l'avis des jeunes cadres syndicalistes extrémistes majoritaires au sein du conseil, s'est déclaré partisan de la poursuite du dialogue avec le parti et le gouvernement. Cependant,

il peut être aisé pour le pouvoir de mettre la centrale dans l'embarras. Des voix se sont déjà élevées au cours de la « campagne d'explication » pour demander la révocation « des membres privilégiés » accordés aux syndicats. C'est ainsi qu'il pourrait, entre autres, examiner le cas des fonctionnaires détachés de leur département pour exercer à plein temps des responsabilités syndicales et le problème de la retenue à la source des cotisations syndicales. En effet, dans le secteur public et les grandes entreprises privées, ces cotisations, qui représentent 1% du salaire, sont directement retenues pour être versées au syndicat. L'abandon de cette formule que certaines sociétés n'appliquent déjà plus depuis quelque temps entraînerait sans doute des difficultés de trésorerie pour la centrale.

Le comité central du parti aura aussi à se prononcer sur le cas de M. Habib Achour, démissionnaire du bureau politique et du comité central conformément au vœu du conseil national de l'U.G.T.T., qui considère qu'il est devenu difficile de concilier les responsabilités syndicales avec les responsabilités politiques sans porter atteinte aux intérêts des travailleurs. On considère généralement dans les milieux politiques que « cet acte d'indiscipline » entraînera l'expulsion du parti de M. Achour et d'un autre membre du comité exécutif de l'U.G.T.T., M. Khelredine Saïli, lui aussi démissionnaire du comité central. Tous deux perdant par la même occasion leur mandat de député ainsi que le stipule le code électoral.

Si de telles décisions sont effectivement prises, la rupture entre le parti et l'actuelle direction de l'U.G.T.T. sera consommée. Alors pourrait se poser le problème de la création d'un « parti travailliste », envisagée depuis déjà un certain temps, mais qui apparemment est encore loin de faire l'unanimité parmi les cadres les plus actifs de la centrale ouvrière.

MICHEL DEURÉ

LE CONFLIT ENTRE ADDIS-ABEBA ET MOGADISCIO

L'U.R.S.S. dément participer à des opérations militaires aux côtés de l'Éthiopie

L'Union soviétique a réitéré, mercredi 18 janvier, le démenti qu'elle avait opposé la veille (le Monde du 19 janvier) aux accusations lancées par le président Brejnev. Elle a, en outre, publié une déclaration « autorisée » qualifiant d'« allégations mal fondées » les informations données par la presse internationale à partir de la Somalie, et ajoute l'agence : « loin des frontières de ce pays ». Cette formule, indique notre correspondant à Moscou, vise sans équivoque les États-Unis. Selon ces informations, rappelle Tass, « le personnel militaire soviétique ainsi que des milliers de citoyens d'autres pays socialistes » (liste désignant les Cubains) participent à des opérations militaires aux côtés de l'Éthiopie. L'agence dément, en outre, la préparation d'une « incursion » de troupes soviétiques en Somalie en l'appui de ce « personnel » ainsi que la visite secrète du ministre soviétique de la défense à Addis-Abeba. L'U.R.S.S. reconnaît ainsi qu'elle accorde une « aide matérielle et technique appropriée » à l'Éthiopie pour lui permettre de « repousser l'agression », sans préciser s'il s'agit de matériel militaire.

Tass souligne, en outre, que « l'Union soviétique a fait tout son possible pour prévenir le déclenchement d'un conflit militaire entre la Somalie et l'Éthiopie », proposant notamment quelques « rectifications de frontières » au profit de la Somalie et l'incitation à la « création d'une grande « fédération socialiste » en Afrique orientale. Enfin, l'agence rappelle les principes d'un règlement pacifique du conflit : « respect de la souveraineté territoriale, inviolabilité des frontières, non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui avec, comme préalable, le retrait immédiat et immédiat des troupes soviétiques du territoire éthiopien. Plusieurs dirigeants éthiopiens ont également repoussé les accu-

sations de Mogadiscio. A Nairobi, nous indique notre correspondant Jean-Claude Pomonti, le commandant Berhanu Bayih, membre du DERO (conseil militaire administratif provisoire) chargé des affaires étrangères, a démenti que des navires soviétiques aient participé aux combats de Mashaonah. « Les seuls Socialistes et communistes au combat de Mashaonah sont des diplomates et des médecins, et ils sont moins de trois cent cinquante en tout ». Il a précisé que les Éthiopiens étaient armés au maniement du matériel de guerre soviétique, non pas sur place mais en Union soviétique, le reste n'étant que « non-sens » et « propagande impérialiste ». Toutefois, à se prononcer sur la présence de troupes étrangères sur le continent africain, il a toutefois remarqué, en ce qui concerne l'Éthiopie : « C'est notre prérogative d'autoriser ou non leur présence ».

Après avoir réaffirmé que son pays ne participera à aucune discussion « avant le départ du dernier soldat somalien de son territoire », le dirigeant éthiopien a souligné que « l'agression somalienne a été provoquée par l'entreprise de l'instigation de l'administration Carter avec l'entière collaboration de la réaction arabe ».

Une mise en garde de Londres

À Londres, le commandant David Woide-Georgis, secrétaire général du ministère éthiopien des affaires étrangères, a, pour sa part, réaffirmé que l'Éthiopie n'appartient à déclencher une contre-offensive. Il a ajouté que « l'Éthiopie invite solennellement les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Somalie et ses alliés réactionnaires comme l'Iran et l'Arabie Saoudite à s'abstenir de trouver un prétexte pour intervenir dans la guerre d'agression menée par la Somalie contre l'Éthiopie ».

De son côté, M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, a lancé une mise en garde à Addis-Abeba, soulignant devant la Chambre des communes que toute tentative éthiopienne de violer l'intégrité territoriale de la Somalie se serait considérée par Londres comme un « événement d'une extrême gravité ». Toutefois, un porte-parole du Foreign Office a rappelé que le gouvernement britannique « assistera de courtoisie des armes à Mogadiscio » tant que les combats se poursuivront dans l'Ogaden.

D'autre part, on indique, à Paris, que les consultations entre Occidentaux au sujet de la situation dans la corne de l'Afrique ont un caractère quasi permanent. Ce n'est donc pas, ajoute-t-on, l'appel à l'aide du président somalien qui est à l'origine de la réunion au niveau des hauts fonctionnaires, qui se tiendra prochainement à Londres. Il semble, en fait, que Londres, en annonçant cette réunion, ait surtout voulu rassurer le Kenya inquiet des ambitions somaliennes sur le nord de son territoire.

● Le conflit du Sahara occidental. — M. Omar Bongo, chef de l'État gabonais et président, en exercice, de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), a posé, mercredi 18 janvier, trois conditions pour la venue à Libreville, à la fin mars, d'une conférence qui soumettrait au conseil au conflit du Sahara occidental. Il demande que les parties concernées soient présentes dans la capitale gabonaise, que les frais de réunion soient à la charge de l'O.U.A. et surtout qu'un minimum de chefs d'État et de gouvernement participent aux discussions. Selon les observateurs dans la capitale gabonaise, le roi Hassan II et les présidents Bourguiba et Ould Daddah, s'ils donnent leur accord à cette réunion, y participeront sans doute personnellement. En revanche, il sera beaucoup plus difficile d'obtenir la participation effective d'un grand nombre de chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'O.U.A. — (A.F.P.)

A travers le monde

Allemagne fédérale

● M. WILLY BRANDT, président du S.P.D., aurait tenté d'empêcher la réunion dans la République fédérale du troisième tribunal Russell consacré à la violation des droits de l'homme en R.F.A. Elle se tiendrait néanmoins en avril dans un lieu encore tenu secret en raison de l'opposition des autorités allemandes. — (A.F.P.)

Chili

● LA COMMISSION INTERNATIONALE D'ENQUÊTE SUR LES CRIMES DE LA JUNTE CHILIENNE, composée de juristes, de syndicalistes et de représentants de partis politiques, tiendra sa cinquième session à Alger du 27 au 29 janvier. — (A.F.P.)

Djibouti

● LES DÉMISSIONS DES CINQ MINISTRES intervenues le 17 décembre dernier, dont celle de M. Dini, chef du gouvernement (le Monde du 20 décembre), ont été acceptées mardi 17 janvier par le chef de l'État, M. Hassan Gouled. Les cinq ministres, appartenant à l'Étoile Africain, avaient démissionné pour protester contre la répression tribale exercée, par les autorités, à la suite de l'attentat à la grenade contre le bar-restaurant « Le Palmier en zinc », qui avait fait cinq morts et trente blessés. — (A.F.P.)

Guinée

● LE GOUVERNEMENT GUINÉEN A FAIT AFFIRMER à la situation désastreuse de la production agricole et mal réparties en 1977. L'Union Conakry, 240 000 hectares de rizière, 41 750 hectares de maïs et 85 000 hectares d'arachides ont souffert de la sécheresse. — (A.F.P.)

Chirac : la combine et le...
LES CONSEILS GÉNÉRAUX DE...
MANDENT UNE MESURE...
COMPENSATION DES CHARGES...
FINANCIÈRES QUE L'ÉTAT...
IMPOSE.

مكتبة من الأصل

صحة من الاجل

politique

Le Monde

L'HYPOTHÈSE D'UN RAPPROCHEMENT ENTRE LES SOCIALISTES ET L'ÉLYSÉE

M. Chirac : la combine et le phantasme

France-Inter a diffusé jeudi matin 19 janvier une interview de M. Chirac. Celui-ci a déclaré notamment : certains - dans l'entourage du président de la République - sont favorables à un rapprochement avec les socialistes. Cela relève de la combine et du phantasme.

Après avoir indiqué que, sur le terrain, les candidats du R.P.R. ont perçu l'agression dont ils sont l'objet de la part des représentants uniques des autres partis de la majorité, le président du R.P.R. a affirmé que les candidats supplémentaires ont été présentés au mouvement « dans l'intérêt de la majorité » et qu'il ne s'agit de la part du R.P.R. ni d'« agressions » ni de « représailles ». M. Chirac a précisé : « Nous ne voulons pas, nous, perdre nos électeurs. Que M. Lecanuet retire ses candidats, cela le regarde, mais ce choix se traduit par le fait qu'un grand nombre de ses électeurs vont voter socialiste. Nous, nous préférons présenter nos candidats et garder nos voix, qui ne voteraient pas pour les candidats du P.R. ou du C.D.S., mais risqueraient fort d'aller chez les communistes. »

En réponse à ceux qui le qualifient de « diviseur de la majorité », M. Chirac a fait allusion aux réunions des représentants des autres partis avec les collaborateurs de M. Barre dans le pavillon de musique du parc de l'hôtel Matignon. Il a souligné : « Moi je n'organise pas de réunions dans le fond de mon jardin. Je n'ai pas de pavillon de musique, ce qui ne me permet pas d'organiser des coups fourrés pour ensuite accuser les autres d'être des diviseurs. (...) Je n'ai pas participé à ces réunions de couleur. J'étais sur le terrain où je tenais des réunions de la majorité, sous exclusion. Ce n'est pas moi qui suis allé discuter, en douce, dans les fonds de cour. »

Evocant la nécessité de reprendre les discussions entre les formations de la majorité, M. Chirac a affirmé : « Ces négociations ne peuvent avoir lieu qu'à une condition : que nous reprenions les discussions au point où nous les avons laissées ; c'est-à-dire à la signature que nous avons donnée et qui nous engageait tous : c'est-à-dire qu'il faut que chacun reconnaisse que ce qui s'est passé depuis, et notamment les accords qui ont tout remis en cause et qui ont été passés en cachette, dans notre dos, dans le dos du C.N.I.P., était une maladresse ou un exercice de réflexion ne devant pas porter à conséquence. Si nous revenons à ce point de départ, nous sommes prêts à réexaminer les choses, dans le cadre d'une stratégie d'union directe et exclusive, et d'opposition forte contre l'opposition. (...) Mais si l'on maintient que l'objectif est de réduire la représentation gaulliste à l'Assemblée nationale, alors je crains que cette réunion ne soit inutile. »

Faisant ensuite allusion à l'éventuelle participation à une reprise des négociations du président du parti radical, M. Chirac a précisé : « M. Barre dit qu'il est prêt à reprendre les discussions. Mais il faut que ce soit dans le cadre d'une stratégie d'union directe et exclusive, et d'opposition forte contre l'opposition. (...) Mais si l'on maintient que l'objectif est de réduire la représentation gaulliste à l'Assemblée nationale, alors je crains que cette réunion ne soit inutile. »

M. MOTTE (CNIP) : dans la majorité, certains acceptent l'hypothèse de l'entrée de M. Mitterrand à Matignon.

M. Bertrand Motte, président du Centre national des indépendants et paysans, a déclaré, mercredi 18 janvier, au micro de France-Inter, à propos des accords entre le parti républicain, le C.D.S. et le parti radical : « Il est certain qu'il y a, de manière latérale, une action concertée entre trois formations (dont l'une n'a jamais pas partie du pacte majoritaire) pour aménager un dispositif présidentiel ne conciliant pas avec les intérêts du P.R. »

M. Motte a ajouté : « Les discussions actuelles sont la conséquence de deux analyses qui s'opposent dans la majorité : les uns acceptent l'hypothèse de l'entrée de M. Mitterrand à Matignon, les autres, dont le C.N.I.P., la refusent. Il est évident, donc, que, si les troubles actuels procèdent de l'affrontement de ces deux analyses, cela dépasse les crispations passagères. »

Les obsèques de François Billoux en Allemagne

M. MARCHAIS : l'œuvre accomplie par les ministres communistes fut considérable.

François Billoux, ancien ministre, ancien membre du bureau politique du P.C.F., a été inhumé mercredi après-midi 18 janvier, au cimetière du Père-Lachaise, dans le secteur réservé aux dirigeants communistes.

Une foule nombreuse a suivi le cercueil, couvert d'un drapeau tricolore, de l'ancien ministre. Un détachement militaire lui a rendu ses honneurs (1) devant la tribune où se tenait, autour de M. Marchais, l'ensemble des membres du bureau politique du parti communiste. Un représentant du président de l'Assemblée nationale était également présent à la cérémonie. M. Marchais a fait signe du départ avec des cartons dans la voie, qui l'ont amené à interrompre un instant son allocution. Le secrétaire général du P.C.F., a notamment déclaré : « L'œuvre que François Billoux accomplie avec les autres ministres communistes fut considérable. Jamais notre pays, ravagé par l'occupation hitlérienne, avait connu une situation aussi difficile. Enfin, il fut reconstruit dans un délai relativement bref, notre peuple connaît en même temps un progrès social sans précédent. »

(1) François Billoux avait été ministre de la défense nationale dans le cabinet Ramadier de février à mai 1947.

MAX PAGÉS Le travail amoureux

45 F

LA DISCORDE DANS LA MAJORITÉ

Le R.P.R. accorde dix nouvelles investitures

Les responsables du parti républicain, du C.D.S. et du parti radical, se sont réunis mercredi 18 janvier à l'hôtel Matignon pour poursuivre la mise au point de la liste de candidatures communes non-gaullistes (une première liste de trois cent soixante-trois noms avait été rendue publique le 13 janvier). La négociation a été essentiellement consacrée à l'étude des circonscriptions de la capitale, elle devait se poursuivre jeudi matin. Une seconde série de noms devrait être publiée la semaine prochaine.

De son côté, le R.P.R. a décidé, également, mercredi, d'accorder dix nouvelles investitures dont sept concernent des circonscriptions qui avaient déjà été désignées des candidats communs aux giscardiens, aux centristes et aux radicaux (six P.R., dont M. d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, et un radical).

Nous rappelons ci-dessous ce qu'était été la situation en 1973 dans ces sept circonscriptions.

BOUCHES-DU-RHÔNE, 5^e circ. (Marseille 5^e et 10^e arrond.)
Le R.P.R. oppose M. Jean-Claude Brun à M. Robert Gardel, ancien député (P.R.), qui avait été battu au second tour de 1973 par M. Georges Lazzarino, P.C. (22 229 voix contre 18 869). Au premier tour, M. Gardel avait obtenu 10 115 suffrages, contre 3 748 à la candidature réformatrice, 2 076 à deux candidats indépendants et 943 à l'extrême droite. La gauche avait obtenu 23 988 suffrages, dont 12 742 à M. Lazzarino.

CALVADOS, 3^e circ. (Lisieux 1^{er}, Pont-l'Évêque)
Le R.P.R. oppose M. Jacques Rocco à M. Michel d'Ornano de l'environnement, réélu au second tour de 1973 par 25 094 voix contre 17 835 à M. Lenormand, ancien député communiste, et 5 064 à M. Demaison, réformateur. Au premier tour, M. d'Ornano avait recueilli 22 412 voix contre 13 437 à M. Lenormand, 6 539 à M. Demaison et 6 299 à M. Picard (P.S.).

EURE-ET-LOIR, 1^{er} circ. (Chartres)
A M. Claude Gerbet (P.R.), député sortant, le R.P.R. oppose Mme Marie-Thérèse Ugolini. M. Gerbet avait été réélu au second tour de 1973 par 24 059 voix contre 21 259 à M. Lemoine (P.S.) et 10 285 à M. Castaing, réformateur radical. Au premier tour, M. Gerbet avait recueilli 13 491 voix, 9 840 à M. Lemoine, 8 495 à M. Essirard (P.C.) et 2 202 à M. Lanchon (Lutte ouvrière).

EURE-ET-LOIR, 3^e circ. (Châteaudun, Nogent)
Le R.P.R. oppose M. Jacques Le Marrec à M. Maurice Dousse, député sortant (P.R.), élu au second tour de 1973 par 26 488 voix contre 19 760 à M. Maurice Perche, ancien député communiste, et 15 900 suffrages s'étaient portés sur M. Dousse, 6 193 sur M. Neveu, réformateur-Centre démocrate, 1 862 sur M. Devaux, indépendant, et 25 232 sur les

trois candidats de l'opposition (P.C., P.S. et radical de gauche).
TERRITOIRE DE BELFORT, 1^{er} circ. (Belfort-Ville)
Le R.P.R. oppose M. Jacques Rocco à M. Didier Schuller, radical, élu député sortant. M. Jean-Pierre Chevènement (P.S.), qui avait été élu au second tour de 1973 par 17 875 voix contre 14 729 à M. Tisserand, 9 901 à Mme Maillet (P.C.) et 4 072 à deux candidats centristes, 710 à Lutte ouvrière et 564 au Front national.

VENDEE, 1^{er} circ. (La Roche-sur-Yon)
Le R.P.R. maintient M. Alain Chenot contre M. Paul Caillaud, député sortant P.R., qui avait été réélu dès le premier tour, en 1973, avec 23 292 suffrages contre 10 331 à M. Vigreux (P.C.) et 9 094 à M. Bichat (P.S.).

YONNE, 2^e circ. (Avallon, Tonnerre)
Le R.P.R. oppose M. Claude Moreau à Mlle Odette Fagnal (P.R.), ancienne sénatrice, qui brigue la succession de M. Jean Chamant, ancien ministre P.R., réélu dès le premier tour de 1973 avec 25 279 suffrages contre 10 331 à M. Vigreux (P.C.) et 9 094 à M. Bichat (P.S.).

La formation de M. Chirac a également investi trois candidats dans des circonscriptions pour lesquelles les giscardiens, les centristes et les radicaux n'avaient désigné aucun candidat.

Il s'agit de M. Albert Catala, ancien député U.D.R., qui avait été battu au second tour de 1973 par M. Raymond Barre (P.C.) dans la 4^e circonscription de l'Aisne (La Fère); de M. Pierre Pasquini, ancien député des Alpes-Maritimes de 1963 à 1967, désigné par le R.P.R. à la suite de la Haute-Corse de M. Maurice Levesque pour la 6^e circonscription du Bas-Rhin (Saverne), dont le député sortant est M. Adrien Zeller (non-inscrit).

« LA LETTRE DE LA NATION » : le premier ministre prend la tête de la division de la majorité.

La Lettre de la Nation, organe du R.P.R., estime jeudi 19 janvier sous la plume de M. Yves Michelié : « La cause est entendue : au lieu de prendre la tête de l'union de la majorité, M. Raymond Barre vient de prendre la tête de la division de la majorité (...). Souhaiter comme premier ministre, que l'esprit d'union tente et d'union inspire l'action » des diverses formations de la majorité, c'est apparemment répondre à l'attente de l'opinion publique. Mais formuler ce vœu au lendemain de la constitution d'un front dirigé, quel qu'on dise, contre le principal adversaire de cette majorité, n'est-ce pas aller à l'encontre du but recherché ?

Sur quoi quand on a cautionné soi-même une opération montée en catimini (...). C'est qu'on le veuille ou non, donner raison à ceux pour qui la clarification ne signifie rien d'autre que l'affrontement. »

M. J.-J. SERVAN-SCHREIBER : nous sortons de la crise.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, a déclaré jeudi matin 19 janvier au micro d'Europe 1 à propos de la situation dans la majorité : « Nous ne sommes pas en train d'entrer dans une crise. Nous sommes en train d'en sortir (...). Le parti radical avait refusé de signer le pacte du 19 juillet parce qu'il impliquait la constitution d'un bloc majoritaire. Or M. Giscard d'Estaing a consacré, par un discours solennel, la nécessité des primaires et la volonté de présenter aux Français un véritable choix (...). Enfin, les primaires sont organisées ! »

Le président du parti radical a confirmé qu'il avait accepté la semaine précédente de retirer quatorze candidats radicaux présentés jusqu'à ce que des candidats uniques R.P.R. il a souligné qu'il s'agissait d'un geste tendant à favoriser la désintégration des rapports au sein de la majorité.

NOEL-JEAN BERGEROUX.
« La permanence du R.P.R. à Poitiers a été encombrée dans la nuit du 17 au 18 janvier par des inconnus. Des vitres ont été brisées. Dan ce local, M. André Fanton, député de Paris (R.P.R.), candidat aux élections législatives dans la première circonscription de la Vienne, tient sa permanence.

M. LECANUET (C.D.S.) : une idée absurde.

M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, écrit dans l'éditorial de Démocrates modernes, organe de son parti (numéro du 19 janvier) : « Tout doit être entrepris pour faire disparaître la discorde de la majorité. (...) L'union entre les réformateurs et les républicains n'est pas des mots, elle est le R.P.R., mais contre nos adversaires communs : les socialistes, leurs alliés et les communistes. »

M. Lecanuet explique les accords entre giscardiens, centristes et radicaux par la nécessité d'organiser le planisme. Il souligne : « Qui a voulu pour la première fois dans l'histoire électorale de la V^e République l'instauration de primaires, sinon M. Chirac ? Cette exigence est peut-être un bien, mais les primaires doivent être simplifiées et élargies pour limiter le choix entre deux candidats capables de défendre au deuxième tour l'unité de la majorité. »

Le président du C.D.S. se déclare en désaccord avec ceux qui soupçonnent les non-gaullistes : « L'idée est absurde, écrit-il, nous sommes tous d'accord dans la majorité pour constater que le programme du planisme est une perversion, et parfois même un danger, que celui du parti communiste. (...) »

« Quant à la crainte du chaos qui donnerait au R.P.R. l'espoir de devenir le recours, poursuit M. Lecanuet, outre qu'elle expose au reproche de désespoir du succès de la majorité, elle ne saurait être admise par quiconque reste fidèle aux institutions. Le recours, en cas de péril, n'existe qu'une : le président de la République. »

M. Lecanuet renouvelle enfin sa proposition d'une réunion de tous les membres de la majorité en présence du premier ministre.

M. MAX LEJEUNE (Rég.) EST ÉLU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE PICARDIE

(De notre correspondant.)
Amiens. — M. Max Lejeune, maire d'Abbeville (M.D.S.F.), ancien président du groupe réformateur à l'Assemblée nationale, président du conseil général de la Somme, a été élu président du conseil régional de Picardie, ce mercredi 18 janvier. Il a obtenu trente et une voix contre onze à M. Maurice Brugnon (socialiste), député de l'Aisne.

M. Lejeune remplace à la présidence du conseil régional M. Charles Baur, conseiller général de l'Aisne (M.D.S.F.). Selon une procédure décidée par les formations de la majorité, la présidence du conseil régional revient à tour de rôle et tous les deux ans, à une personnalité d'un des trois départements (Oise, Aisne, Somme).

M. Alain Pegreffitte, garde des sceaux, a été nommé par le premier ministre pendant le voyage de M. Barre en Chine, du 19 au 24 janvier.

M. SOISSON : il faut que cessent ces insinuations.

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, a demandé, mardi 17 janvier, au micro de France-Inter, que le comité de liaison de la majorité se réunisse dans les prochains jours pour examiner les conditions dans lesquelles la « mésentente » pourrait être dissipée.

Il a ajouté : « Je voudrais que cessent ces insinuations selon lesquelles nous pourrions traiter avec le parti socialiste. Il n'est pas question d'un seul instant. Il n'est pas un discours de Michel Fontana ou de Jacques Dewil qui nous condamne avec force l'action du P.S. »

M. GRIOTTERAY (P.R.) : un rêve avant le cauchemar.

M. Alain Griotteray, député national du parti républicain chargé des élections, a déclaré mercredi 18 janvier au cours d'une conférence-débat à Paris : « Les Français proposent un bon changement sans risque. Ce besoin se manifeste surtout par le fait qu'ils souhaitent voir changer les visages et qu'ils aspirent à un temps meilleur (mais peut-être abandonné), de la création d'un signe commun pour les candidats giscardiens, centristes et radicaux. De plus, les dirigeants du R.P.R. peuvent fort bien se formaliser de la proposition apparemment « neutre » de M. Barre de soutenir quiconque le lui demandera. Le premier ministre n'inspire-t-il pas ainsi, en apportant des appuis ponctuels à certains candidats R.P.R. (quelques-uns le lui ont même demandé), introduire un peu de « sisanie » dans le rang de la formation que dirige M. Chirac ? »

Pourquoi donc cette mésentente interminable, qui empêche la majorité de profiter des dissensions de l'opposition, alors que, a priori, on pouvait penser qu'il suffirait d'une bonne explication générale autour de la table et de quelques règles de combat soigneusement édictées ?

M. Bertrand Motte, leader du Centre national des indépendants et paysans, auquel il arrive de représenter fidèlement les intérêts de M. Chirac, avance une explication : les « troubles » actuels pourraient procéder de l'affrontement de « deux analyses » au sein de la majorité : d'une part ceux qui acceptent l'hypothèse de l'entrée à Matignon de M. Mitterrand (le C.D.S., le P.R. et peut-être les radicaux), d'autre part ceux qui la rejettent (le R.P.R. et le C.N.I.P.). M. Chirac, le 18 janvier à Vézillon, avait déjà soupçonné ses partenaires de vouloir « concilier » l'adversaire. Il a d'ailleurs repris ce thème jeudi matin en mettant en cause l'entourage du président de la République.

M. Jean-Pierre Soisson pour les giscardiens et M. Jean Lecanuet pour les centristes se défendent énergiquement : « Idée absurde », dit le président du C.D.S. ; « In-

M. BARRE : je travaillerai à maintenir la cohésion et l'entente.

A l'issue du conseil des ministres de mercredi 17 janvier, le député Barre a remis à l'agence France-Presse la déclaration suivante : « J'espère qu'au cours des prochaines semaines qui nous séparent des élections législatives, l'esprit d'entente et d'union inspirera l'action des diverses formations de la majorité. Il y va de leur intérêt mais il y va surtout de l'intérêt du pays. »

« Un nécessaire effort de clarification des candidatures a été entrepris. Il me cherche pas à diviser la majorité. Il n'est dirigé contre personne. Bien au contraire, il peut éviter à toutes les formations de la majorité le risque de disparaître dès le premier tour du combat électoral, dans certaines circonscriptions, en raison de la règle des 12,5 %. Lors de bénéficiaires qui ont été trop grandement dispersés des candidats nuit à tous. »

« Partout où des primaires auront lieu, il est indispensable que les divers candidats de la majorité cherchent moins à se combattre sans merci qu'à lutter ensemble contre l'opposition. Je leur demande de mener chacun leur campagne d'une manière saine et avec la conscience de l'enjeu. »

« Quant à moi, je travaillerai, comme je n'ai cessé de le faire au cours des derniers mois, à maintenir la cohésion et l'entente au sein de la majorité. Je le ferai sans exclusive à l'égard de quiconque. N'appartenant à aucune formation politique, j'appartiens personnellement mon concours à tous les candidats, quelle que soit leur appartenance politique, qui me le demandent et manifestent, conformément aux institutions, un soutien clair et actif au président de la République et à une politique au service des libertés et de la justice. »

« Le bureau politique du P.R. a publié jeudi matin 19 janvier la déclaration suivante : « Au moment où des résultats positifs nous attendent, nous nous tournons vers l'extérieur et de prix viennent récompenser l'effort des Français, le parti républicain apporte son soutien chaleureux au premier ministre M. Raymond Barre. Le parti républicain regrette de l'appel à l'union de la majorité, lancé par le président de la République et le premier ministre, ne parvienne pas à être entendu. De façon à montrer clairement sa volonté d'entente, il s'en tient, pour sa part, aux accords passés avec ses partenaires. »

POLITIQUE

LES DIVERGENCES DE LA GAUCHE

M. Ségué renouvelle ses critiques à l'égard de M. Mitterrand et lance un appel à « l'unité de la C.G.T. »

Harcelé de questions précises par les journalistes sur l'attitude de la C.G.T. face à la division de la gauche, M. Georges Ségué, qui était mercredi soir l'invité d'Antenne 2, a répondu le plus souvent par des périphrases, répétant pour l'essentiel les positions déjà connues de sa confédération.

Soucieux de réaffirmer à tout moment l'indépendance de son organisation syndicale par rapport au parti communiste, M. Ségué n'a cependant pas ménagé ses critiques directes ou indirectes au parti socialiste, reprochant notamment à M. Mitterrand « qui ne connaît pas bien la réalité du mouvement syndical en France » d'avoir commis une « ingérence intolérable » dans la vie de la C.G.T. en parlant de « double visage » de M. Ségué, dirigeant de la C.G.T. et membre du bureau politique du P.C.F.

En revanche, le leader syndical s'est abstenu de la moindre critique à l'égard de M. Mauroy et de la C.F.D.T. qui avaient pourtant récemment reproché à la C.G.T. de ne pas mettre en pratique ses affirmations d'indépendance syndicale.

L'intervention la plus intéressante de M. Ségué a été consacrée aux remous qui se manifestent actuellement à l'intérieur de sa confédération à propos de ses prises de position politiques. Tout en affirmant que la contestation était limitée et qu'il n'était pas inquiet, le secrétaire général de la C.G.T. a condamné la renouveau étonnant de « fractions » à l'intérieur du syndicat ; il a ajouté qu'il n'était pas prêt à prendre position contre les contestataires avant de lancer un vibrant appel aux cégétistes, qui regardent l'émission, afin qu'ils plaçant au-dessus de toute autre considération l'unité de la C.G.T.

J.-M. D.

Interrogé sur l'attitude de la C.G.T. à l'égard d'un futur gouvernement de gauche, M. Ségué a déclaré : « Il y a deux hypothèses. Ou bien la gauche arrive au pouvoir et nous serons obligés de faire autrement que de gérer la crise ; dans ce cas elle se trouvera immédiatement en conflit avec la C.G.T. Ou bien elle respecte nos engagements pris avec les travailleurs et applique le programme commun dans son intégralité ; elle bénéficiera alors du soutien de la première centrale ouvrière ; nous serons des partenaires égaux mais responsables (...). Mais l'important n'est pas le changement de couleur du prochain gouvernement et sa politique est toujours aussi noire pour les travailleurs. M. Ségué s'est étonné que l'on parle souvent de l'hypothèse d'un gouvernement socialiste homogène — hypothèse qu'il ne veut pas envisager — ajoutant toutefois : « Si on arrivait là, il pourrait se produire ce que nous craignons : la gestion de la crise. »

Après avoir affirmé : « Peu importe la composition du futur gouvernement et la manière dont il arrive au pouvoir », M. Ségué s'est, en conclusion, repris à déclarer : « Il faut faire au mieux pour que le poids de la classe ouvrière soit suffisant dès le premier tour. » « Le poids de la classe ouvrière est insuffisant » a-t-il dit. « Le poids de la classe ouvrière est insuffisant » a-t-il dit. « Le poids de la classe ouvrière est insuffisant » a-t-il dit.

Après avoir affirmé : « Peu importe la composition du futur gouvernement et la manière dont il arrive au pouvoir », M. Ségué s'est, en conclusion, repris à déclarer : « Il faut faire au mieux pour que le poids de la classe ouvrière soit suffisant dès le premier tour. » « Le poids de la classe ouvrière est insuffisant » a-t-il dit. « Le poids de la classe ouvrière est insuffisant » a-t-il dit.

AU DÉJEUNER DE L'ÉLYSÉE

Les trente-cinq maires présents se prononcent contre le référendum communal proposé dans le « programme de Blois »

Le président de la République a reçu à déjeuner, mercredi 18 janvier, au palais de l'Élysée, trente-cinq maires choisis pour l'intérêt de leurs réponses au questionnaire sur la réforme des collectivités locales. M. Giscard d'Estaing a prononcé une courte allocution. Après avoir notamment relevé que « les élus

Evocant les mesures qui seront contenues dans le prochain plan, le chef de l'État a souligné d'abord la nécessité de « renforcer le champ d'action des collectivités locales ». « Les collectivités locales », a-t-il dit, « sont la pierre de base de notre société. Elles ont des compétences techniques et financières, dans la mesure où elles conduisent à des solutions concrètes et adaptées aux situations locales et où elles disposent des élus de leurs responsabilités, doivent être réexaminées. Le conseil doit remplacer la tutelle. »

D'autre part, le principe simple suivant lequel celui qui paie

doit également avoir la maîtrise de la conception et de la réalisation des projets doit être systématiquement appliqué. Ceci conduit à des ajustements, notamment en matière de dépenses d'investissement, de postes ou d'unités sociales. » M. Giscard d'Estaing a souligné qu'il fallait « renforcer parallèlement les moyens des collectivités locales ». « Les collectivités locales », a-t-il dit, « sont la pierre de base de notre société. Elles ont des compétences techniques et financières, dans la mesure où elles conduisent à des solutions concrètes et adaptées aux situations locales et où elles disposent des élus de leurs responsabilités, doivent être réexaminées. Le conseil doit remplacer la tutelle. »

D'autre part, le principe simple suivant lequel celui qui paie

M. FABRE : le M.R.G. accepterait de participer à un gouvernement homogène avec le P.S.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré mercredi 18 janvier : « Nous ne sommes pas aussi enclins que M. Marchais à dire : « Si nous n'avons pas tant à nous offrir, nous ne sommes pas obligés de refuser les responsabilités. »

« Si le parti communiste refuse, nous ne pouvons pas le forcer à accepter. Quant à nous, nous ne sommes pas obligés de refuser les responsabilités. »

M. Robert Fabre a précisé que le M.R.G. accepterait de participer à un gouvernement homogène avec le P.S. à condition que le parti communiste ne soit pas obligé de refuser les responsabilités.

M. Robert Fabre a précisé que le M.R.G. accepterait de participer à un gouvernement homogène avec le P.S. à condition que le parti communiste ne soit pas obligé de refuser les responsabilités.

« L'Humanité » : merci de la précision

René Andrieu note dans l'Humanité du 18 janvier : « Le leader radical semble pressé d'être dit haut ce que les socialistes murmurent en privé : on se souvient de la note de M. Giscard d'Estaing dans le torpillage de la négociation sur la mise à jour du programme commun et de sa déclaration sur ce même programme qui, eût-il reconnu, le plus tôt possible, qu'il ne cache plus aujourd'hui qu'il prépare une combinaison ministérielle dont les communistes seraient exclus. »

Merci de la précision.

M. Gilbert Grandval, président de l'Union travailliste, a déclaré mercredi 18 janvier par l'intermédiaire de la République. Après cette entrevue, l'ancien ministre a condamné les « jeux de gamins » auxquels se livre le président de la République, gardien des institutions, doit avoir normalement le soutien des socialistes. M. Grandval a précisé que les candidats aux élections législatives.

locaux croient fermement à l'avenir de l'institution locale et souhaitent développer des relations plus confiantes avec l'État. Il a indiqué qu'un plan de développement des responsabilités et des moyens des collectivités locales sera élaboré et présenté au Parlement en 1978.

« La possibilité de mettre à la disposition des collectivités locales des ressources liées au produit d'un grand impôt à évolution... »

« L'amélioration des impôts locaux, notamment de la taxe d'habitation, qui doit tenir compte de la situation matérielle et familiale du contribuable. »

M. Giscard d'Estaing a déclaré, en conclusion, qu'il convenait de « développer enfin la coopération volontaire entre les communes ». Une discussion s'est engagée sur le problème des finances locales et sur la proposition, contenue dans le « programme de Blois », d'inclure un référendum municipal dans l'initiative revendiquée à la municipalité et, dans les grandes villes, à un quart des électeurs inscrits. L'unanimité s'est faite contre ce projet. Ce sera une véritable démission », déclarait M. Jean-Marie Rausch, sénateur (un. cent.) de la Moselle et maire de Metz, après le déjeuner. Les maires estiment que leur gestion doit être sanctionnée géographiquement lors des élections municipales et non ponctuellement par un vote de la population sur un dossier particulier.

M. Maurice Faure, député (rad. de g.) du Lot et maire de Cahors, a déclaré que son échange de vues avait été intéressant. « Sur le fond, a-t-il ajouté, l'avenir de la réforme dépend du Parlement, dont nous ne pouvons pas dire maintenant quelle sera l'orientation après les élections. » M. Pierre Schlépé, sénateur (Un. cent.) du Haut-Rhin et maire de Thann, qui avait participé également lundi 18 janvier au déjeuner des responsables de la majorité, a déclaré que le climat était beaucoup meilleur mercredi. « Cela nous change singulièrement d'appréhender, a-t-il dit. Il est vrai que nous avons discuté cette fois de politique concrète. »

La préparation des élections législatives

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

VII bis - CENTRE : l'héritage radical et modéré

« Le Monde » a publié, mercredi 18 janvier, la première partie de l'enquête électorale sur la région Centre, et analysé la situation dans les départements de l'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher et du Loiret. Voici la fin de cette enquête, elle concerne les départements de l'Eure-et-Loir, de l'Indre et du Cher (1).

par NOËL-JEAN BERGEROUX

EURE-ET-LOIR : espoirs et dissensions de la gauche non communiste

Dans l'Eure-et-Loir, lors des dernières élections municipales, le P.S. a remporté deux victoires d'importance, à Chartres et à Dreux, dont les maires sont maintenant envisagés de présenter Mlle Françoise Gaspard, tous deux appartenant à la génération des « nouveaux socialistes ». M. Lemoine, cette victoire municipale s'est prolongée tout naturellement par une nouvelle candidature aux élections législatives. Si l'ancien maire de Dreux, M. Maurice Legendre, lequel n'a pas jugé opportun de laisser la place à sa jeune collègue socialiste, malgré la demande qui lui a été faite par la direction du parti.

Pour consolider son succès du mois de mars 1977, M. Lemoine devra donc enlever la première circonscription (Chartres) à M. Claude Gerbet, député républicain-président de la commission des lois de l'Assemblée nationale et parlementaire connu pour son travail acharné. Si le parti radical et le C.D.S. respectent les accords signés avec le P.S. le 13 janvier, leurs représentants locaux, MM. Michel Castaing, maire de Léves, et Jean Leguif, devraient s'effacer. Mais, de ce point de vue, il y a une préoccupation supplémentaire, Mlle Ugolini, que le R.P.R. a décidé de présenter contre lui, au second tour, M. Henri Bonfroy, et d'un membre du Front national, M. Serge Palmier.

En 1973, au second tour, M. Gerbet ne l'avait emporté sur M. Lemoine que de 2700 voix sur 5713 exprimés. M. Lemoine, alors candidat réformateur (ancien suppléant du député radical-F.C.D.S., M. Edmond Desouches), s'était maintenu et avait obtenu 10 265 voix (18 %). L'issue du scrutin est donc incertaine. M. Lemoine a pour lui, toutefois, son récent succès municipal, le fait qu'il est un ancien suppléant, M. Martial Ganguet, adjoint de M. Lemoine à la mairie de Chartres.

Dans la seconde circonscription (Dreux), M. Legendre n'aura pas en face de lui son adversaire du scrutin précédent, M. Edmond Willaumez, qui a été battu au premier tour de 1973 de 829 voix sur 53 338 suffrages exprimés. M. Thorallier, qui a été élu au premier tour, est soutenu par M. Martial Ganguet, ancien député (R.P.R., maire de Tremblay-les-Villages, M. Yves Cauchon, fils de M. Jean Cauchon (C.D.S.), sénateur (U.N.), ancien maire de Dreux, a été désigné comme can-

INDRE : la majorité menacée

Le seul député communiste élu dans le Centre en 1973 l'a été dans l'Indre : il s'agit de M. Marcel Lemoine qui, après avoir été battu en 1969 dans la 2^e circonscription, dont il était le député sortant, est venu battre M. François Gerbaud (U.D.R.) dans la première (Châteauroix), il y a cinq ans. « Ce bon M. Lemoine », comme on dit à Châteauroix et dans la région, est presque lui aussi, un de ces notables que l'on serait tenté de qualifier de radical. Il compte parmi ces communistes qui ne sont pas radicaux et de bonne compagnie. Et apparemment il a le vent électoral en poche. Aux dernières élections municipales, à 800 voix près, il a battu M. Daniel Bernardet, maire de Châteauroix. De plus, les communistes qui, en réalisant des scores impressionnants (32 % au premier tour de 1973 pour le P.C.F.) ne sont égaux par un P.S. qui tient sa place honorablement et progressa. M. Jacques Durand sera le candidat du parti socialiste et de M. Amédée Renault, adjoint de M. Lemoine à la mairie de Châteauroix.

Du coup, M. Daniel Bernardet se demande s'il ne devra pas être candidat pour tenter de mettre lui-même un terme à cette progression fort dangereuse pour lui. Il pourrait bien regretter en en eût-il eu le temps, M. Michel Aurillac (R.P.R.), ancien député (R.P.R., maire de Tremblay-les-Villages, M. Yves Cauchon, fils de M. Jean Cauchon (C.D.S.), sénateur (U.N.), ancien maire de Dreux, a été désigné comme can-

CHER : le P.C. derrière la porte

Le Cher, plus encore que l'Indre, se caractérise par l'importance et la profondeur de l'implantation communiste. Ici, les campagnes ont été remplies de candidats à la députation : 34,5 % des suffrages exprimés dans la deuxième circonscription en 1973 (M. Fernand Mironneau), 32,3 % dans la troisième (M. Laurent Bilbeau) ; 25,8 % dans la première (M. Jacques Rumbaut). Contrepartie de cette supériorité : la faiblesse des socialistes et de la gauche non communiste, du moins jusqu'ici (12 %, 9 % et 8 % au premier tour de 1973).

Il y a cinq ans, dans la deuxième circonscription (Vierzon) et dans la troisième (Saint-Amand) le verdict s'était joué à quelques centaines de voix : M. Jean-Benoît Villiers (R.P.R.) avait emporté sur M. Mironneau de 711 voix et sur M. Laurent Bilbeau de 490 voix. M. Bilbeau, qui fut député de la circonscription de mai 1967 à juin 1968, tentera de retrouver son siège, et la bataille sera une fois de plus incertaine d'autant que des candidats d'extrême gauche ou sans étiquette, dont les noms ne sont pas encore connus, peuvent venir compliquer la situation.

M. Mironneau, pour sa part, est devenu maire de Vierzon, ce qui lui donne un atout supplémentaire contre M. Bouvilliers. Mais un représentant de l'extrême gauche, M. Jean-Jacques Aussudre, dont Jean-Benoît Villiers portera les couleurs dans cette circonscription, — ils devraient tout de même faire mieux qu'en 1973 ce qui ne serait pas difficile, compte tenu que, cette fois-là, ils étaient moins bien placés que le candidat réformateur. Dans la troisième circonscription, leur candidat est une psychiatre, Mme Berthe Fievet.

M. Raymond Boisdé, député girardin de la première circonscription (Bourges), ne se représente pas. En 1973 il avait battu le P.C. sans difficulté. Toutefois, ce sont ses collègues du département (la différence était de plus de 4 500 voix), mais, depuis, M. Jacques Rumbaut (P.C.) est devenu maire de Bourges et dans cette ville, en 1974, M. Mitterrand a devancé M. Giscard d'Estaing, ce qui peut laisser aussi prévoir une progression du P.S. dont le candidat est M. Jean Roger.

Pour toutes ces raisons, la tâche de M. Jean-François Deniau (P.R.), secrétaire d'État aux affaires étrangères, ne sera pas très aisée. Il est certes des candidats « parachutés » qui atter-

D'un département à l'autre

LOIRE — La fédération du parti socialiste a déposé la candidature et socialiste » du maire de Veauville, M. Pierre Just, dans la septième circonscription (Le Monde du 17 janvier). M. Just, a-t-il précisé, n'est pas adhérent du P.S. Respectueuse de l'accord national passé avec le M.R.G., la fédération du P.S. soutient, dans la septième circonscription, M. Claudius Grandjean, président départemental du M.R.G. et dans la première, M. Michel Grossmann, membre du comité directeur des radicaux de gauche. — (Corresp.)

YVELINES — M. Renaud Giron, C.D.S., indique qu'il est toujours candidat dans la quatrième circonscription des Yvelines (Le Chesnay, Marly-le-Roi, Saint-Nom-la-Bretèche). La liste des candidatures non P.R. de la majorité (Le Monde du 15 janvier) mentionne un candidat P.R., contrairement, selon M. Giron, aux accords passés entre les trois fédérations départementales (P.R., C.D.S., radicaux) qui attribuaient trois circonscriptions au P.R., deux aux radicaux et trois au C.D.S. (dont la quatrième circonscription).

M. Léon Bourbion, membre du Conseil économique et social, ancien député républicain, candidat R.P.R. dans la cinquième circonscription des Côtes-du-Nord, a été victime, lundi 17 janvier, en début d'après-midi, d'un accident près de Falmpol. La voiture dans laquelle il se trouvait a dérapé et s'est renversée dans un fossé sans fractures. Il a été opéré pendant quatre heures à l'hôpital de Guingamp. Son état est jugé satisfaisant. Le conducteur de la voiture est indemne.

Le communiqué officiel

Le communiqué officiel du parti radical, daté du 18 janvier 1978, résume les positions du parti à l'égard de la réforme des collectivités locales. Le texte souligne l'importance de la participation des élus locaux à la conception et à la réalisation des projets, et insiste sur la nécessité de renforcer le champ d'action des collectivités locales. Le communiqué critique également l'attitude de la gauche non communiste à l'égard de la réforme, et appelle à une plus grande cohésion au sein de la gauche.

LE PARTI RADICAL

Une lettre de M. Jean

Une lettre de M. Jean Giscard d'Estaing, datée du 18 janvier 1978, adressée aux élus locaux, résume les positions du chef de l'État à l'égard de la réforme des collectivités locales. Le texte souligne l'importance de la participation des élus locaux à la conception et à la réalisation des projets, et insiste sur la nécessité de renforcer le champ d'action des collectivités locales. Le communiqué critique également l'attitude de la gauche non communiste à l'égard de la réforme, et appelle à une plus grande cohésion au sein de la gauche.

كندا من الأصل

سكننا للاجول

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 18 janvier, au Palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing.

En terminant ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● PRÊT IMMOBILIER

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier.

● LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Le premier ministre a commenté les derniers résultats économiques connus et, en particulier, les résultats du commerce extérieur, de la consommation des ménages, de l'emploi et de la production industrielle.

Il n'a pas été possible de régler et de satisfaire tous les points de l'ordre du jour. Les travaux seront poursuivis le mercredi 25 janvier.

● L'INDEMNISATION DES RAPATRIÉS

Le ministre délégué à l'économie et aux finances et le secrétaire d'État au Commerce extérieur ont présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'indemnisation des rapatriés.

● LA VISITE EN COTE-D'IVOIRE

M. Deniau, secrétaire d'État aux affaires étrangères, a rendu compte de son voyage en Côte-d'Ivoire.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Cab. PÉLLOTTIER et SAUVAGET, avocats à ST-NAZAIRE ; S.C.F. JOURNET ; S.C.F. TARDIVEAU, not. à NANTES - Succession BERNARD - Vente aux enchères Salle Municipale MESSQUER, le 9 février 1978, à 14 heures, de

7 PARCELLES, la plupart constructibles

Région MESQUER et PIRIAC (44)

Proximité mer - Prix intéressants

Four lots, et prix s'adj. JOURNAL, 1, rue Saint-Julien à NANTES, tél. 71-45-52.

Vente au Palais de Justice à Nantes le mercredi 1^{er} février 1978, à 14 h.

En un lot

DEUX CHAMBRES

dans l'immeuble sis à Clichy (Hauts-de-Seine)

33, boulevard Victor-Hugo

MISE A PRIX : 1200 FRANCES

S'adresser à M. Marcel SFEZ, avocat, 31, av. Montaigne, 75008 Paris, tél. 720-44-49, 287-34-89 ; M. REGNAULD, avocat, 42, r. de Courcelles, 75006 Paris ; et à tous avocats exerçant près les Tribunaux de Grande Instance de Nanterre, Paris, Boulogne, Créteil et Versailles.

M. Serge BENOUX, notaire, 84200 CARPENTRAS - A vendre Rare DOMAINE Côtes-du-Rhône Belle demeure - Tout matériel - S'adresser à l'étude.

Vente sur simple immobilière au Palais de Justice à Versailles, le mercredi 1^{er} février 78, 10 h., en 1 lot

d'UN TERRAIN

avec PAVILLON en construction

à Vaux-sur-Seine

(YVELINES) - 31, RUE DU TEMPLE ATTONDISSEMENT de NANTES-LA-JOLIE Cce 3 à 41 ca d'apr. titres et 4 à 22 ca d'apr. cadast. (sect. D n° 246). Et sur lequel (châuff.-chauff.) : 1^{er} de-cl. (ouls. COT. av. 47. falence blanche, s. à m. sation, ch.) ; 1^{er} et. (3 ch.), ch. cent. max. rad. de tout les poss. élec. JARD. MISE A PRIX : 120.000 FRANCS

Pr la rend. s'adj. M. COYDON, avocat, au Barreau, 45, bd de la Reine à Versailles ; et sur les lieux pour vis.

ctions législative

Plage radical et mode

et du Loiret. Voici la fin de cette séquence les départements de l'Indre-et-Loire et du Cher

GEROLUX

et dissensions communiste

la majorité menacée

rière la porte

● M. BARRE : l'amélioration du commerce extérieur a été plus rapide que prévu.

A la sortie de l'Élysée, M. Barre a précisé au sujet du commerce extérieur : « Cet effort a été acquis sans recourir au protectionnisme, grâce à l'accroissement considérable de nos exportations, tout particulièrement en biens d'équipement. C'est un hommage à rendre aux entreprises françaises ».

Le premier ministre a ajouté : « Nous avons commencé cette année un redressement sans que le niveau de vie des Français ait été amoitié, contrairement à ce qui avait été prévu dans certains pays étrangers. Mais si les Français sont tentés par la facilité, ils doivent être sûrs qu'elle sera suivie par la baisse du niveau de vie et la régression du niveau de vie à la facilité, il y aura une régression inéluctable ».

M. Barre a souligné en conclusion : « Le Japon, c'est que cette année nous avons commencé à nous redresser plus vite que nous l'espérions sans recourir à des procédures artificielles et, en tant que Français, nous devons de leur niveau de vie. Si nous continuons, je suis convaincu que nous allons rapidement retrouver la voie de l'expansion, de l'emploi et de la prospérité. Mais, la condition pour cela, c'est que l'effort continue ».

production industrielle. Au contraire les dernières indications recueillies sur les achats des Français montrent que ceux-ci ont retrouvé plus vite que nous les espérions sans recourir à des procédures artificielles et, en tant que Français, nous devons de leur niveau de vie. Si nous continuons, je suis convaincu que nous allons rapidement retrouver la voie de l'expansion, de l'emploi et de la prospérité. Mais, la condition pour cela, c'est que l'effort continue ».

MAX PAGES

Le travail amoureux

éloge de l'incertitude (dunod) 45 F

DÉFENSE

LE PARTI RADICAL ET L'ARME NUCLÉAIRE

Une lettre de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical :

Dans un long article du Monde d'hier, où mon nom est cité cinq fois, il est affirmé que le Parti radical et moi-même nous serions prononcés sur un texte préconisant « des armes nucléaires de tous modèles et en très grandes quantités ».

Je dois vous confirmer ici l'évidence : jamais un tel texte n'a été examiné par le parti, ni par moi-même, et encore moins déposé. Il n'a été soumis à aucune instance nationale, et je n'ai jamais eu connaissance.

Pour les raisons morales et politiques, que vous comprenez, j'ai refusé de faire connaître ce communiqué, que vous citez, le général Jean Thiry, que je n'ai jamais eu l'honneur de rencontrer.

Je suis sûr que vous avez été surpris de voir un tel texte paru dans le Monde d'hier, et que vous vous demandez comment il a pu être émis. C'est pourquoi j'ai tenu à vous en informer et à vous en faire part, car il est de notre devoir de dénoncer toute fausseté et toute calomnie.

Je suis sûr que vous avez été surpris de voir un tel texte paru dans le Monde d'hier, et que vous vous demandez comment il a pu être émis. C'est pourquoi j'ai tenu à vous en informer et à vous en faire part, car il est de notre devoir de dénoncer toute fausseté et toute calomnie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Faure, directeur de la publication, Jacques Sarragat.

Imprimerie du Monde, 5, rue de Valenciennes, Paris 11^e.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5737.

De 100 à 160 m² quelques très beaux appartements.

Ci-dessus, à titre d'exemple, un 4/5 pièces de 115 m², plus 8 m² de balcon-loggia, 9.500 F le m², ferme et définitif. Entre les Invalides et le Champ-de-Mars.

153, rue de l'Université Paris 7^e

Visitez l'appartement modèle sur place du mercredi au vendredi de 14 à 19 heures et samedi et dimanche de 10 à 19 heures

(fermeture le lundi et le mardi). Ou, GEFIC, 4-Place d'Éna 75116 Paris. Livraison immédiate.

723.78.78 Une réalisation

société

AUX ASSISES DE LA FÉDÉRATION HOSPITALIÈRE DE FRANCE

Supprimer l'asile psychiatrique

Mais comment le remplacer ?

Supprimer l'asile, ainsi pourrait être résumé le combat que mène, depuis de nombreuses années, le docteur Roger Gentis, chef de secteur à l'hôpital psychiatrique de Fleury-les-Aubrais, contre l'asile qui isole et qui rend fou. Cette réflexion, il vient de la poursuivre au sein d'un groupe (1) dont le travail a été exposé le mardi 17 janvier devant les septièmes assises de la Fédération hospitalière de France, qui se sont achevées le mercredi 18 janvier à la porte de Versailles.

« Ce qui est en cause, lit-on d'emblée dans le rapport, c'est toute forme de concentration de malades mentaux ; c'est aussi la notion même d'hospitalisation ». Pour autant, à l'heure actuelle, on ne soigne que cent mille malades qui sont soignés dans des hôpitaux psychiatriques dont on demande la disparition. Se posent alors plusieurs questions : en quoi l'asile est-il nocif ? Si l'asile n'est-il pas le remède ? C'est à ces deux questions, entre autres, que tentent de répondre les membres du groupe de travail.

Ce qu'on appelait les « asiles d'aliénés » sont devenus, en 1959, des « hôpitaux psychiatriques » et les « gardiens » des « infirmiers ». Les médecins qui y travaillaient connaissent bien le profil de ceux que, pudiquement, on désigne comme « chroniques », dont la vie n'existe que dans et par l'asile, dont personne, jamais, ne demande de nouvelles — ils sont là depuis vingt ans, trente ans, parfois plus, et qui vivent mieux.

« La mise à l'écart des malades mentaux est presque toujours franchement nocive, écrivent les auteurs du rapport ; outre qu'il marque le malade d'une stigmate honteux et stigmatisant, l'isolement hospitalier le plonge dans un monde clos, figé et routinier où les appels sensoriels et intellectuels sont considérablement réduits et où les possibilités d'initiatives personnelles sont rares. (...) La plupart des malades, qui n'ont déjà que trop souffert de la déshumanisation de la vie psychiatrique, ont la possibilité et l'appât, avec leurs corollaires, la fuite et le refus dans l'imaginaire, le désir, les comportements abusifs. Ainsi se constitue la chronosémiologie psychiatrique que les Anglo-Saxons désignent explicitement du nom d'« institutionnalisation ».

Un secteur pour 70 000 personnes

Depuis des siècles, le monde cloîstré de l'asile était pratiquement hermétique aux progrès de la médecine. Il aura fallu, dans les années 1935-1940, la découverte de thérapeutiques de choc, psychotropes (1952), jointe au travail psychanalytique, pour que les milieux asilaires — soignants et soignés — entreprennent une remise en question qui devait déboucher entre 1950 et 1960 sur ce que l'on a appelé « la politique de secteur ».

Cette politique officiellement adoptée en 1960, vise non pas certes à faire éclater l'asile, mais à « maintenir dans la mesure du possible les personnes prises en charge au sein de leur milieu naturel où elles résident après traitement » lit-on dans le rapport. Car, « pour comprendre un trouble mental quelconque, il faut l'observer, le saisir et le résoudre dans le milieu même où il se manifeste ». Aussi les équipes psychiatriques ont-elles été appelées à devenir « volan-

STAGES LINGUISTIQUES EN ANGLETERRE

Oxford Intensive School of English

Programme de cours individualisés, efficaces, conçus en fonction des besoins de chaque élève.

O.I.S.E. (Institution) 11 rue de Valenciennes, 75116 Paris - Tél. 224.42.22

« se déplacer, à entreprendre des séjours et à être admis au sein de l'asile. Chaque « secteur psychiatrique » correspond, disent les textes, aux besoins de soixante-dix mille personnes.

Cette « politique de secteur », dont la mise en place effective est toute récente, l'immense majorité des psychiatres l'avaient approuvée de leurs vœux. Actuellement, déplore le rapport, le terme recouvre « des réalités bien différentes allant du simple découpage administratif qui n'affecte en rien les comportements traditionnels à des expériences relativement novatrices ».

Dans le même temps, le gouvernement a décidé de ne plus construire de « lits psychiatriques ». Or, constate le rapport, près de 10 000 lits destinés aux malades mentaux ont été créés de 1969 à 1972. « Il est proprement lamentable de constater que, plus de cinq ans après la mise en application effective de la sécularisation, il n'y a aucune minorité de secteurs qui disposent de véritables équipes et qu'il n'y en ait pratiquement aucun qui dispose de moyens suffisants. Tout ce qui est promis reste à faire ».

Ce manque de moyens tient notamment à une raison majeure : le budget des hôpitaux psychiatriques continue de dépendre du nombre de malades hospitalisés puisqu'il repose sur le prix de journée. Par conséquent, les activités extra-hospitalières que suppose la sécularisation ne peuvent être prises en charge que par des activités complémentaires. En outre, la Sécurité sociale refuse de rembourser les dépenses de prévention, donc de dépistage psychiatrique.

À ces critiques, le rapport joint

L'exemple britannique

Le rapport présenté aux assises de la Fédération hospitalière raille certainement, dans sa partie critique les critiques de la majorité des psychiatres. Le docteur Jean Mayme, président du Syndicat des psychiatres des hôpitaux, a déclaré en ce sens, lors du débat, qu'il « était désemparé, comme tout le monde, de voir disparaître l'hôpital psychiatrique ». Encore que la nécessité d'hospitaliser certains patients pour des périodes relativement brèves reste clairement perçue : « Pour certains malades mentaux », a déclaré le professeur Marie-Caroline (Lyon), il ne peut se produire de prise de conscience et d'expériences correctives que dans un autre cadre que leur lieu de vie habituel.

Mais ce rapport pêche incontestablement par plusieurs contradictions, dont le docteur Gentis a relevé lui-même la prin-

cipale : on veut luer l'asile, et-il dit en substance, mais on propose de le maintenir « temporairement ». Le fond du problème est bien là : par quelles structures remplacer celles qui existent, si pathogènes soient-elles ? Le « secteur », a montré ses imperfections, les hôpitaux de jour ne suffisent pas. Pourquoi alors cette réticence à admettre l'hospitalisation des malades mentaux en hôpital général ? Le rapport dénonce là une tendance « dans le vent » dont manifestement les auteurs se méfient. Une « tendance » qu'on a adoptée outre-Manche, voilà plus de dix ans. Les hôpitaux psychiatriques britanniques, qui n'avaient rien à envier à leurs homologues français, sont aujourd'hui, sur la voie du « dépeuplement » que souhaite le docteur Gentis. Mieux, ils hébergent désormais des centres d'artisanat ou des foyers de jeunes.

CLAIRE BRISSET.

Mme Monique Pelletier a remis son rapport sur la toxicomanie au président de la République

Mme Monique Pelletier, chargée le 8 juin 1977 (« le Monde » des 9 et 11 juin) d'une mission d'information sur les problèmes de la toxicomanie, a présenté son rapport — quatre cents pages environ — au président de la République, trois semaines après la date convenue, ce jeudi 19 janvier, à 11 h. 15. La décision de M. Giscard d'Estaing de nommer un rapporteur pour déterminer l'ampleur du phénomène et les actions concrètes à entreprendre pour lutter contre la toxicomanie avait été prise à la suite d'une demande de M. Jean-Marie Girault, sénateur du Calvados (P.R.), maire de Caen. Le fils de M. Girault avait été inculpé dans une affaire de drogue ayant entraîné la mort de deux personnes (« le Monde » du 7 février 1977).

Mme Monique Pelletier a rencontré au cours de ces derniers mois près de quatre cents personnes, spécialistes, éducateurs, psychologues, psychiatres... elle a consulté les divers responsables des partis politiques et, notamment, M. Georges Marchais, qui s'est prononcé contre la libération de toutes drogues. Mme Pelletier a, d'autre part, entrepris un tour de France et, à cette occasion, fait plusieurs déclarations. Elle avait affirmé à Rennes — qu'une piqûre d'héroïne de temps en temps était moins grave que l'usage régulier du haschisch. Pendant son enquête, Mme Pelletier a accordé plusieurs entretiens et notamment au « Matin » (25 octobre 1977), à qui elle a clairement affirmé qu'elle était « contre toute libération, et que pour les héroïnomanes, la prison représentait un rappel à la réalité ».

M. Jean-Marie Girault, qui, de son côté et avant Mme Monique Pelletier, avait l'intention, ce jeudi 19 au matin, de tenir une conférence de presse à la mairie de Caen pour présenter le rapport sur la toxicomanie qu'il avait en sa possession est revenu sur sa décision. « Je ne peux révéler le contenu de ce rapport avant que Mme Pelletier ait informé la presse », a dit aux journalistes le maire de Caen, qui pensait que le texte, pourtant sous embargo, pouvait être rendu public.

Un centre de post-cure pour toxicomanes va être ouvert dans les Yvelines

Depuis la loi du 31 décembre 1970 qui a engagé la lutte contre la drogue la répression et l'action médicale ou sociale, l'aide aux toxicomanes s'est accrue. Le centre de Versailles, dirigé par le docteur Christian Brulé, est parvenu à réunir une trentaine de centres de soins, parmis les organismes qui ont vu le jour au cours de ces dernières années, l'un des plus actifs. L'association Yvelines-Information-Jeunes, qui a pour objectif la création d'un centre de soins aux toxicomanes, a fait passer « l'information » dans ce domaine. « Ce n'est pas que nous manquions d'éléments », faisait remarquer un participant, « il se serait même plutôt pu dire que nous possédions mal le code qui nous permettrait de nous faire comprendre par les jeunes d'aujourd'hui ».

L'essentiel des propos échangés a porté sur les thèmes contenus dans une brochure intitulée « Jeunes et toxicomanes », présentée à l'occasion du colloque (1).

Le docteur Brulé, qui, d'autre part, a annoncé l'ouverture, au cours du premier trimestre de cette année, d'un centre de post-cure dans l'arrondissement de Mantes-la-Jolie. Ce centre s'ajoutera aux trois appartements thérapeutiques existant depuis l'été dernier dans le département. Non sans mal, une personne n'accepte, jusqu'à présent, de louer un local, même à prix fort, pour y faire des consultations de « toxicomanes », explique en effet dans la brochure le directeur du centre de Versailles.

(1) Centre départemental d'information et de documentation jeunesse, 45, avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles. Tél. : 950-22-23.

LA LOI SUR L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVÉ EST DÉCLARÉE NON CONFORME A LA CONSTITUTION

Le Conseil constitutionnel a déclaré non conforme à la Constitution la loi relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé, Statuant le 18 janvier sur la saisine de soixante-trois députés socialistes, il a notamment considéré que « l'irrecevabilité opposable en vertu de l'article 40 de la Constitution à une proposition de loi dont l'adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique, ne peut être invoquée pour empêcher l'adoption d'une proposition de loi ». « L'adoption d'une telle proposition de loi n'entraîne pas la création d'une charge nouvelle pour l'Etat », a-t-il déclaré.

Considérant que l'article premier est inapplicable à l'ensemble de la loi, le Conseil a déclaré cette dernière non conforme à la Constitution.

Apprenez l'anglais en Angleterre

Méthode complète et totale dans le même bâtiment

5 heures de cours par jour pendant 10 semaines

Écrivez à M. BARNETT, 11 rue de Valenciennes, 75116 Paris

EDUCATION LES « OPPOSITIONNELS » A L'INTÉRIEUR DU SYNDICALISME ÉTUDIANT

Des adhérents de l'UNEF accusent la direction nationale de « pratiques antidémocratiques »

Des militants et des élus de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF-ex-Bonnevue) ont réuni, mercredi 18 janvier, une conférence de presse pour dénoncer l'absence de démocratie interne dans leur organisation. Représentant, pour la plupart, les deux courants minoritaires de ce mouvement — socialistes du CERES et inorganisés, — ces étudiants ont déclaré parler aussi « au nom d'étudiants communistes en désaccord avec la politique de la direction nationale de l'UNEF ».

Ils ont accusé le bureau national de leur mouvement d'avoir principalement « mis des militants communistes à l'écart, de provoquer un déclin de l'adhésion, de dévaloriser le mouvement ».

Le moment choisi par cette « opposition » pour apparaître au grand jour n'est sans doute pas sans fait indépendant des courants de discussion interne relevés au P.C. et à la C.G.T. Sans doute aussi les étudiants du CERES ont-ils compris que cette initiative ne serait pas condamnée par le P.S.

Plus déterminant est toutefois le constat dressé par les organisateurs de la conférence de presse d'une recrudescence de « faits antidémocratiques » de la part de la direction nationale de l'UNEF. Les principales accusations remontent, en fait, au dernier congrès, en mai 1976, à Nancy.

Diverses rumeurs de manipulation et de fabrication de mandats avaient circulé à cette occasion. L'acte d'accusation comporte aussi plusieurs cas de décisions présentées comme arbitraires : tentatives d'exclusion de militants de la L.C.R., adhérents de l'UNEF depuis peu, à Ville-

(1) 5 % seulement des étudiants militent dans une organisation syndicale. Selon sa direction nationale, l'UNEF compte actuellement 120 000 membres. Les étudiants « oppositionnels » estiment que ce chiffre s'établit plutôt entre sept et treize mille.

RELIGION

Mgr Charles de Provençères, archevêque d'Alsace-Lorraine et d'Alsace depuis 1946, a exprimé à Paul VI le désir d'être relevé de ses fonctions. Le pape lui a demandé de demeurer à son poste jusqu'à la nomination d'un successeur. Mgr de Provençères a soixante-trois ans. — (Corresp.)

Entreprise Paris (16^e) PUBLICITÉ offre DEUX STAGES

1. Secrétariat de direction 2. Compabilité, gestion

Ces postes de formation (200 h assurées) et de travail comprennent de nombreuses responsabilités. Ils conviennent à des jeunes diplômés de moins de 25 ans, ambitieux, ayant envie de se former rapidement sur le terrain avant d'évoluer vers des postes de direction.

Env. C.V. munis + photo à FASTRAL 15 bis, r. Cimrose, 75116 Paris.

ÉCOLE D'INTERPRÈTES ZÜRICH Cours d'allemand pour étrangers

Minuterie de la prison de Fontenay-le-Comte inquiète la population

Le film de la mutinerie

LE PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION « LÉGITIME DÉFENSE » SE DÉCLARE « A FOND POUR LA PEINE DE MORT »

كوتا من الأصل

صحة الإنسان

Le Monde DES LIVRES

Ce Giono d'aujourd'hui

● Une œuvre qui prend l'ampleur d'une « comédie humaine ».

Où en est-on avec Jean Giono ? La critique l'égalise-t-elle déjà aux plus grands de ce siècle ? Le public le lit-il avec l'attention qu'il a prêtée à Malraux, à Camus, avec l'engouement qu'il porte à Henri Troyat, avec la curiosité fascinée qui le pousse vers Michel Tournier ? Quelle audience lui réserve la jeunesse ? Entre elle et lui, il n'y a pas eu le coup de foudre qui s'est produit pour Boris Vian. Faut-il dire pas encore, tant Giono semble répondre à ce qu'elle cherche aujourd'hui, à travers l'écologie, le procès des

idéologies, la défense de l'individu contre les oppressions ? Les tentations qui s'exercent actuellement sur le roman, le retour à l'aventure, à l'action, au romantisme des personnages et des sentiments, à l'épopée, à la littérature populaire, devraient ramener à Giono. Le font-elles ? A coup sûr, il ne connaît pas de purgatoire. Voilà plus de sept ans qu'il est mort (octobre 1970), et plus d'une publication posthume est venue entretenir sa mémoire. Pas de grand roman certes, mais des recueils de contes, les *Récits de la demi-brigade* (1972), *Le Déserteur* (1973), des articles de critique, *Les Terrasses de l'île d'If* (1976), et ce mois-ci encore *Faust au village*, un nouvel ensemble de récits. Et surtout la

monumentale édition de son œuvre romanesque dans la *Pléiade* égrène ses tomes. Elle avait été décidée de son vivant, faveur insigne, et n'a pu voir le jour qu'après sa mort. Mais quelle ampleur n'a-t-elle pas prise ! On avait prévu trois volumes, le quatrième vient de paraître et nous n'en sommes qu'au « cycle du Hussard ». Il en faudra au moins cinq tant le travail, mené principalement par Pierre Cliron et Henri Godard, avec Robert Ricatte pour maître d'œuvre, est fait avec soin minutieux. Tant aussi les documents et les variantes abondent. Car la création de Giono est, sinon difficilement, du moins hautement élaborée. Dès qu'on l'approche d'un peu près, on la compare à la *Comédie humaine*. C'est sans excès. Une dizaine vingtaine de ses livres existent en format de poche. Depuis 1973, comme les plus grands, il possède ses « Cahiers ». Et pourtant on dirait que l'explosion tarde. La gloire de Giono se met en place sûrement, mais plus lentement qu'on s'y attendrait. Pourquoi ?



* Dessin de ZORAN OBLIC.

ble pratiqués selon les voies de *Bachelard* et *Mauron*, de *Blanchot*, *Goldmann* et *Barthes* n'a encore été publiée à ce jour. La nouvelle critique ignore Giono : de quel terrain d'investigation ne se prise-t-elle pas ? La courbe de la renommée de Giono, avec ses hauts (très rapides), ses bas (très profonds), au moment de la guerre puis qu'ils conduisent à deux reprises, et pour des raisons inverses, l'écrivain en prison et à l'inspiration sur la liste noire du Comité national des écrivains, avec son étonnant rétablissement à partir du *Hussard sur le toit* (1933), est amusante à suivre. A quelle leçon d'humilité les critiques sont conviés ! Ce qui est bon. Mais à quelle confusion entre politique et littérature — ce qui est mauvais — n'assiste-t-on pas !

JACQUELINE PIATIER.

(Lire la suite page 15.)

La Brocéliande abstraite de Guillevic

● Le renouvellement d'un de nos grands poètes.

D'URS, secs, brefs, ennemis de l'image et de la métaphore, les poèmes de Guillevic sont rédigés comme les paragraphes d'un code de l'invisible. Depuis une dizaine d'années, Guillevic a tendance à construire un livre entier autour d'un thème ou d'un concept abstrait, en superposant des poèmes où s'équilibrent la donnée rationnelle et la donnée onirique. *Kuistlerméd, Vile, Furoi*, relèvent de cette démarche lente, méthodique, inexorable.

Le livre refermé, de décider de la nature du domaine ni de sa situation : que sa présence diffuse et tyrannique s'impose, c'est tout ce qu'il redige. Nous avons le droit de nous dire que le domaine est terrestre, mais qu'il est aussi moral, accessible à tous mais évanescent, photographiable mais évanescence.

Le domaine, à en juger par les aphorismes-poèmes que le parcourt, tient du paradis angélique ou ne saurait accéder, et de la forêt peuplée de symboles : une Brocéliande où nous avançons entre des signes sans repère et des extrémités dont nous ne pourrions rien conclure. Des éléments reviennent toutefois de manière constante, pour nous égarer et pour nous attirer à la fois : un étang — mais ne serait-ce pas un étang de l'âme ? — des branches, des animaux, des astres, des présences qui pourraient composer quelque part une nature indéfinie. Ces éléments sont à eux-mêmes centrés et centrifuges, comme si la matière n'avait pas le droit de se fixer une fois pour toutes. Le domaine n'est pas qu'un phénomène physique aux dimensions fixées : il se peuple d'être : un je, un tu, un nous dont l'identité doit demeurer à jamais aléatoire. Ils sont là pour poser des questions, et incarner une conscience qui se veut réelle et volatile.

Ce poème est fait de petites touches de deux ou trois vers, qui sont autant d'instantanés, de télégrammes, de sentences sur tous les tons. L'ordre peut en être renversé, et l'ensemble du poème pourrait se prêter à un mouvement circulaire : basculant sur soi-même, il aurait les mêmes significations contradictoires et complémentaires. Il constitue une immense sculpture verbale dont la destination doit nous échapper. Qui pénètre dans Brocéliande perd son visage et n'aperçoit que l'invisible.

ALAIN BOSQUET.

* DU DOMAINE, de Guillevic, Gallimard, 146 pages, 35 F.

La révolte « millénariste » des camisards

● Philippe Joutard montre comment s'est perpétuée, dans les Cévennes, la légende des combattants huguenots.

« ILS agitent en bêtes féroces, mais on leur avait pris leurs femmes et leurs petits. Ils déchirèrent les chasseurs qui couraient après eux. » C'est l'appréciation dédaigneuse et sanguinolente de Voltaire résumée à peu près ce que pendant un siècle et demi (1700-1850) on pensait des camisards dans le meilleur des cas. Le phénomène camisard, autour de 1703, brièvement résumé par Joutard au début de son livre, ne manque pourtant pas d'intérêt : combattants de la foi dans les Cévennes protestantes, opprimés par la révocation de

l'édit de Nantes (1685), les camisards ont décliné la seule grande révolte millénariste qu'ait connue depuis l'époque médiévale notre pays, bien trop carcéral pour ce d'ordinaire. Forts des prophéties de Jurieu, les simples paysans ont pris les armes au nord de Nîmes et de Montpellier pour que s'accomplisse l'Apocalypse, pour qu'intervienne le jugement dernier et la régénération du genre humain. Il fallait le faire !

Autre titre de gloire : la guerre des Cévennes est l'un des plus importants phénomènes convulsionnaires de notre histoire. Les petits prophètes du *Théâtre sacré des Cévennes* se roulent par terre, l'épée à la bouche ; ils font le grand arc, saisis par des trances d'apparence épileptiforme. Inspirés par l'Esprit-Saint, ils insuflent aux combattants de leur bande, qui les regardent faire et qui parfois les imitent, l'héroïsme qui leur permettra de s'attaquer victorieusement aux armées royales, pourtant plus nombreuses et mieux équipées. Enfin, les camisards, comme plus tard les chonans, comptent parmi les inventeurs de la guerre de *guérilla* : elle connaîtra au vingtième siècle une assez prodigieuse « fortune », si l'on peut dire. Ces gens-là méritent donc plus et mieux que deux lignes distillées dans un manuel.

Les mal-aimés de l'histoire

Joutard, professeur à l'université d'Aix-en-Provence, a voulu faire, entreprise originale, non pas leur chronique mais l'histoire de leur histoire. Il a envisagé le « camisardisme » à l'échelle de deux siècles de sensibilité (protestante et catholique) tournée vers un certain passé ; il ne s'est pas borné aux seules dix années (première décennie du dix-huitième siècle) pendant lesquelles les maquis huguenots sont à l'œuvre dans les Cévennes. Au dix-huitième siècle, les malheureux camisards sont acca-

blés par toute l'historiographie, quelle soit réformée ou catholique. Ils sont suppliciés une seconde fois, symboliquement. De la part des prêtres de l'Eglise romaine, Louvreur et Bruys, qui écrivent pour leur compte l'histoire camisarde, cette hostilité n'est pas... Ces deux personnages, parfois bien informés, répandent quand même des légendes calomnieuses. L'une de celles-ci littéralement invente une certaine école de prophétisme : là, un pédagogue forge-prophète nommé Du Serre aurait sollicité formé de jeunes Cévennois triés sur le volet pour leur apprendre à se contorsionner, à *fanatiser*, afin que ce fanatisme puisse ensuite être inoculé à d'autres villageois du Languedoc.

Même quand on échappe à la tradition proprement « papiste », les jugements relatifs aux camisards demeurent malveillants. Historien de l'époque Louis XIV, Voltaire se borne à invoquer, au profit des malheureux combattants cévennois, les circonstances atténuantes. Monarque en tête, le gouvernement les avait persécutés abominablement. Le plus curieux, c'est l'hostilité sans voiles que les Eglises protestantes, au dix-huitième siècle, professent vis-à-vis des maquisards des Cévennes, dont le « baroud d'honneur » semblait mériter mieux qu'une telle haine, agissant surtout de coreligionnaires victimes de communes discriminations.

On pense, à ce propos, au long purgatoire de Jeanne d'Arc, tenue en peu d'estime après sa mort par les Français, qu'elle avait pourtant « sauvés ». Les graves pasteurs de Genève et de Nîmes, vers 1750, considéraient que les Inspirés camisards ont donné un exemple dangereux pour la foi, pour la raison et pour les mœurs. Certains prophètes sont même accusés par les « ministres » d'être de vils débauchés, des exhibitionnistes, etc. Seul Antoine Court, historien et militant du protestantisme sous Louis XV, a su rendre aux camisards un hommage lourd de sens : il a redécouvert leur passé,

il a utilisé à ce propos les procédés de l'enquête orale. On souhaite qu'un éditeur, motivé par le jugement positif de Joutard, ait le courage de rééditer l'histoire camisarde d'Antoine Court. Même celle-ci, pourtant, demeure très réservée vis-à-vis de ce que l'on appelle le « fanatisme » des Cévennois de 1703. Mal aimé de ses historiens d'autrefois, qu'ils soient de foi genevoise ou romaine, le groupe camisard a néanmoins conservé depuis toujours un bataillon sacré d'inébranlables fidèles. Le peuple des Cévennes, de 1703 à 1977, n'a jamais oublié ni lâché ses défenseurs de jadis, sortis de ses entrailles, et qui l'ont aidé à survivre. Tel se trouve la partie la plus neuve du travail de Joutard. Au terme d'une enquête strictement orale, menée après de divers vieillards des villages cévennois, l'historien d'Aix a su faire la part de ce qui est, dans ces montagnes, tradition populaire authentique et non livresque.

Au cours de cette recherche, Joutard est tombé sur quelques trésors : il a mis au jour de lointains souvenirs qui remontaient quelquefois, par grand-mères interposées, jusqu'au seizième siècle, jusqu'à l'époque très ancienne du refus de conversion au protestantisme.

EMMANUEL LE ROY LADURIE. (Lire la suite page 17.)

NOUVEAUTÉS

● LE ROMAN EN LIBERTÉ — *Féliken Marceau*, avec un ton allégre et passionné, donne un essai sur le roman et une analyse de son métier (Gallimard).
● FORTUNE DE FRANCE — *Robert Merle* se propose de donner « à ceux qui en ont cure quelques leçons oubliées », par le biais d'une chronique romanesque qui se situe dans la deuxième moitié du seizième siècle (Pion).

tube
Le monde
Cela est...
On peut...
C'est...
Cela est...
On peut...
C'est...
Cela est...
On peut...
C'est...

RADIO-CASSETTE
BLAUPUNKT
7x12 + 150 exemplaires

UROFRANCE

APONASIS!

ARNYS SOLDE

FRAGMENT DE « DU DOMAINE »
L'eau
Sur le point de dire
Comme tout le monde :
Qu'est-ce qu'on me veut ?
L'eau
Des nappes.
L'eau
Des réservoirs.
L'eau
Qui n'en finit pas
De se réver.
L'eau,
Matrice du cri.
Chantonnant, lui,
Au-devant de quoi ?
Peut-être
Un bruit de source.
Peut-être
Un rûle.
La nuit
Creuse la nuit.

fiction de la toile dans sa totalité. Paroi, à cet égard, est encore plus caractéristique. Qu'est-ce qu'une paroi, sinon une vue de l'esprit, une muraille, une séparation, une frontière en même temps tangible et spirituelle : un principe de scission et une déchirure d'où naît un manque immense ? Du domaine — on notera le parti pris du titre — est, en quelque sorte, le couronnement de cette conquête. Le domaine ne se définit qu'à la lumière de ses composantes, lesquelles sont simultanément des évidences rétinienne et des réflexions sur les rapports probables de cause à effet, dans les phénomènes enregistrés. Il ne peut pas, pour Guillevic, même

Jean Cayrol

de l'Académie Goncourt

Les enfants pillards

« Un petit livre merveilleux, direct, simple, transparent... sa flûte mozartienne, savante et naïve, a rarement produit un chant aussi pur et qui va si loin ! » Jacqueline Piatier / Le Monde

RECIT 192 pages 37 F.

صحة من الامل

romans

Massacre sur un air d'opéra

● Klots est à l'aise dans tous les genres.

Il ne surprendrait pas, Klots nous surprendrait. A chacun de ses livres son imagination prend le pouvoir. Il a gardé cette possibilité, rare à l'âge adulte, de braver sa petite machine à réver sur n'importe quel sujet; Klots a la réverie universelle. L'incursion dans la préhistoire ne l'effraie pas plus que ne le défontent les pièges des espions. Son style se moule aux objectifs choisis; tantôt il vire au burlesque, tantôt il tricoté du nouveau roman.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, qu'il signe Patrick Carvin pour le tout-venant ou Klots pour la

littérature à plume, son appareil de caméion ne suffit pas à masquer une phrase qui va droit au but et un lyrisme qui en fait voir de toutes les couleurs. Et jamais en panne avec ça! Tous les six mois, il vous pend au nez un petit Carvin ou un « sérieux » Klots! Cela dure depuis dix ans, depuis l'instant où, touchant des doigts les délices et les affres de l'Asertyulop, il a livré une vingtaine de romans sans donner signe d'essoufflement. Le « ça » marche, comme dirait Lacan.

On n'en est que plus à l'aise pour affirmer qu'il ne faut pas prendre le dernier-né, Darakan, au pied de la lettre. Question de prudence, de protection de soi-même. Car, enfin, le lecteur n'est pas évidemment doté de nerfs

d'acier à l'instar de l'homme au masque de fer. Suivre sans haut-le-cœur un cortège de tueurs lâchés dans la jungle des grandes cités d'Europe et d'Amérique, et qui répandent des fûts d'hémoglobine, impose la distance réflexive. Têtes arrachées volent, corps déchiés s'éparpillent. Quel puzzle!

Darakan est un tueur professionnel — le genre qui assassine sans vindicte particulière. Il s'est fait tendre un piège par le signataire d'un contrat. Darakan est donc l'histoire d'une vengeance assuée par un tueur glacé et vieillissant épris d'une jeune bossue et accompagné d'un adolescent apollonien et unijambiste. Halo anachronique

et néanmoins nécessaire dont on se doit d'envelopper l'ange exterminateur.

Il faut avoir le formidable culot de Klots pour mettre en branle tous ces stéréotypes et son talent pour réussir leurs métamorphoses au contact de l'imaginaire. Que dire du style à l'encontre des règles du genre: baroque, somptueux, il accomplit ce petit miracle de tirer la phrase au-delà du ridicule vers l'enchantement. Il court dans ce livre un air d'opéra moderne avec balles dum-dum et parabellum. Le pire est que « ça » prend.

BERNARD ALLIOT.

* DARAKAN, de Claude Klots, éd. Lattès, 285 pages, 49 F.

Ce Giono d'aujourd'hui

(Suite de la page 13.)

Rien moins que trois livres ramènent donc Giono au premier plan de la scène en ce début d'hiver. Des sept récits de *Faust au village*, trois seulement avaient été publiés en revue en 1950. Une note de l'éditeur indique que leur regroupement est dû à l'auteur lui-même. Une des investigations de Pierre Citron dans le quatrième tome de la *Pléiade* situe leur composition pendant la rédaction du *Hussard sur le toit* qui s'est étalée sur cinq ans. Si bien que les grands romans réédités reparaissent en même temps que ces textes courts qui leur sont contemporains. On n'en saisi que mieux à quelle diversité d'inspiration et à quelle maîtrise de son art Giono peut atteindre.

Une très évidente unité préside au recueil de *Faust*. C'est, avant *Ennemond* (1968), une petite socio-géographie du Haut pays, sous forme poétique et dramatique. Le premier récit, *Monologue*, est réellement, au sens musical du terme, une ouverture. Nous sont présentés, sans affabulation, les lieux, les êtres, leurs us et leurs coutumes. Et parce que, d'emblée, tout le paysage est décrit à l'antienne, envahi par la brume, la tonalité de l'en-

semble sera sombre. Comme couleurs, le vert bronze et le brun dominent, et le mauvais temps, même si c'est l'été, et la nuit et les tornades de pluie. Une touche de soleil pourtant, une journée de vendanges, fera ressortir le noir de la composition. Mais, dans ce pays montagnard où l'on n'a pas vraiment droit à la vigne, où elle est une chose extraordinaire, les vendanges sont très particulières. « Nous nous délectons à des choses lugubres et tristes... Si nous partons, c'est de mort. » La mort tient en effet le premier rôle dans ces histoires de paysans. Ici, on en parle; là, on enseveli; ailleurs, on tue avec la pire sauvagerie...

La variété de forme et de ton que revêtent ces récits est admirable: monologues, dialogues, chœurs, et tantôt c'est une farce presque sacrée (*La Croix*), tantôt une tragédie antique (*Silence*), tantôt un conte fantastique (*Faust*).

Ces deux derniers récits, les plus beaux du recueil, sont particulièrement révélateurs de la richesse des jeux dont Giono dispose. Dans *Silence*, la mort subite d'un des notables du village entraîne le meurtre, à coup de couteau, de bête ou de corde pour se pendre, de quatre sur

vingt des héritiers. Nous n'assistons à rien. Tout nous est rapporté au sein d'une assemblée de commères qui volent passer les acteurs du drame. Giono ne cherche pas ici le réalisme du langage paysan. Il est au-delà, dans le grand tragique eschyléen. Un pur poème.

A l'opposé, *Faust au village*. C'est une des rares incursions du satanisme dans l'œuvre de Giono. Un camionneur rencontre à chacun de ses voyages dans la bourrasque, un mystérieux auto-stoppeur. C'est lui qui raconte: on est happé par le naturel, la vraisemblance, la simplicité de son récit. « Tu es de campos? — Oui — Tu es malade? — Oui — Qu'est-ce que tu as? — Il m'est arrivé une drôle d'histoire... » Au terme de celle-ci, le camionneur apparaît comme envouté, et rien ne piège mieux le langage populaire que ce sulfureux récit. Cela vaut presque l'apparition du Diable dans *Sous le soleil de Satan*, de Bernanos.

En même temps que les scènes modernes de cet enfer rustique s'offrent à nous les quatre grands romans: *Angelo*, *Mort d'un personnage*, *le Hussard sur le toit*, *le Bonheur fou*, qui forment le « cycle du Hussard ». Mais a-t-on

vraiment jamais entendu parler de ce « cycle »? Cette décalogie, un moment prévue par Giono, devait mettre en parallèle l'histoire de la mortelle de Juliette de la révolution de 48, avec celle du vingtième siècle que l'écrivain venait de vivre à ses dépens; en parallèle aussi la destinée d'un romantique héros du dix-neuvième siècle avec le bonheur d'un individu pouvait se forger, dans les vicissitudes de notre époque.

Le « cycle du Hussard »

Ce quatrième volume de la *Pléiade*, qui définit, à travers les précédents « Carnets » inédits, les intentions de l'auteur, avortées, déjouées par le développement autonome de la création, fait rentrer dans le « cycle du Hussard » le merveilleux roman qu'est *Mort d'un personnage*, souvent laissé en marge de l'œuvre, et qui en est peut-être un des sommets. Le petit-fils du hussard Angelo y assiste aux derniers moments de sa grand-mère, Pauline de Thiers. Nous sommes en 1940. Mais peu importe, nous sommes dans le grand affrontement où tout homme se mesure à la mort, à la déchéance de ceux qui l'ont précédé, à l'effacement des dieux. Au moment où Giono écrivait *Mort d'un personnage*, il vivait l'agonie de sa mère...

C'est vrai que la « nouvelle critique » ne s'est pas beaucoup intéressée à Giono, en dépit de tout ce qu'elle aurait à y prendre. Mais le commentaire qui accompagne cette édition de la *Pléiade* fait plus et mieux. Il colle au texte, il l'éclaircit. Et aucune construction théorique ne ferait davantage comprendre le mécanisme, l'essor, de cette création, l'une des toutes premières de notre époque et dont l'heure, peut-être, est venue.

JACQUELINE PIATIER.

- * ŒUVRES ROMANESQUES COMPLETES, de Giono. Tome IV; Pléiade Gallimard, 1744 pages, 128 F.
* FAUST AU VILLAGE, de Giono. Gallimard, 168 pages, 30 F.
* LES CRITIQUES DE NOTRE TEMPS ET GIONO, par Roland Bourment, Garnier, 226 pages, 23 F.

CORRESPONDANCE

A propos d'un dictionnaire

A propos du Dictionnaire de littératures françaises contemporaines (Ed. J.-P. Delarge) que nous avons évoqué dans le Monde des livres du 13 janvier, les trois auteurs: Claude Bonamy, Tony Charano et Daniel Coster nous signalent que, contrairement à ce que nous avons écrit, ils n'ont oublié ni Paul Morand (pp. 229-230) ni André Pieyre de Mandiargues (pp. 253-256) qui « font chacun l'objet d'une longue notice ».

« Il paraît que nous ignorions les écrivains du Canada à l'exception de Gaston Étren, poursuivait-il. Arna Hébert, Réjean Ducharme, Jacques Godbout, seraient-ils picards ou bas-normands? »

(Dont acte pour le premier point, quant au second reproche, notons seulement que nous n'avons pas dressé la liste des écrivains du Canada — qui figurent dans le dictionnaire parmi les représentants de la littérature française, — mais que nous nous sommes étonnés que, dans le chapitre consacré aux « 4 expressions régionales », à côté d'un tour d'horizon sur l'Alsace, l'Océanie, la Bretagne, figure la littérature belge, qui n'est pas plus « régionale » que la littérature suisse, québécoise ou haïtienne, absentes du dictionnaire! — N. Z.)

Pétales de sang

Le grand romancier italien, le maître de la « science-fiction », le maître de la « science-fiction », le maître de la « science-fiction »...

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Le maître de Paris rendra hommage à son communal

Advertisement for Michel del Castillo's 'Le Sortilège Espagnol' by Julliard. Includes quotes from Jacqueline Bruller, Gilles Rosset, and Jacques Chancel.

Advertisement for Edmond Buchet's 'Nouvelle Connaissance de la Musique' by Bernard Gavoy.

Advertisement for Lucien Herr's 'le socialisme et son destin' by B. Poirot-Delpech, published by Calmann-Lévy.

Advertisement for Didier Decoin's 'John l'enfer' by John P. L'Enfer, published by Seuil. Includes a portrait of the author.

histoire

La révolte des camisards

(Suite de la page 13.)

Joutard a montré surtout avec quelle voracité la légende camisarde, qui s'est identifiée de plus en plus à la gauche, a digéré les souvenirs plus récents, liés aux luttes pour la tolérance religieuse et politique.

Le folklore cévenol de 1970, ou du moins la tradition orale, a ingurgité la geste de Jean Cavalier, chef camisard ; mais ce folklore a aussi protestantisé l'aventure des révolutionnaires de 1793 ; celle des révoltés contre le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte, en 1851 ; et même celle du capitaine Dreyfus, dont les défenseurs protestants, attentifs à l'épreuve des minorités, furent nombreux dans ce petit coin de Languedoc. Les choses en sont venues jusqu'au point paradoxal où la contrepartie, pour-tant médiocre, maquisard-camisard a permis de magnifier la résistance cévenole de 1944 contre les Allemands ; il a suffi pour cela de la mettre en équation avec le soulèvement huguenot de

1703, tourné contre les dragons et l'Eglise romaine.

Miracle : ces traditions orales, voici plus de cent ans, ont même assuré le renouvellement salutaire de l'histoire savante, qui fut si longtemps hostile aux Cévenols. Au milieu du dix-neuvième siècle, un jeune méridional au prénom flamboyant, Napoléon Peyrat, était fier à la fois de cathares et de camisards (autre cousinage fascinant et légendaire) ! Il avait sué avec le lait le souvenir, verbalement transmis, des combats cévenols pour la liberté de conscience. Un jour Peyrat « monta » vers la capitale. Il y trépassa les écrivains, les historiens.

Michelet qui, jusqu'alors ne s'intéressait guère aux Cévennes, eut brutalement le coup de foudre pour Napoléon Peyrat, et pour le passé rebelle et montagnard que ce jeune homme transportait avec lui dans ses valises. Il comprit, en un éclair, le caractère sauvage, profond, bref romanesque du phénomène de la résistance huguenote. Avec cette « conversion » du grand historien

aux sympathies camisardes, annoncée avec fracas dans son Histoire de France, les yeux se dessillèrent, la vérité sort de son puits, l'élan est donné. L'historiographie est retournée comme un gant. L'image romantique des camisards gagne tous les cœurs : cent ans après Michelet, les historiens protestants et même catholiques ne jurèrent plus que par les héros des Cévennes ; ils vouent les persévérants anti-cévenols à la poubelle de l'histoire.

Ce virage « en épingle à cheveux » est tellement définitif que le malheureux pasteur Bost, admirable historien d'archives du début du vingtième siècle, se vit vertement rappeler à l'ordre par ses confrères huguenots. Bost osait signaler, en effet, preuves à l'appui, que les Cévenols avaient quand même commis des atrocités, pris des contacts avec les puissances ennemies de la France, et présenté certains traits néopatriotiques ! Aujourd'hui, l'administration pro-camisarde gagne des cinéastes comme Allio, et des occultistes comme Robert Lafont : bon prince, Lafont passe généralement l'éponge sur le fait que les huguenots du Midi, quand ils causaient avec l'Esprit-Saint, ne le faisaient, ô horreur, qu'en français, et jamais en occitan. Partout, en 1978, l'incense fume aux pieds des autels cévenols.

Le livre de Joutard ne cherche pas à démentir ce qui pour nous constitue le double, et formidable mystère des Cévennes. Pourquoi dès le début ces montagnes ont-elles constitué, en France, quatre siècles durant, l'unique et infrangible bloc du protestantisme rural ? Et puis, seconde question, quelles structures psychiques faut-il mettre en cause, névrotiques ou normales, négatives ou bénéfiques, en ce qui concerne les fureurs convulsionnaires dont les prophètes camisards tiraient le meilleur de leur force persuasive ? Mauvaise hystérie ? Bon langage du corps ?

Pour l'heure et même pour beaucoup plus longtemps, le livre de Joutard explore de très loin le meilleur ouvrage que nous possédions sur ce peuple de montagnards et de bergers qui fit trembler Versailles. Le professeur alors rappelle opportunément qu'on est toujours le camisard de quelqu'un, d'Antoine Court, ou de Napoléon Peyrat. On finissait par oublier que dans le long terme où tout le monde est mort, ce sont les historiens qui consacrent, et personne d'autre. Ils ont bien du pouvoir, que diable ! Si Michelet était tombé amoureux de Louis XV, comme il le devint des camisards, ce monarque injustement décrié serait tenu aujourd'hui pour l'un de nos plus grands rois.

EMMANUEL LE ROY LADURIE. * LA LEGENDE DES CAMISARDS, de Philippe Joutard. Une sensibilité au passé. Gallimard, 438 pages, 59 F.

Max Gallo et les leçons de la mémoire

MAX GALLO est surtout très connu aujourd'hui comme romancier et critique. Avec le Pouvoir à Vif, il s'impose aussi comme historien du présent et théoricien de l'histoire. On trouvera dans ce recueil d'essais trois moments de sa réflexion, trois moments de l'histoire de France : 1988, 1971, 1978. Trois stades également de la réflexion politique, menant de l'optimisme anarchisant des événements de mai au pessimisme de la crise, toujours anarchisant puisqu'on aime de moins en moins l'Etat dans notre pays. On attendait le socialisme libéral. On craint l'Etat totalitaire. On voulait tout. On ne désire plus rien.

Puis qu'une interprétation d'événements particuliers, cette suite de textes propose une méditation générale sur le rôle et les fonctions de l'histoire dans la société française. C'est un problème central de cette nation curieuse, dont la culture historique, c'est-à-dire la mémoire, juxtapose l'une des écoles les plus brillantes du monde occidental et une production exceptionnellement dense et

continue de fantasmes sur son passé. Vers 1968-1971, il y avait le mythe de la Commune, l'idéalisation du mouvement ouvrier. Aujourd'hui, prolongeant la pensée de Max Gallo, on devrait mettre en garde contre la glorification du passé paysan — conséquence peut-être fatale de la prise de conscience écologique — et contre la réverie philo-psicho-historique sur l'Etat et les pouvoirs, contre la poésie sociologique à la Foucault.

n'est plus une réflexion sur le devenir humain. Elle n'est plus conscience de la apocryphe. Pourtant, jamais nous n'avons eu tant besoin de sa mémoire. Ainsi le souvenir de mai 1968 s'efface. On en trouve un tableau et une interprétation saisissants dans le troisième essai du Pouvoir à Vif. Comment ne pas sentir dans le parti communiste d'aujourd'hui comme dans celui d'aujourd'hui la même capacité, psychologique autant que politique, de retrait, de dégageant, vis-à-vis de la gauche des autres, qu'il s'agisse des gauchistes de 1968 ou des socialistes de 1978. La pratique de l'histoire évite que l'on promette pour l'avenir des phénomènes essentiellement cycliques.

Max Gallo a raison, aujourd'hui plus encore qu'hier : l'histoire ne peut se contenter d'être une science qui se désintéresse du présent.

EMMANUEL TODD. * LE POUVOIR A VIF, DESPOTISME, DEMOCRATIE ET REVOLUTION, de Max Gallo. Robert Laffont, 287 pages, 39 F.

Mille tranches de recherche

Cette coexistence pacifique de la science et du rêve est, selon Max Gallo, rendue possible par l'éclatement du domaine des historiens en mille tranches de recherche — micro-thèmes, lieux ou époques — et par la place très large tenue par les études sur le Moyen Age et l'Ancien Régime dans l'ensemble des travaux. Le présent est loin. En France, actuellement, et Max Gallo le prouve bien, l'histoire

Un chouan dans les Cévennes

André Chamson fait le surprenant portrait d'un prêtre ennemi de la Révolution parmi les camisards.

PARCE qu'ils étaient protestants, dit M. de La Pallice, les camisards n'étaient pas très catholiques. En outre, même avant que les dragons de Louis XIV leur eussent fait passer le goût d'être monarchistes, leur religion et Genève leur avaient donné celui d'être républicains. De tous les peuples des provinces, aucun n'était mieux prêt à recevoir la Révolution comme l'autre face de sa vérité. L'idée ne serait évidemment venue à personne de choisir cette région des Cévennes, plus forte, plus rouge, pour y faire pousser la chonannerie. C'est pourtant ce qui arriva. Et quelle est l'histoire paradoxale qu'André Chamson nous raconte, avec celle de son héros. Le paradoxe redouble, et s'explique, dans ce fait que cet insurgé, à peu près oisif, n'en fut pas moins comme poisson dans l'eau natale. Jusque dans le combat fanatique, malgré tout ce qu'on sait de la rage des haines locales, plus fortes que les idéologies, il fait bien qu'il y ait une omnivore profonde pulvé dans l'enfance, la terre, les racines communes. Et si véritablement, que l'historien, le logographe, le romancier, cévenol, camisard dans l'âme, voit lui-même avec quel étonnement en effort de justice tourner à une espèce de sympathie, parfois

de tendresse. C'est la première leçon du livre.

Et, pourtant, Jean-Louis Solier, dit « Sans Peur », petit noble et prêtre, n'y est pas allé de main morte. D'abord, par combativité de sa foi et de son roi, il est devenu, par la force des choses, brigand et chauffeur, et cela pendant huit ans ! Or, même chez les protestants, il trouvait asile. Pour en venir à bout, il fallut une petite armée ; pour le condamner, une juridiction d'exception. Et sa marche à la mort, en chantant le Miserere, s'accomplit dans un grand silence : même les femmes et les fils de ses victimes se taisaient. Plus encore : c'est par leurs descendants que son histoire s'est transmise. Et c'est de l'un d'eux qu'André Chamson en a recueilli le dernier écho. Plus que les archives, ce sont ces voix de la mémoire qui donnent au récit sa vie et sa vérité : par la force de sa propre parole, le collecteur de témoignages se fait lui-même témoin.

Histoire inactuelle ? Certes pas, quand le terrorisme est rapt, chantage, prise d'otages, pillage et assassinat. La guérilla se pervertit en vieillissant, et le guérillero : « Il peut glisser », écrit Chamson, et c'est la deuxième leçon, du rebelle au brigand, puis au tueur, puis au voleur de grand chemin. (...) Heureux les mortels qui ne durent pas plus de deux ou trois années. Ce fut le cas de ceux que nous avons connus. C'était peut-être déjà, trop pour que l'écume nous fût épargnée. En tout cas, il était temps. YVES FLORENNE.

* SANS PEUR, d'André Chamson. Plon, 192 pages, 35 F.

Le Monde DE L'EDUCATION

LA POLITIQUE AU LYCÉE

« Un cancer ronge l'éducation, qui a nom : politisation », écrit le R.P.F. dans sa brochure sur l'éducation M. Haby, de son côté, a souvent dénoncé les « propagandistes sans scrupules », qui « indoctrinent » les jeunes.

Qu'en est-il dans la réalité ? Une grande enquête menée par « le Monde de l'éducation », dans plusieurs régions françaises montre que ces alarmes sont bien excessives. L'agitation politique a pratiquement disparu des établissements scolaires. Mais si le militantisme diminue, un souci nouveau apparaît : le désir de nombreux élèves et enseignants d'aborder franchement les sujets politiques en classe.

Egalement au sommaire : — Les métiers de la psychologie. — La presse à l'école : ce qu'en pensent les professeurs. L'édico de « Défense de la jeunesse scolaire ». Tableau comparé de trente collections de littérature de jeunesse et de leur utilisation pédagogique possible. Les directeurs d'école sur la salubrité en auto-Bretagne. Index des articles publiés dans « le Monde de l'éducation » en 1977.

Le Monde de l'éducation 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 05. Le numéro : 6 F. Abonnement (11 numéros) : 50 F.

18° PRIX de POÉSIE François VILLON

(3 prix poétiques) Tous renseignements contre enveloppe timbrée 14, rue Le Bua - Paris-20°

ANTOINE GOLÉA « La musique de la nuit des temps aux aurores nouvelles »

Des véritables origines des sons à la musique du XX° siècle à laquelle il consacre tout le second tome de cet ouvrage, l'auteur présente une synthèse originale et hardie de l'histoire de la musique.

2 vol. de 464 et 496 pages au format 135 X 180, sous couverture glacée couleur, chaque 45,80 F A. LEDUC - 175, rue St-Honoré 75040 PARIS CEDEX 01

Advertisement for Bernard Gavoty's Alfred Cortot. Includes text: "Bernard Gavoty de l'institut Alfred CORTOT Buchet/chastel".

Advertisement for 'NE MANQUEZ PAS LE DEBUT.' Includes text: 'Le début du récit. Le début du mensuel : "A suivre". Dans "A suivre" la bande dessinée retrouve la dimension du récit. Le récit, c'est l'imaginaire. Quand le langage et l'image de la bande dessinée font irruption dans le récit, l'imaginaire devient sans limite. Pour "A suivre", les meilleurs auteurs, Tardi, Forest, Pratt, Auclair écrivent de véritables romans, en bande dessinée. "A suivre", un souffle épique passe chaque mois. "A suivre", le magazine du récit. 108 pages, 10 F, chez votre marchand de journaux. Egalement en Belgique et en Suisse.'

Advertisement for 'A SUIVRE' magazine. Includes text: '(A SUIVRE) 1 PRATT AUCLAIR DISCIPLES LES CELTES JEAN MARKALE XAVIER GRALL TARDI FOREST "ICI"'. At the bottom: 'Aujourd'hui, le roman s'écrit aussi en bande dessinée.'

culture

LE JOUR DU THÉÂTRE

Le message de Ionesco.

Jean-Louis Barrault reprend tous les mercredis dans la grande salle du Théâtre d'Orsay (en alternance avec Eden cinéma et Harold et Maude), Rhinocéros de Ionesco qui avait été créé en 1950 à l'Odéon. C'est un cauchemar burlesque où l'on voit les habitants d'une petite ville atteints l'un après l'autre par une étrange maladie : la rhinocérosité, autant dire la bêtise... Des cornes leurs poussent et ils ne parlent plus, ils grommellent. D'où vient le virus ? De l'oppression... Berezoff, le héros innocent qui voudrait bien devenir comme les autres, mais n'y arrive pas parce que « son âme ne peut pas », reste seul, reste le dernier homme.

Quand Ionesco a écrit sa pièce, il pensait à l'oppression nazie. Qu'en est-il aujourd'hui des oppressions ? Elles ont pris les couleurs de l'ère-en-ciel. En relisant le texte, dit Jean-Louis Barrault, il nous paraît que cette œuvre remplit toutes les conditions d'un classique : sa vertu est d'avoir mille facettes dont toujours une au moins se révèle actuelle. Aujourd'hui le « message » de Ionesco est tellement évident que nous sommes surtout étonnés par la jubilation charnelle. Du commencement à la fin, tout n'est que sensations, un monde de sensations : le théâtre.

Questions sur « Horace ».

Le Théâtre du Rocher, compagnie indépendante « basée » à La Gardie fête le 21 janvier sa millième représentation pour la première de son nouveau spectacle (qui tournera dans le Sud-Est jusqu'au 18 février), Horace. Rome ne fut romaine qu'après décession avec la nation étrusque qui avait bien fait réaliser l'unité de la péninsule italienne... Trois moments se superposent. Celui de la légende — naissance de Rome début d'un empire... celui de l'épuration — la France de Richelieu, l'homme de la raison d'Etat et de l'entente avec le royaume... celui de la représentation, le nôtre, avec ses questions. La tragédie naît de la confrontation d'un groupe humain avec un destin sur lequel il n'ont que peu de prise.

Tchekhov et nous.

Jusqu'au mois de juillet, le Centre dramatique de Toulouse est encore formé de deux compagnies : le Grenier, dirigé par Maurice Sarrazin qui joue en tournée Pauvre Assassin et la Fabrique dirigée par Bruno Bayen qui présente à partir du 19 janvier dans sa ville, et à partir du 9 février à Suresnes, la Mousette. Le travail prolonge celui de Parcours sensible (1976), parcours de la sensibilité d'une classe condamnée — la bourgeoisie — à travers Tchekhov, Mstislawski, Sadek, Michel Dussan.

« Tchekhov, écrit Bruno Bayen, était le témoin d'une parole en déperdition. Il avait une qualité humaine majeure : l'attention à la vie. La Mousette est un roman d'apprentissage, une allégorie de la théâtralité où les personnages se construisent devant nous — suivant l'itinéraire de la formation de l'acteur... Petit théâtre du monde, mythique et dérisoire, écho de nos clichés quand ils étaient en train de naître. L'humour coupe le cou à la nostalgie ».

Gervaise à Montreuil.

Le Théâtre Ecole de Montreuil est une troupe non professionnelle où le travail théâtral est utilisé pour apprendre à s'exprimer, à développer sa créativité, à parler aux autres, et qui donne aussi le goût du théâtre. Deux troupes en sont issues. La première est composée de trois femmes et a donné en été son premier spectacle. Trois petites vieilles et puis s'en vont. La deuxième s'appelle le Théâtre à coulisses et après un travail sur Zola et son environnement social, présente à partir du 19 (du jeudi au dimanche) au Studio 19, rue Antoinette, à Montreuil, l'Assommoir.

Cinéma

UN ENTRETIEN AVEC ANDREI TARKOVSKY

L'artiste vit en parasite sur son enfance

« J'ai peu de choses à dire sur les femmes, dit Andreï Tarkovski. Le sujet de mon film est un homme qui relie les femmes et les enfants. Mais il ne s'est pas accompli en tant que fils et mari, et les enfants manquent d'un homme, d'un père. Alors il est le conteur, il reste en dehors de l'écran. On le voit seulement à six ans, puis à douze, pendant la guerre. »

« Les relations sont brisées et le conteur tente de les renouer, de retrouver ainsi son équilibre moral, mais il n'y parvient pas. Il vit avec l'espoir qu'il va régler sa dette d'amour, mais cette dette-là, personne n'a les moyens de s'en débarrasser. »

« Les femmes ne peuvent que tout briser. Mais non, je plaisante. On peut comprendre leur rôle de cette manière, mais on les aime, elles nous ont élevés, elles nous ont faits tels que nous sommes. Elles sont entières, elles veulent sauvegarder en nous leur enfant, alors que nous sommes déjà des vieillards. Le Miroir ce n'est pas un titre occasionnel. Le conteur vit sa femme comme la continuation de sa mère, parce que les femmes ressemblent aux mères, et que les erreurs se répètent — réel blesse. La répétition est un loi, l'expérience ne se transmet pas et chacun doit la vivre. »

« La nature est toujours présente dans mon film, et ce n'est pas une question de style. C'est

Les éclats de l'âme

(Suite de la première page.)

Reflet de ce reflet : voici qu'Alexis à son tour, s'éloigne de sa femme, de sa femme qui ressemble à sa mère (c'est l'admirable Margarita Tarkhova qui interprète les deux rôles) comme son fils lui ressemble et souffre de ce que lui-même a souffert. Toujours les mêmes malentendus, la même impuissance à se faire comprendre, à aimer, la même peine infligée aux autres. « Le destin, écrit le père, nous poursuit, tel un dément, le rasoir à la main. »

Le gosse a grandi. L'Histoire a fait irruption dans son existence. Trente-cinq ans après le bombardement de Madrid, des réfugiés espagnols racontent la tragédie de leur pays. Autre drame, autres soldats — des Russes, cette fois, qui halent un radeau sur un fleuve boueux. Déguisés en militaires, les petits écoliers doivent apprendre à tirer au fusil, à tuer peut-être. C'est la guerre, puis la victoire et ce cadavre hideux (Hitler) que l'on photographie. Plus tard éclatent la bombe d'Hiroshima. Plus tard encore, il y aura cette foule chinoise agitant le livre rouge.

Et l'interrogation, l'investigation

se poursuit, avec de nouvelles images rapportées de l'enfance. Pourquoi le bonheur qui semblait jadis à portée de la main s'est-il dérobé ? Pourquoi de l'autre côté du miroir tout était-il si doux, si simple, si tranquille, alors qu'aujourd'hui on titube dans le noir ? Le rêveur qui est maintenant olté, proche peut-être de la mort, laisse échapper un oiseau qu'il tenait dans la main. « Je voulais simplement être heureux », dit-il.

Ce film est noble et beau, parfois obscur comme l'immense forêt russe. Il arrive qu'on s'y perde, qu'on ne sache plus très bien de qui parle l'auteur, que les symboles nous étouffent. Aucune logique, sinon celle de la mémoire, aucun ordre, sinon celui que détermine l'inconscient du narrateur. Film-miroir, mais composé de mille facettes qui brisent et recomposent indéfiniment la réalité évoquée. Luxe et reflux d'images auxquelles il faut s'abandonner, comme Tarkovski lui-même s'abandonne à la marée de ses souvenirs. Ce qui compte dans cette mosaïque du temps retrouvé, ce sont moins les faits que les sentiments, et moins les sentiments que la fièvre lyrique qui embrasse cette quête-enquête d'un homme à la recherche de son identité.

L'ODÉON EST RATTACHÉ A LA COMÉDIE-FRANÇAISE

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, vient de signer le décret modifiant le statut du théâtre national de l'Odéon. Désormais, l'administrateur général de la Comédie-Française sera de droit directeur de l'Odéon. On souligne au ministère que ce nouveau régime ne fait que « qu'officialiser une pratique » puisque l'Odéon assurait déjà la représentation de spectacles de la Comédie-Française et qu'il continuait de mener une action de création et d'accueil. Le poste de directeur adjoint sera proposé à M. Jean-Pierre Miquel, actuel directeur de l'Odéon.

D'autre part, M. Michel d'Ornano est favorable au renouvellement du contrat de M. André-Louis Périnetti à la direction du théâtre national de Chaillot. La décision définitive dépend de l'approbation du ministre de l'économie et des finances, qui devra juger si les économies budgétaires réalisées par M. André-Louis Périnetti (environ 3 millions de francs) peuvent être affectées à la création.

MARIGNAN - GAUMONT OPÉRA - STUDIO DE LA HARPE MONTPARNASSE 83 - CLICHY PATHÉ - GAUMONT SUD - NATION MAISONS-ALFORT - GAUMONT ÉVRY - AVIATIC Le Bourget - ARGENTEUIL - CHAMPIGNY - ULYS ORSAY - EPINAY CENTRE C21. VERSAILLES

LES BASKETS SE DECHAINENT!

J'VAIS M'LE FAIRE

Interdit aux moins de 18 ans

Danse

Le « Roméo et Juliette » de Nouriev

Rudolf Nouriev est venu donner une trentaine de représentations de son « Roméo et Juliette », musique de Prokofiev, au Palais des sports de la porte de Versailles, et la « première » du mercredi 18 janvier m'a confirmé dans l'excellente impression que m'avait laissée le ballet à Londres, il y a six mois (« le Monde » du 20 juillet). L'accueil du public au rideau final a d'ailleurs été chaleureux.

A la différence du « Roméo » soviétique que Léonide Lavrosky avait présenté sur la scène de l'Opéra en 1958, et qui était un ample mimodrame où peu de variations étaient dédiées à la danse pure, celui de Nouriev est résolument fondé sur la danse théâtrale : tout est exprimé par des gestes et les duels eux-mêmes, magistralement réglés et dont les ripères sifflent aux oreilles, se disputent à l'aide de passe-pied et de grands écarts. A ce jeu-là, c'est de loin la première partie qui est la meilleure. Menée à un train d'enfer, la chorégraphie de Nouriev ne ménage pas Nouriev danseur, constamment en scène, plus jeune d'allure et de style qu'à ses plus beaux jours. Dans les éléments de décor que ce merveilleux artiste qu'est Eric Frigério a pu reconstituer sur le vaste plateau du Palais des sports, figurant principalement la place aux Herbes de Vérone, les groupes s'affrontent, se décomposent ou se recomposent comme les toiles de Corracchio ou de Piero della Francesca. Des acrobates professionnels s'y mêlent à l'image des fêtes du Palio à Sienne et même d'étranges et violents — qui sont des mandolines.

« A Paris, j'ai demandé à rencontrer Bresson. Nous n'avons eu de temps que de dix minutes, mais de meilleurs metteurs en scène que je connaisse. Je veux le voir, voir son visage, comment il parle. Je n'ai pas de question à lui poser, il me suffit. Je lui ai toujours écrit parce qu'il ne s'agit pas, comme on dit chez nous, sur le client. Il utilise très peu de moyens d'expression, et jamais on n'a senti un tel degré d'assiduité. »

« Il cherche la possibilité de parler de la vie, de montrer son côté unique, la non-répétition de chaque geste à l'écran. Mais la contradiction, c'est que ce geste est banal. Il exprime ce qui est typique à travers ce qui est unique, et ce savoir pour lier l'infiniment grand avec l'infiniment petit m'a toujours ému. Il me semble que j'ai toujours compris ce qu'il a voulu dire. »

Propos recueillis par CLAIRE DEVARIEUX.

Visions allégoriques

La deuxième partie pâtit évidemment du formidable imbroglio que seule la langue de Shakespeare pouvait dénouer et dont l'homme à abattre restera éternellement pour la postérité le fumiste frère Laurent, ses bénédictions débiles et ses fioles de cauchemar. Nouriev a tenté de résoudre le problème par des visions allégoriques, mais les meilleurs moments n'en restent pas moins les deux actings que Roméo danse avec Juliette, le premier jusqu'au chant de l'aloette, le deuxième morte (ou plutôt faussement morte !) ainsi que le vigoureux pas de deux, avec des cambres en arrière de toute beauté et un départ

LES PETITS CALINS

avec DOMINIQUE LAFFIN

Un film écrit et réalisé par JEAN-MARIE POIRÉ

MAINTENANT LES FILLES DRAGUENT...

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES (v.o.) - HAUTEFUILLE (v.o.) IMPÉRIAL PATHÉ (v.o.)

Après Andreï Roublev

LE MIROIR

le nouveau film d'Andreï Tarkovsky

Un chef-d'œuvre du cinéma, important pour notre destin.

Maurice Clavel

Gaumont

Danse

Le « Roméo et Juliette » de Nouriev

en coulisse fulminant, qu'il interprète avec Benvenuto.

Côté personnages, Juliette, sous les traits de l'étoile anglaise Patricia Ruanne, ne pouvait nous faire oublier la vision, à jamais poétique, de Galina Oulanova, mais manquée aussi galliardement par ses galants, il fallait encore démentir une fameuse souplesse. Tybalt, le bravache qui a appris l'écriture dans des livres d'arithmétique, prend un relief saisissant grâce au beau Frédéric Werner. Mercutio ne saurait non plus effacer la vision de Sergueï Kosen dans le rôle qu'il créa au Bolchoï, mais Nouriev en imaginant de rester hilare avec les Montaigu devant son cadavre nous a épargné au moins son interminable agonie. La Nourieva est une riboude — curieuse. La mère Capulet est une pin-up : au fond, c'est possible, Juliette n'a que quatorze ans. Quant au père Capulet, on dirait un roi de carreau jouant aux Follies Dramatiques. A part ça, la troupe du London Festival Ballet, superbement dirigée par Beryl Grey, brûle les planches. Et l'admirable partition de Prokofiev, Nouriev trois heures en scène, qui dit mieux ?

OLIVIER MERLIN.

JEAN-ALBERT CARTIER D'ANGERS A NANCY

M. Claude Couleau, maire (P.R.) de Nancy, secrétaire d'Etat au Commerce et à l'Artisanat, vient d'annoncer la prochaine création à Nancy d'un ballet national et d'un centre chorégraphique national, qui seront financés pour moitié par la ville et pour moitié par l'Etat. M. Jean-Albert Cartier, directeur du Centre chorégraphique et lyrique national et du Ballet-Théâtre contemporain d'Angers, qui vient d'être écarté du Théâtre municipal de cette ville (le Monde » du 28 septembre 1977 et du 11 janvier 1978), pourrait être appelé à la direction du ballet et du centre de Nancy. Rappelons que le chef-lieu de la Meurthe-et-Moselle est déjà le siège du Ballet de Lorraine, que dirige George Clément (« le Monde » du 17 janvier).

« Les Jeunesses Lyriques de France, fondées l'automne dernier, organisent une audition publique, le 27 janvier, à Paris. Les candidats retenus seront appelés à chanter dans des œuvres de Donizetti, Schubert, Terras et Rossini, montées en 1978. (Réassurances : J.L.F., 17, chemin de Saint-Privé, 95250 Bessy-champ.)

MERCREDI 25

LES PETITS CALINS

avec DOMINIQUE LAFFIN

Un film écrit et réalisé par JEAN-MARIE POIRÉ

Après Andreï Roublev

LE MIROIR

le nouveau film d'Andreï Tarkovsky

Un chef-d'œuvre du cinéma, important pour notre destin.

Maurice Clavel

Gaumont

INDONÉSIE

CLAUDE JANNEL

MADAGA SAUVAGE

JEAN-PIERRE POIREL

DROUOT

Rue de la Cour

Des Commissaires Preneurs de Paris

GAUDYORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCO

75001 PARIS - Tél. 544-30-72 - Telex 279506

DROUOT

Rue de la Cour

Des Commissaires Preneurs de Paris

GAUDYORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCO

75001 PARIS - Tél. 544-30-72 - Telex 279506

مكتبة من الأصل

SPECTACLES

Notes

Rock

Talking Heads

David Byrne, le parolier, chanteur et guitariste; Chris Frantz, le batteur; Martin Weymouth, le bassiste, et Jerry Harrison, l'autre guitariste et pianiste, ont donné leur premier concert à New-York en juin 1975 sous le nom de Talking Heads.

CLAUDE FLEOUTER. * Album Talking Heads 77 (dist. Phonogram, 910328).

Théâtre

« Le Bleu du ciel »

« Le Bleu du ciel » est l'image d'une harmonie impossible, d'une douceur enveloppante et inaccessible. C'est le titre d'un roman de Georges Bataille adapté et mis en scène par Serge Martin. Entre les

murs d'une chambre d'hôtel, ou du bordel, un homme assailli par des obsessions névrosées essaie de vivre sa souffrance et ne parvient qu'à l'écrire. Dedans — dans sa tête — s'entrechoquent désirs et désespoir. Dehors, la guerre se prépare, la guerre d'Espagne, les premiers engagements d'une spécialité amoureuse, le mort, Serge Martin est meilleur adaptateur que metteur en scène et directeur d'acteurs. Jolie Brover et Judith Anderson laissent toutes deux le champ libre à de fascinants dangers — la première blâmerment belle, mortellement calme; la seconde à la fois précise et mal assurée — mais les autres jouent perpétuellement le ridicule et l'attelage parfait.

COLETTE GODARD. * Cité universitaire, Maison de l'Allamagne, 27, boulevard Jourdan, 20 h. 30.

« Nefertiti »

Quiconque a lu les poèmes et les romans d'André Chénid, et a ainsi été à même d'approcher les qualités d'esprit et de cœur, et la rare musique de cette femme écrivain, éprouvera de la peine et aussi une vague colère en voyant qu'elle a été entraînée dans cette adaptation théâtrale de son roman « Nefertiti ».

Un comédien habile, Alain Mac Roy, a été engagé pour jouer le scribe, c'est la seule information que l'on ait le cœur d'apporter sur « Nefertiti ». Mais voici l'occasion de conseiller la lecture des œuvres d'André Chénid, en commençant, par exemple, par « Voyage premier » et « la Cité fertile », parus chez Flammarion.

MICHEL COURNOT. * Théâtre de la Plaine, 20 h. 30.

CONNAISSANCE DU MONDE

Salle Pleyel : Mardi 24 janvier à 18 h 30 et 21 h ; Dimanche 29 Janv. à 14 h 30

FASCINANTE INDONÉSIE

CLAUDE JANNEL. LE DERNIER EMPIRE DE LA VOILE - CULTES DES ANCIETRES CHEZ LES ORADIA - Trésor du royaume de Goa - Fastueux mariage d'un Rajah indonésien - Dans l'île de Célèbes - Une poésie d'un autre monde le NABADONG

LEVEL - Dimanche 5 février, 14 h. 30 - Mardi 7 février, 18 h. 30 et 21 h.

CANADA SAUVAGE

NAHANNI, Vallée des Hommes sans tête. Parachutage aux sources du Canada. Jean POIREL. Progression - Survie - Chutes, Victoria - Portes de l'enfer - Vallée tropicale - Grande route du Mackenzie - Grands canyons - Exploration des cavernes.

DROUOT Rive Gauche

Cie des Commissaires Preiseurs de Paris. GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE. 75007 PARIS - Tél. 544-38-72 - Téléx 270906

LUNDI 23 JANVIER (Exposition samedi 21)

- S. 4 - Bons meubles anciens et modernes. M. Adier, Picard, Tajan. S. 5 - S. 10 - Objets d'art et de bijou. M. Adier, Picard, Tajan. S. 9 - Mobilier, objets de vitrine. M. Pescheteau, Pescheteau-Radin. S. 12 - Gravures, tableaux mod. lithogr. par Sem. Objets d'art et d'ameublement XIX. Meubles et objets de style, tapis d'Orient. M. Chayette. S. 17 - Tap., b. mob. M. le Blanc.

LUNDI 23, MARDI 24 JANVIER (Exposition le 21)

- S. 1 - Imp. ensemble de volumes anc. et mod. M. Oger, Mme Vidal-Mégret. S. 2 - Objets d'art d'extrême-Orient. M. Adier, Picard, Tajan. M. G. Forrier.

MARDI 24 JANVIER

- S. 14 - Grands vins. M. Chayette.

MERCREDI 25 JANVIER (Exposition mardi 24)

- S. 3 - Ameubi. M. Boisgirard. S. 13 - Mobil. de style Louis XV et Louis XVI. M. Adier, Picard, Tajan. S. 10 - Livres de toutes époques sur l'histoire de Paris. M. Couturier, Nicolay. S. 20 - Méubles. M. Bondu.

JEUDI 26 JANVIER (Exposition mercredi 25)

- S. 1 - Objets d'art et de bijou appartenant des XVIII et XIX siècles. M. Adier, Picard, Tajan. M. J.-P. Dille. S. 6 - Bons meubles, M. Laucin, Guilloux, Ballefand, Tallier. S. 12 - Mobilier anc. M. Oger.

VENREDI 27 JANVIER (Exposition jeudi 26)

- S. 7 - Antiquités Moyen Age, XVIII, XIX. Meubles ep. Louis XIII. M. Morella, M. Hatton. S. 8 - Bibel. obj. d'art. by mbles. M. Godard, Solmet, Audap. S. 11 - Succession Mrs Squier.

Etudes annonçant les ventes de la semaine

- ADIER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 742-85-77. LE BLANC, 22, avenue de l'Opéra (75002), 073-99-72. BOISGIRARD, DE HECKEREN, 2, r. de Provence (75009), 770-81-36. BONDU, 25, rue Drouot (75009), 770-35-16. CHAMPETIER, DE RIBES, RIBES, MILLON, 14, rue Drouot (75009), 770-00-45. CHAYETTE, 10, rue Bonaparte (75008), 770-35-89. COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 555-85-41. GODEAU, SOLANET, AUDAP, 32, rue Drouot (75009), 770-15-53. 770-67-68, 533-17-31. MORELLA, 30, rue Sainte-Anne (75002), 742-52-12. NICOLAY, 32, rue Drouot (75009), 533-39-55. PESCHETEAU, PESCHETEAU-RADIN, 16, rue de la Grange-Batailliers (75008), 770-82-32.

ÉLYSÉES LINCOLN - MONTE-CARLO - LUMIÈRE - SAINT-LAZARE PASQUIER - QUARTIER LATIN QUINTETTE - 14-JUILLET PARNASSE - 14-JUILLET BASTILLE - CLICHY PATHÉ - CINÉVOG ST-LAZARE CAMBRONNE - PLM ST-JACQUES - Périphérie : CYRANO/Versailles - ARTEL/Rosny - ARTEL/Créteil LE FRANÇAIS/Enghien - TRICYCLE/Asnières

L'Amour Violé le nouveau film de YANNICK BELLON. Includes a stylized illustration of a man and a woman.

U.G.C. BIARRITZ (version anglaise) - CLUNY PALACE (version anglaise) - U.G.C. ERMITAGE - MAXÉVILLE - CINÉMONDE OPÉRA - U.G.C. OPÉRA - MONTFARNASSE-BIENVENUE - GAUMONT CONVENTION - CLICHY PATHÉ - MISTRAL - U.G.C. GARE DE LYON - 3 SECRÉTAN - PARLY 2 - ARGENTEUIL - ARTEL Créteil - ARTEL Port-Nogent - ULIS 2 Orsay - FLANADES Sarcelles - LES MUREAUX

Elle ne pouvait ni pardonner ni oublier... c'est l'heure où la femme passe de l'amour à la vengeance, de la passion à la terreur

De l'autre côté de Minuit. Includes a black and white photograph of a man and a woman.

après Londres et avant New York le PASAIS DES SPORTS présente RUDOLF NOUREEV avec le LONDON FESTIVAL BALLET dans Roméo & Juliette. Includes a large advertisement for the ballet performance.

Roméo et Juliette le Noureev. Includes a vertical advertisement for the ballet performance.

CONNAISSANCE DU MONDE. Includes a vertical advertisement for the documentary series.

LE MIROIR. Includes a vertical advertisement for the art gallery.

LOUEZ VOS PLACES PAR CORRESPONDANCE

Remplissez ce bon en indiquant 3 dates par ordre préférentiel car le contingent peut être épuisé pour l'une d'entre elles. Retournez-le au Palais des Sports, Porte de Versailles 75015 PARIS.

- PRIX DES PLACES: Orchestre 1^{re} série... 100 F, Orchestre 2^e série... 80 F, Piste... 60 F, Balcon 1^{re} série... 50 F, Balcon 2^e série... 35 F.

Form with fields for Nom, Adresse, Localité, Code Postal, Tél., Nombre de places, Prix unit., and other details.

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 19 JANVIER

CHAÎNE I : TF 1

18 h. 25. Pour les petits; 19 h. 30. L'île aux enfants; 19 h. 55. Feuilleton: L'accusée; 19 h. 15. Une minute pour les femmes; 19 h. 45. La parole est à l'Assemblée nationale (le groupe communiste); 20 h. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes; 19 h. 5. Émissions régionales; 19 h. 40. Tribune libre; la Fédération anarchiste; 20 h. Les Jeux; 20 h. 30. FILM (Hommage à Ch. Chaplin): MONSIEUR VERDOUX de C. Chaplin (1946); avec C. Chaplin, M. Correll, M. Raye, I. Elsom, M. Hoffman, M. Nash, C. Evans (N. Rediffusion).



CHAÎNE II : A 2

18 h. 25. Dorothea et ses amis; 18 h. 40. C'est la vie; 18 h. 55. Jeu: Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Jeu: Les six jours d'Antenne 2; 20 h. 30. FILM: CHANTONS SOUS LA PLUIE de C. Kelly et S. Doren (1952); avec C. Kelly, D. Reynolds, D. O'Connor, J. Hagen, M. Mitchell, C. Charisse (Rediffusion). En 1927, à Hollywood, l'invention du cinéma.

VENDREDI 20 JANVIER

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu: Réponse à tout; 12 h. 30. Midi première; 13 h. Journal; 14 h. 5. Émissions pédagogiques; 18 h. A la bonne heure; 18 h. 25. Pour les petits; 19 h. 30. L'île aux enfants; 18 h. 55. Feuilleton: L'accusée; 19 h. 15. Une minute pour les femmes; 19 h. 45. Eh bien... raconte!; 20 h. 30. Au théâtre ce soir: Une histoire de brigands de J. Deval avec J. Mauciard, A. Didier, J. Balutin. Un énorme canard bété par un clochard inventé!

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes; 19 h. 5. Émissions régionales; 19 h. 40. Tribune libre; la Nouvelle Action française; 20 h. Les Jeux; 20 h. 30. Série écologique: La qualité de l'avenir (La ville); 21 h. 30. Série documentaire: Les guerriers du soleil (deuxième partie: L'aigle qui tombe); de J. Soustelle, réalisation M. Boudou. 22 h. 20. Journal.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 30. Ski: Coupe du monde à Kitzbühel (descende hommes); 13 h. 35. Magazine régional; 13 h. 50. Feuilleton: Des lauriers pour Lila; 14 h. 5. Aujourd'hui madame; à 15 h. Série: Les brigades du Tigre (rediffusion); 15 h. 55. Aujourd'hui magazine; 17 h. 55. Théâtre sur; 18 h. 25. Dorothea et ses amis; 18 h. 40. C'est la vie; 18 h. 55. Jeu: Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Jeu: Les six jours d'Antenne 2; 20 h. Journal; 20 h. 30. Série: les Folies Offenbach; 21 h. 35. Émission littéraire: Apoptoses (La littérature fantastique en direct du Festival d'Avoriaz) avec MM. Pierre Boulez (le Bon Léviathan), Roger Collien de Méandros (l'écrit (Anthologie du fantastique), Christian Charrier (le Sismogène), Pierrette Fleutot (le Héros du bal), André Pieyre de Mandiargues (Arctobolide, le Merveilleux)); 22 h. 50. FILM (ciné-club): LES FILLES A PAPA de M. Mizrahi (1974), avec S. Ophir, Z. Harifai, Y. Shiloah, M. Bar-Adam (v.o. sous-titrée). Un riche bourgeois israélien, qui a eu huit filles en vingt ans de mariage, s'efforce d'élever un héritier mâle.

FRANCE - CULTURE

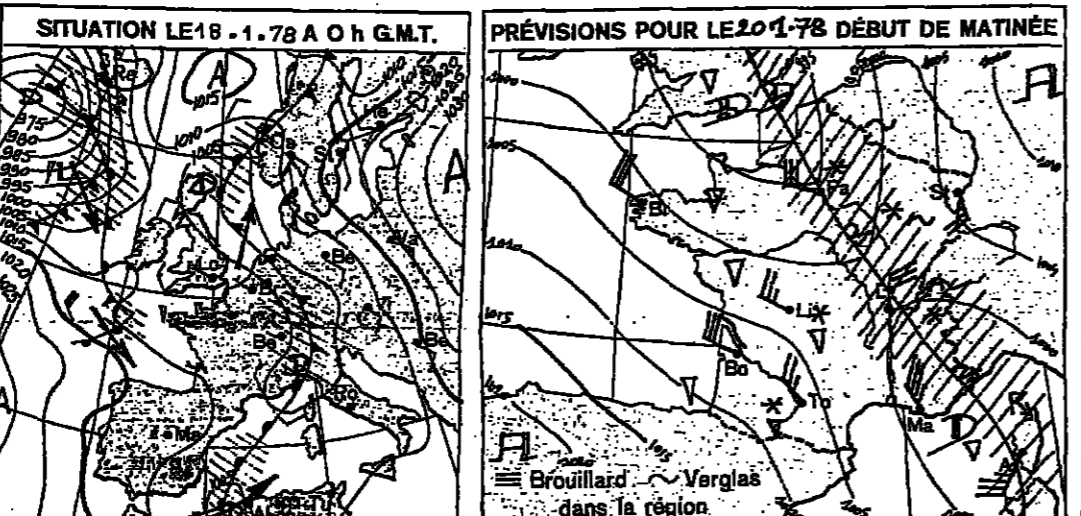
13 h. 30. Musique extra-européenne; 14 h. 5. Un livre, des voix: « Le Décret de Bata », de J. Roy; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture: les Français s'interrogent sur... le sacrifice; 16 h. 15. Poèmes de la musique; 18 h. 30. Feuilleton: « Le Mystérieux docteur Corbellius », de G. Leroux; 19 h. 25. Les grandes avenues de la science moderne; 20 h. 30. Musique de chambre: R. Leimann, violon (Tardif, Ysaÿ); A. Etzion, chant; J. Zak, piano (Arancowicz); 22 h. 30. Nuit magnétique; à 22 h. 35. Chloé; 22 h. 50. Le cinéma est fantastique; à Avoriaz; 23 h. 30. Les nouveaux ethnologues.

FRANCE - MUSIQUE

14 h. 15. Divertimento: Lehar, Sandauer, Kubsek; J. Struss; 14 h. 30. Triptyque; 13 h. 32. Musique d'ailleurs: E. Alven, T. Rangstrom, L. E. Larsson, A. Hermanson; 17 h. 15. Postlude; 18 h. 2. Musique magazine; 19 h. 15. Jazz time; 19 h. 45. A la manière: « Espagnole »; 20 h. 20. Cycle d'échanges franco-allemands: Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart. Direction Z. Maral avec P. Tortelier, violoncelle; « Symphonie en mi bémol majeur, n° 91 » (Haydn); « Variations sur un thème rococo, opus 33 pour violoncelle et orchestre » (Tchaikowski); « Don Quichotte, opus 35 » (R. Strauss); 22 h. 15. France-Musique la nuit: musiques de futur; 0 h. 5. Existe-t-il une musique-fiction?; 1 h. Paysages imaginaires.

AUJOUR'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 19 janvier à 0 heures et le vendredi 20 janvier à 24 heures: La nouvelle zone pluvio-neigeuse venue de l'Atlantique, qui affectait jeudi matin la moitié ouest de la France, continuera à se déplacer vers l'est, mais en ralentissant par suite de la haute pression sur l'Europe centrale.

Vendredi matin, cette zone de temps dépressionnaire s'étendra de l'embochure de la Seine et des Ardennes à l'est du Massif Central, au Jura, aux Alpes et au Sud-Est, avec un ciel très nuageux et des chutes de pluie ou de neige, même en plaine, et des formations de verges. Le soir, ce type de temps, ne s'étant déplacé que lentement vers l'est, dans la journée, persistera encore de la frontière belge et de l'Alsace au Jura, au nord-est des Alpes et à la Corse.

VOUS VOUS INTERESSEZ A LA METEO. Vous intéressez-vous aussi à la température qu'il fait chez vous? Un degré de moins = 7% d'économie d'énergie.

Bulletin d'enneigement

Renseignements communiqués par le Comité des stations françaises de sports d'hiver et les offices nationaux étrangers de tourisme. Le premier nombre indique l'épaisseur de la neige au bas des pistes; le deuxième indique l'épaisseur de la neige en haut des pistes ouvertes.

Liste officielle DES SOMMES A PAYER

Table with columns: TERMI, FINALES, SIGNES, SOMMES, TERMI, FINALES, SIGNES, SOMMES. Lists lottery results for various terms and signs.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 19 janvier 1978: DES DECRETS: Portant promotion et nominations de magistrats; Modifiant le décret n° 64-260 du 14 mars 1964 portant statut des sous-préfets; Portant nomination d'un inspecteur général des spectacles; Portant nominations à la Cour des comptes; Modifiant le décret n° 77-644 du 27 juillet 1977 fixant les conditions d'octroi de prêts aidés par l'Etat pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements en accession à la propriété.

LOTO 15 22 23 26 27 33 NUMERO COMPLEMENTAIRE 2

MOTS CROISÉS PROBLEME N° 1875. Horizontalement: I. On aurait envie de lui dire: « Gilles, mortel, n'appuyez pas »; II. Avec lui, on est sûr de s'entendre; Ne manquera.

Solution du problème n° 1874. Horizontalement: I. Ténifuge; II. Arène; III. Uns; liss; IV. Cinéma; IT. - V. E.M. Gide; VI. Esse; Eger; VII. Tu; SS; VIII. Tic; Amène; IX. Etalage; X. Ere; XI. Assomera.

Agence pour les Économies d'Énergie

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	30,00	34,32

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADRES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

MERLIN GERIN
Département Réalisations d'ensembles
GRENOBLE ET LEVALLOIS
recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS
DIPLOMÉS GRANDE ÉCOLE

Ayant une expérience d'au moins quatre ans dans le domaine des installations électriques industrielles ou postes T.H.T.
Connaissant la langue anglaise et/ou espagnole.

Auxquels seront confiés :

A GRENOBLE
des postes de
RESPONSABLES DE GRANDES AFFAIRES EXPORT

— Négociation
— Réalisation
— Suivi des affaires

A LEVALLOIS
des postes de
CHEFS DE PROJETS
(Centrales nucléaires)

— Etude
— Approvisionnements
— Suivi des chantiers

Ecrire MERLIN GERIN (D.F.C. - Réf. G.D.I. 93)
83 X - 38041 GRENOBLE

INTERTECHNIQUE
AERONAUTIQUE - ESPACE - PHYSIQUE
BIOLOGIE - MÉDECINE - INFORMATIQUE

recherche

Pour son département Télémétrie à ORSAY (zone industrielle de Courtabouf 91)

UN AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN
(Réf. 874)

Titulaire du B.T.S., débutant ou expérimenté. Pour la mise au point de sous-ensembles et ensembles de télémétrie.

Déjà des obligations militaires.

Nombreux avantages sociaux par accords d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adresseur C.V. avec références en précisant référence annonce à Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ CONSTRUCTIONS
recherche pour son siège PARIS

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
CHAUDRONNERIE ET MÉCANIQUE
BIENS D'ÉQUIPEMENT LOURD

ORIGINE :

- Ecole Supérieure d'Ingénieurs.
- Formation technico-commerciale chaudronnerie (connaissances des modes de construction, des aciers et métaux, des appareils, des procédures).
- Langue anglaise indispensable.
- Acceptant de voyager dans le monde entier.
- Introduction appréciée dans les milieux industriels, en particulier : Pétrochimie, Chimie, Nucléaire, Énergie.

Adr. C.V. dét. sous le numéro 45.215, à Contesse P. 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, Cedex 01, q. tr.

Dans le Cadre de son Expansion

VINIPRIX

recherche

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE PUBLICITÉ

ayant une solide expérience, de préférence chez un annonceur, et capable de :

- participer à la gestion d'un budget important
- contribuer aux études, recherches et créations
- élaborer les plans de campagnes avec les responsables Commerciaux.

Adresseur C.V. manuscrit, photo et présentations à Monsieur GUIGNERET - VINIPRIX
1, rue des Transports, 94150 RUNGIS

secrétaires

Secrétaires de direction

SECRÉTAIRE DE DIRECTION CONFIRMÉE
NIVEAU H.E.C. JF

excellente rédactrice, esprit d'initiative, autorité naturelle.

Lieu de travail proximité
Porte de Charenton.

Adresseur C.V. et photo à M. Nolsillet
STÉ VINIPRIX
4, quai de Bercy
94220 CHARENTON

demandes d'emploi

ARCHITECTE

NÉGOCIATEUR D'AFFAIRES POUR LE MOYEN-ORIENT

(architecture, construction et archi-intérieur)

- Ayant et pouvant justifier d'importants contacts affaires développés et concrets au Moyen-Orient.
- Ayant expérience vécue et solide du Moyen-Orient.
- Parfaitement trilingue.

cherche POSTE DE RESPONSABILITÉS dans bureau d'Études ou Entreprise voulant s'implanter au Moyen-Orient.

E. JABRE, 31, rue Jusseau - 75005 PARIS.
Téléphone : 633-32-09.

EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ
C.P.A. ANGLAIS

recherche Direction Administrative et Financière ou autre poste à responsabilité.

Exp. confirmée en contrôle de Gestion, problèmes financiers, juridiques, douaniers et personnel.

Exorts sous le numéro 45.221, à CONTESSÉ PUBL. 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS-1^{er}, qui transmet.

Première société française de REVÊTEMENTS et SANITAIRES en CÉRAMIQUE
siège social à Paris - plusieurs usines en Europe,
recherche pour sa Direction Exportation

deux cadres export

UN pour le MOYEN ORIENT

- Anglais parfait indispensable,
- Deuxième langue appréciée,
- Déplacements à prévoir 1/3 du temps.

(Référence 472a)

UN pour une région commerciale en R.F.A.

- Allemand parfait indispensable,
- Installation dans une importante ville d'Allemagne après six mois de formation en France.

(Référence 472b)

Pour ces postes, il est nécessaire d'avoir une formation ESC, 28 ans minimum, une bonne première expérience, l'habitude des négociations à l'étranger.

Connaissance des produits du bâtiment appréciée.

Veuillez écrire en précisant la référence à

INTERCARRIÈRES
1, rue du Halévy 75009 Paris

Nous sommes la filiale d'un groupe informatique Multinationale bien implanté dans son secteur.

Notre Société a réalisé en 1977 un C.A. de 60 millions de francs et se développe rapidement.

Nous recherchons notre

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Cet homme aura en charge, outre la gestion de notre Société, les questions juridiques, fiscales, douaniers, bancaires, ainsi que les problèmes de personnel et les relations avec les syndicats.

Le candidat recherché aura une formation supérieure de préférence, il alliera l'expérience du plus grand nombre des domaines ci-dessus mentionnés à la capacité de s'adapter à de nouvelles tâches.

Il parlera au rythme propre d'une P.M.E., il maîtrisera anglais couramment. Son expérience de la comptabilité américaine sera vivement appréciée.

Lieu de travail PARIS.
Rémunération 140.000 F. par an environ.
Envoyer C.V. lettre manuscrite sous réf. DB6 à

STRUCTURES
31, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

Ecole d'ingénieurs Paris recherche pour son Centre de Calcul :
Informaticien connaissant T 1600 et GAP, pour travaux d'analyse et de programmation (possibilité éventuelle de travail temps partiel). Ecrire à : ISEP, 21, rue d'Assas, 75270 PARIS, CEDEX 04.

Constructeur Européen de T.V. recherche pour sa filiale française, département 93 :
Carrière de chef de projet, spécialiste vidéo confirmé avec sens commercial approfondi. 30 ans minimum, sévères références exigées. Envoyer C.V. et photo, n° 16.537, Centre Ana, 21, rue d'Assas, Paris-2^e.

Si vous êtes jeunes mariés, si le climat magasin vous plaît.

NOUS VOUS OFFRONS :

- Un stage en magasin.
- UN TECHNICIEN
- Nous sommes SIE à succursales multiples de chaussures.
- Nos magasins sont situés dans la région parisienne.

Ecrire avec C.V. et photo à :
ES DEBARD,
77, boulevard Chanzay,
93-Montreuil.

JEUNE CADRE

maximum 28 ans
ESSEZ, HEC, SUP de Corce (option finance-comptabilité), 2 ans minimum d'expérience.

AUDIT ORGANISATION

pour organisation systèmes comptables, mise au point procédures informatiques.

Envoyer C.V. et présentations à :
15 899 P.A. SVP,
37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

GRUPE DE STES recherche pour importants démarrages
INGÉNIEURS
maîtrisant l'un des systèmes NOVA - SOLAR - SIRIS 3 C.I.S. 9, r. Hanovre-2^e, 337-99-72.

Société à PARIS (16^e) recherche URGENT
PERFOS VÉRIFIÉS EXPERIMENTÉS
sur I.B.M. 128 et 2741. Ecrire 25 rue L. 079 à P. Lichat S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

SOCIÉTÉ ROUSSON
16 bis, rue Grange-Dame-Rose, Z.I. Vélizy, recherche
AIDE-METREUR CHAUFFAGE-PLUMBRIER
Adresseur C.V. et présentations.

SVP
recherche pour son service d'INFORMATIONS FISCALES

CADRE FISCALISTE

28 ans minimum

Formation Ecole des Impôts ou ayant des compétences équivalentes et de préférence, spécialité en impôts directs.

Il aura pour mission de répondre aux questions les plus diverses sur la théorie et la pratique du droit fiscal.

Ecrire avec C.V., photo et présentations sous référence 78-01-01-47 à S.V.P., 34, rue de Valenciennes, 75384 PARIS CEDEX 08.

ASSOCIATION
recherche pour prévention

ÉDUCATEUR SPÉCIALISÉ

Quelques années d'expérience de travail en équipe

Contacteur Mlle LABAUME
• Sell par téléphone :
Domicile : 633-48-82.
Heures bur. : 324-32-34 p. 374
• Sell par écrit :
115, rue Notre-Dame-des-Champs, PARIS-6^e.

AGENT RECRUTEUR FORMATION SUPÉRIEURE

Embauche de personnel ouvrier et maîtrise.

Ce poste conviendrait à candidat dynamique ayant le sens des responsabilités et l'expérience dans la gestion du personnel.

ANGLAIS EXIGE.

Adresseur C.V. détaillé à MINET PUBLICITE (n° 4304/1)
40, rue Olivier-Bonnot, PARIS (11^e), qui transmettra.

Journaliste professionnelle, disp. longue expérience quotidienne : reportages, enquêtes, effectuait recherches, documentales, iconographiques, rédiger, notices pour entreprises, écrivains, etc. Ecr. n° 4.632, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

Cadre administratif, 34 ans, chef de service domes. gestion, organisat., coordinat., comptabilité, expérience étranger et français, études, des group. pr. Agent Liaison coll. tech. coll. adm. sup. Eur. TP (b. aff. pub.). Ecr. n° 2.098, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

Ing. AM. ESTABE form. jurid. de service bureau, stable, dactylo, spécific. mise en conc. fournis, rech. techn. adm. de SIA (travaux). Téléphone : 747-24-62.

Jeune Femme, 25 ans, cherche emploi bureau, stable, dactylo, petit secrétariat, standard, prêt. quart Montparnasse, 51^e lat. Libre de suite. Ecr. n° 638, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

J. H., 26 a., maîtrise droit privé

L.D.A. C.A.P.A. 1977
recherche place

COLLABORATEUR DANS CABINET AVOCAT.
M. BOCCARD, 10, rue Lundy, 92118 CLICHY.

PUBLIC RELATION
haut niveau, excellent vendeur, bonnes relations avec la Presse, 10 ans expérience agence de publicité, recherche SIE intéressée par réalisations de serv. Ecr. n° 2.046 M. Régis-Pressé, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

IRAN
Homme, 35 ans, expér. Cédale, emploi bureau, pouvant établir importants contacts, cherche emploi dans société intéressée. Téléphone : 843-13-79.

INGÉNIEUR
niv Arts et Métiers, 44 ans, (tri. franc-allemand, esp., ch. poste de direct. tech. au commerciale Electricité, Electron., circ. imp. Ecr. n° 6.234, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

Travaux de dactylographie. Ne payez que le temps réel. Siéno-lithographique et liaison journalière possible. Ecr. n° 7 002-50 M. Régis-Pressé, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

Directeur, 45 ans, grande expér. vente de maisons individuelles, ch. poste de direction, toute région. Ecrire à A.P.R., B.P. 18, 91360 Epinay-sur-Orge, qui transmettra.

H. 27 ans, Maîtrise Droit + DEA pollution - nuisance, dipl. ISEP, souhaite emploi corresp. compétences, examine très pressé. Rép. indifférente. Ecr. Gosset, 7, r. Plancher, 67000 Strasbourg

représent. demande

F. sér. référ., rech. représentatif Paris, région parisienne. Ecr. n° 6.241, « le Monde » P. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

occasions

EN SOLDE moquette et revêtements muraux 1^{er} et 2^e choix, 30.000 m sur stock. Téléphone : 59-09-15.

autos-vente

+ de 16 C.V.

MERCEDES 600
1973, 1^{er} main, toutes options, excellent état. - 540-74.

divers

LANCIA AUTOBIANCHI
Expos. tous modèles, 11, rue Michel Paris 2^e, 336.39.95

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Association Centre Santé Grenoble recrute pour maison médicale au 15 mars 1978

DIRECTEUR
pour gestion, organisation, animation.

Adresseur candidature et C.V. avant le 1-3-1978 à M. LE PRÉSIDENT de l'A.C.S.P., 163, galerie de l'Aréopage, 38100 GRENOBLE.

La Direct. des télécommunications de Lorraine recrute sur titre des

INSPECTEURS
Age max. 30 ans et libérés des O.M., titulaires d'un diplôme délivré par certaines écoles supérieures d'ingénieurs. Candidat. repasse June, 21 Janv. 78. Rens. et inscript. à la Direction régionale des télécommunications, 5, bd Joffre, place 619, NANCY. Téléph. 22-91-03, poste 327.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES
296-15-01

ingénieurs système

LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des ingénieurs système.

Le matériel actuellement installé se compose de :
— DEUX 370/168 - 5 000 K chacun,
— UN 370/168 - AP de 6000 K,
— 550 terminaux téléprocessing.

Envoyer CV sous référence 485 au Service du Personnel Tour Franklin, Cedex 11 92081 Paris - La Défense

GIE

Équipe de RECHERCHE OPERATIONNELLE souhaite s'adjoindre

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES ou PHYSIENS DR 3^e cycle

Connaissant Probabilités, FORTYAN et au moins un des domaines : Radar, Infra-Rouge, Aérodynamique, Acoustique, Automatismes, Filtrage, Trajectographie.

Ecrire AFCEI, B.P. 371, 75828 PARIS CEDEX 11.

Sté expertise comptable cherche ASSISTANTS CONFIRMÉS niveau D.E.C. Ecrire avec CV et présentations à : SODIP, 60, r. DU RENDEZ-VOUS, Paris-12^e.

Société recherche

PROGRAMMEUR
COBOL/GAP :

Ecr. à 15.788 P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

Important groupe international spécialisé dans l'équipement automobile recrute pour ses bureaux d'études en France (poste à pourv. à Paris)

UN INGÉNIEUR
pour concevoir ensembles à base de circuits intégrés LSI MOS logiques et analogiques. Expérience min. 2/3 ans. Nous sommes SIE à succursales multiples de chaussures. Nos magasins sont situés dans la région parisienne.

Ecr. avec C.V., photo, salaire, sous n° 2.068, Parfance, 4, rue R.-Estienne, Paris-12^e, qui transmettra.

Recherche

PROGRAMMEUR
sur mini-ordinateur et mach. comptab. Lieu de TRAVAIL : ORSAY. RER. T. 928-50-95

SOCIÉTÉ ROUSSON
16 bis, rue Grange-Dame-Rose, Z.I. Vélizy, recherche

AIDE-METREUR CHAUFFAGE-PLUMBRIER
Adresseur C.V. et présentations.

COLLABORATEUR
dans cabinet avocat.
M. BOCCARD, 10, rue Lundy, 92118 CLICHY.

PUBLIC RELATION
haut niveau, excellent vendeur, bonnes relations avec la Presse, 10 ans expérience agence de publicité, recherche SIE intéressée par réalisations de serv. Ecr. n° 2.046 M. Régis-Pressé, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

IRAN
Homme, 35 ans, expér. Cédale, emploi bureau, pouvant établir importants contacts, cherche emploi dans société intéressée. Téléphone : 843-13-79.

INGÉNIEUR
niv Arts et Métiers, 44 ans, (tri. franc-allemand, esp., ch. poste de direct. tech. au commerciale Electricité, Electron., circ. imp. Ecr. n° 6.234, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

Travaux de dactylographie. Ne payez que le temps réel. Siéno-lithographique et liaison journalière possible. Ecr. n° 7 002-50 M. Régis-Pressé, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

Directeur, 45 ans, grande expér. vente de maisons individuelles, ch. poste de direction, toute région. Ecrire à A.P.R., B.P. 18, 91360 Epinay-sur-Orge, qui transmettra.

H. 27 ans, Maîtrise Droit + DEA pollution - nuisance, dipl. ISEP, souhaite emploi corresp. compétences, examine très pressé. Rép. indifférente. Ecr. Gosset, 7, r. Plancher, 67000 Strasbourg

ANN

Immobilier

SAINT-MARIE

DES APPARTEMENTS TERRASSES AVEC VUE SUR LA S

PORT-BRETAGNE

PROS VERRIERS

MOULIN

DEPART-ROCHEREAU

LUXEMBOURG

PORTE D'ITALIE

L'ISLE-ADON

SEGUR

INVALIDES

MONTMARTRE

AV. SÈVE

295.000 F

VIENNE PARIS

SEVRES - 6^e Arrdt

de 9 h

مكتبة من الأصل

LA RECHERCHE D'UN NOUVEL ÉQUILIBRE MONDIAL

Forte remontée des prix européens de l'acier

Les prix européens de l'acier viennent de remonter spectaculairement après la mise en place, au 1^{er} janvier 1978, des barrières de protection contre les importations à bas prix en provenance des pays tiers, dont le principe avait été décidé à Bruxelles le 20 décembre. La hausse atteint 15 % à 30 % suivant les fabrications, les producteurs retrouvant ainsi leurs prix de vente de 1974 (et même un peu plus pour les Français). Il est vrai que les tarifs étaient tombés très bas, entraînant des pertes telles qu'en France, en Italie, en Grande-Bretagne et en Belgique, les gouvernements ont été obligés de venir en aide aux sidérurgies nationales. Tout le monde espérait qu'une amélioration pourrait enfin se profiler à l'horizon après trois années de crise.

Pour l'instant, les espoirs se réalisent, puisque, en se donnant la possibilité d'appliquer des droits compensateurs sur les importations à trop bas prix, la Commission de Bruxelles a pu enfin mettre réellement en application son plan anticrise, jusqu'alors mis en échec, faute de protection douanière.

Les sidérurgistes européens, qui ressentent un très vif soulagement, ne pavisent pas encore. L'une des raisons principales de la remontée spectaculaire des prix de l'acier est que les utilisateurs retardent, jusqu'à présent, les achats dans l'espoir d'obtenir de meilleures conditions, ce qui avait entraîné une chute de la consommation « apparente ». Aujourd'hui,

F. R.

Nouvel ajournement des négociations sur la pêche

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les Neuf ont décidé mercredi matin 18 janvier, d'interrrompre en fin d'après-midi les négociations en vue de la définition des droits de pêche de chacun des États membres dans la zone des 200 milles communautaires. Ils reprendront les négociations le 30 janvier prochain.

C'est, semble-t-il, à la demande de M. Silkin, le ministre britannique, que cet ajournement a été décidé. Comme on le sait, un accord entre Neuf est très largement subordonné à la position des Britanniques. Or M. Silkin a fait comprendre discrètement à ses collègues qu'il ne leur serait pas possible de modifier

beaucoup des positions anglaises sans avoir au préalable pris des contacts supplémentaires dans son pays.

Il reste que, sur le dossier éprouvé des pêches, les exigences britanniques laissent, à l'évidence, et de plus en plus, les autres États membres. On notera ainsi que le chancelier Schmidt a écrit voici quelques jours au président de la Commission, M. Jenkins, pour lui dire le prix qu'il attachait à ce que le régime interne de la pêche soit enfin adopté par les Neuf, et pour lui faire remarquer au passage qu'il ne pouvait y avoir de progrès dans la Communauté si chacun (sous-entendu y compris les Britanniques) n'acceptait pas d'y mettre du sien. — Ph. V.

M. Healey invite la R.F.A. à relancer son économie

De notre correspondant

Londres. — A l'issue du dîner annuel de la chambre de commerce française de Grande-Bretagne, dont il était l'invité d'honneur, M. Denis Healey, chancelier de l'Échiquier, s'est félicité de la coopération franco-britannique, non seulement dans le domaine industriel, mais sur le plus large aspect de la politique économique. Il a souligné que les deux pays aident en commun pour inviter les autres États à atteindre les taux de croissance dont ils sont capables, sans relancer l'inflation, et ajoute que les deux pays s'engagent dans de nombreuses rencontres internationales.

« Certains de nos partenaires en Europe peuvent développer plus rapidement leur croissance sans relancer l'inflation », a ajouté M. Healey, et pour tous les membres de la Communauté « il est important que l'Allemagne fédérale atteigne un taux de croissance plus fort ». Le chancelier de l'Échiquier comprend certes les difficultés de la R.F.A. et du Japon s'adaptant à un monde où l'expansion est plus lente. « Mais, a-t-il souligné, si leur demande intérieure ne se développe pas plus rapidement, l'incertitude continuera d'affecter les taux de change et une nouvelle appréciation de leur monnaie agira comme un frein sur leur croissance. »

HENRI PIERRE.

Les ratés du commerce international

II. — Le GATT, pour quoi faire ?

De notre envoyée spéciale JACQUELINE GRAPIN

Depuis le déclenchement de la récession, la part des pays en voie de développement dans le commerce international a augmenté, mais le « danger » constitué par la concurrence des nations à bas salaires est souvent surestimé.

Si l'évolution des échanges est commandée par des phénomènes nouveaux, dont l'industrialisation du tiers-monde est un des plus importants, elle est aussi, à plus court terme, déterminée par des décisions d'ordre politique.

Genève. — « Qu'on protège les arts, bien ! mais les artistes, non ! » En paraphrasant ce mot d'Emile Augier, on peut se demander s'il vaut mieux protéger le commerce... ou les commerçants. On connaît bien les chefs d'entreprise qui réclament la protection de l'État. Ce sont ceux du textile (pas tous), de la sidérurgie, du matériel de transport (en particulier de la construction navale), de certaines industries mécaniques et électriques. Leur nombre est croissant, mais tout compte fait, assez limité. Ils sont en général mis en difficulté par la concurrence des pays en voie de développement et du Japon. Pour les sauver, faut-il sombrer avec eux ?

La position de l'administration est donc faite d'un savant équilibre entre les principes libéraux dont elle se réclame et la réalité protectionniste qui s'impose au cas par cas à l'intérieur. Comment les pays européens qui dépendent encore plus que les États-Unis de leur commerce extérieur s'y laisseraient-ils prendre ?

Le GATT est un pur produit de la philosophie libérale qui a dominé l'après-guerre. Il n'édicte que des règles de caractère négatif, c'est-à-dire spécifiant ce qu'il ne faut pas faire, le reste étant permis. Il croit qu'avec de bonnes procédures d'information, de médiation et d'arbitrage, tout est possible. L'appui de ces thèses, ses experts assident des arguments massifs : entre 1913 et 1948, le volume du commerce mondial n'a progressé que de 0,5 % par an et la production mondiale de 2 % par an, alors que, après 1948, lorsqu'on a commencé à s'attaquer aux barrières internationales des années 30, et jusqu'en 1973, les flux économiques ont augmenté de 7 % par an et la production de 5 % en moyenne. À côté du brillant sextuplement des flux économiques en vingt-cinq ans, c'est le spectre du chômage à l'avant-garde qui s'agit à la date du premier embargo sur le pétrole.

La part du protectionnisme

« Le GATT s'est efforcé d'estimer le pourcentage du commerce international qui subit le contrecoup des restrictions à l'importation décidées, ou simplement sérieusement envisagées, par les pays industriels », a dit récemment son directeur général, M. Olivier Long. « Depuis 1974 — il ne s'agit là que d'une première estimation, cette proportion se situerait entre 3 et 5 %. Ces chiffres en soi peuvent paraître peu élevés. C'est oublier qu'ils représentent des courants d'échanges de l'ordre de 30 à 50 milliards de dollars, et cela en trois ans à peine. » Le protectionnisme n'est donc plus simplement une tentation ; c'est un fait. Les proportions qu'il prend dans le commerce international sont de plus en plus considérables (lire le dossier présenté dans le supplément économique du Monde du 17 janvier 1978, le représentant spécial du président Carter, M. Robert Strauss, a exprimé le vœu que l'on arrive avant trois mois aux principales conclusions : désarmement douanier, abaissement des obstacles tarifaires, aménagement du cadre juridique du commerce international, etc. Les discussions ne pourront guère déboucher, pour des raisons techniques, avant la fin de l'année, assez tôt, on l'espère, pour que les pouvoirs de négociation confiés au président des États-Unis par la loi commerciale américaine (Trade Act) ne soient pas expirés.

Une panne de dynamisme

Le GATT joue donc cette année son « va-tout », avec l'obligation de se garder à la fois à droite et à gauche. À gauche : le protectionnisme qui rend nuls ses efforts de libéralisation du commerce international. À droite, la tendance à résoudre bilatéralement les problèmes posés par la concurrence, en abandonnant à leur triste sort, les autres pays tiers des restrictions « volontaires » des exportations japonaises négociées par l'exécutif américain à Tokyo, ou les velléités de « développement ordonné des échanges » exprimées unilatéralement par certains pays européens, représentent en pratique la négation des délibérations du GATT qui se poursuivraient pour permettre de résoudre ensemble leurs problèmes communs, et non pour donner les moyens à quelques-uns de limiter au mieux les dégâts chez eux.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.
Vous y trouverez peut-être...
LES BUREAUX
que vous recherchez.

Le nœud de la négociation

Dans cette perspective, le directeur général du GATT a fait preuve d'autant de prudence que de dynamisme en acceptant, et même en suggérant, une adaptation de l'article 19 du GATT qui permet à certains pays d'user en cas d'urgence de la « clause de sauvegarde ». De deux choses l'une : ou cette clause est utilisable, et il faut l'utiliser ; ou elle ne l'est pas, ce qui conduit les pays signataires à chercher une solution en dehors de l'organe et alors il faut la modifier, faute de quoi le beau système de concertation mis au point après la guerre pour libéraliser les échanges risque de s'écrouler.

Un désarmement qui deviendrait presque total pour elle alors que des obstacles non tarifaires (normes techniques, monopolisation des marchés publics, etc.) gênent considérablement, ses exportations vers les États-Unis et le Japon. Pour elle tout est lié : une peine y avoir de libéralisation des échanges s'il n'y a pas d'abaissement des obstacles non tarifaires. Chacun ayant surtout en tête le moyen de préserver ses intérêts, le cœur de la négociation devrait bien être l'article 19 sur la fameuse « clause de sauvegarde ».

Dans la pratique, on s'oriente vers l'adoption d'une formule unique de compromis pour la réduction multilatérale des droits de douane, telle que celle proposée par la Suisse. Combien que le libre-échangiste (qui abaisse uniformément tous les tarifs) et l'harmonisation voulue par les Européens (qui diminue d'avantage les droits forts que les droits faibles) elle satisfait à la fois la C.E.E. dont elle équilibre les concessions et les États-Unis, qui recherchent l'abourissement spectaculaire d'une réduction générale de 40 % des droits de douane en huit ans.

Les limites de cette unité de vues seront cependant atteintes rapidement : l'Europe souhaitant conserver un minimum de tarif commun en l'absence duquel l'union douanière perdrait toute signification. Ce sera l'empêchement de diminuer en quoi que ce soit des droits de douane déjà bas. De leur côté, les États-Unis ne sont autorisés par leur Trade Act à diminuer leurs droits de douane de 50 % de ce qui sont des droits de douane déjà bas. De leur côté, les États-Unis ne sont autorisés par leur Trade Act à diminuer leurs droits de douane de 50 % de ce qui sont des droits de douane déjà bas. De leur côté, les États-Unis ne sont autorisés par leur Trade Act à diminuer leurs droits de douane de 50 % de ce qui sont des droits de douane déjà bas.

Une ambiance de conflit

On ne s'étonne pas, dans cet imbroglio, que les pays en voie de développement réclament une révision de la clause de la nation la plus favorisée qui leur permettrait d'obtenir des discriminations supplémentaires en leur faveur, et qu'ils demandent des concessions sans compensation pour améliorer leur sort. Ils se trouvent sur certains points, face au Japon, et sur d'autres à ses côtés. Ainsi lorsqu'il s'agit d'améliorer la clause de sauvegarde de l'article 19, tous sont partisans d'une interprétation stricte du texte et de la formule qui les autorise à prendre en retour des mesures de compensation et de rétorsion sur d'autres produits que ceux qui sont visés par les mesures de sauvegarde. Ils sont aussi opposés aux États-Unis lorsque ceux-ci réclament que soit alléguée la preuve du préjudice nécessaire pour se prévaloir de cet article protecteur, et lorsqu'ils demandent que les mesures protectrices puissent être discriminatoires envers certains pays et non pour tous comme l'impose la clause dite « de la nation la plus favorisée ». Le Japon se sent évincé particulièrement visé par les intentions de la discrimination.

La seule chose encourageante dans cette ambiance de conflit et de contradiction est que si l'on se gardait de la négociation du Kennedy Round à l'American Selling Price (1), procédure que le Congrès a refusé par la suite d'adopter.

On examinera aussi (même sans illusions), la possibilité d'ouvrir plus largement les marchés publics aux entreprises étrangères. Le Buy American Act, qui donne officiellement une préférence aux fournisseurs américains sur les autres, sera examiné, mais la structure fédérale des États-Unis ne pourra continuer à les protéger.

De même, le projet de « code des normes » à l'étude à Genève se heurtera-t-il sans doute aux structures fédérales qui laissent aux États membres leur indépendance en la matière. Mais cette question vise en premier lieu le maquis impénétrable des normes techniques japonaises.

On peut s'attendre à une offensive rétrograde contre la pratique des subventions et des droits compensatoires sur la base de l'article 16 du GATT. Ce texte stipule que des droits compensateurs peuvent être établis envers certains produits importés si ceux-ci ont bénéficié d'une subvention à l'exportation et à la condition que...

FIN

(1) L'American Selling Price est une méthode de calcul des droits de douane à l'importation qui prend pour base non pas le prix de la marchandise importée, mais celui de la marchandise identique américaine, ce qui panalise aux États-Unis le produit importé s'il est moins cher.

PARIS TOKYO

Via Copenhague. Choisissez le vol transsibérien du samedi, le plus agréable et le mieux conçu pour traiter vos affaires au Japon, frais et dispos, dès le lundi matin.

Paris samedi 8 h 30
Copenhague samedi 10 h 15
Tokyo dimanche 9 h 15.



742.06.14

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

CHAMP DE GAZ OFF-SHORE DE MISKAR (TUNISIE)

PLATE-FORME DE FORAGE MSK PF1

Fourniture des aciers

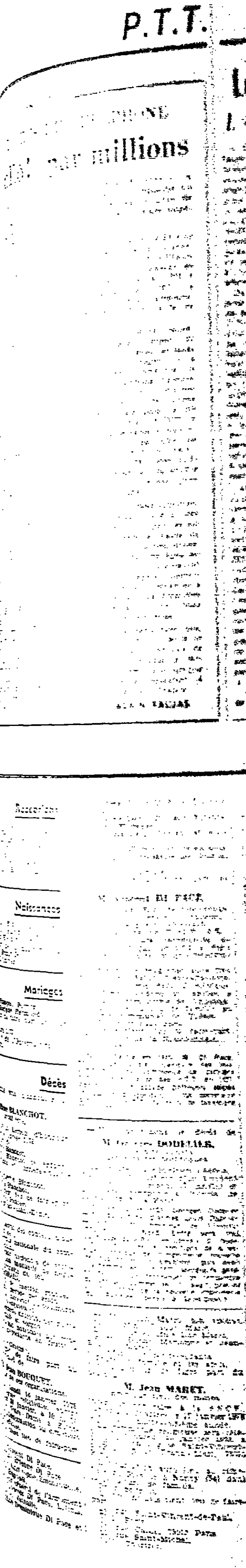
Le groupe étude Miskar, agissant pour le compte de la future entité responsable de la réalisation du projet de développement du gisement de gaz de Miskar, dans le golfe de Gabès, lance un appel d'offres en vue de passer commande pour la

FOURNITURE DES ACIERS NÉCESSAIRES A LA CONSTRUCTION DE LA PLATE-FORME DE FORAGE TYPE « JACKET » MSK PF1

Les fabricants d'acier intéressés par cet appel d'offres sont invités à retirer le dossier correspondant à partir du lundi 23 janvier 1978 à l'adresse suivante :

Groupe Étude Miskar, 11, avenue Khereddine-Pacha TUNIS
Télex NR 12128 TN

Et ce, moyennant le paiement d'une somme de cent (100) dinars par dossier, ou de six cent-mille en devises étrangères. Le date de remise des offres est fixée au lundi 27 février 1978 à 17 h.



سكزا من الاصل

سوق المال

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 18 JANVIER

Marché calme Hausse du napoléon

Un calme relatif a régné mercredi 18 janvier à la Bourse de Paris, où l'indice instantané des valeurs françaises a gagné 0,40 % après en avoir perdu 1,3 % la veille. En revanche, la pièce d'or de 20 francs - le napoléon - a écoté 5 F à son gain de 8,50 F, enregistré mardi...

LONDRES

Encore bien orienté

Le marché reste dans l'ensemble bien disposé ce jeudi matin. Progrès modestes des industrielles, des pétroliers et des Fonds d'Etat. Reprise des mines d'or.

Table with columns: Valeurs, Clôture, Cours. Lists various stock indices and their closing values.

INDICES QUOTIDIENS

INDSE Base 100 = 30 déc 1977. Valeurs françaises: 17 jan. 18 jan. 19 jan. 20 jan.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

EUROPE N° 1 - Bénéfices provisoires de l'exercice clos le 30 septembre 1977, 40,07 millions de francs contre 28,49 millions de francs...

NEW-YORK

Nouvelle avance

La suspension inattendue des négociations israélo-égyptiennes n'a guère influé sur le tonus du marché, qui confirmait ses meilleures dispositions, pourvu qu'elles ne soient pas allées au-delà de ce qui avait été prévu...

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: Valeurs, Cours, 17/1, 18/1. Shows exchange rates for various currencies.

VALEURS

Main table of stock values with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various companies and their stock prices.

BOURSE DE PARIS - 18 JANVIER - COMPTANT

Table of stock values for the Paris stock exchange, categorized by sector and company.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market values for various commodities and currencies.

BOURSE DE PARIS - 18 JANVIER - COMPTANT

Table of stock values for the Paris stock exchange, categorized by sector and company.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices for various currencies.

ANCIENS DES SOCIÉTÉS LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EN ROUMANIE

président de la direction générale... CHASE MARINI

BOY-SOMER

IRAN AIR

RIS-TEHERA

SO.N.E.D.E.

ALIMENTATION EN ZONE INDUSTRIELLE

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
 - CHINE : « Nous sommes tous des Chinois », par Claude et Jacques Brovelli ; « La chorrette renversée », par Paul Jady.
- ÉTRANGER**
 - L'interruption de la conférence de Marseilles.
- AMÉRIQUES**
 - ÉTATS-UNIS : le président Carter prononce son premier message sur l'état de l'Union.
- DIPLOMATIE**
 - EUROPE
 - UN ARRÊT DE LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME : les autorités britanniques en Ulster se sont rendues coupables de « traitements inhumains et dégradants », non de tortures.
- AFRIQUE**
- POLITIQUE**
 - LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : D'UNE RÉGION À L'AUTRE (VII bis) : Centre.
- SOCIÉTÉ**
 - Les assistés de la Fédération hospitalière de France.
 - Mme Pelletier remet au président de la République son rapport sur la toxicomanie.
- ÉDUCATION**
- JUSTICE**
- ENQUÊTE**
 - « SHOW BUSINESS » (III), par Pierre Georges et Dominique Foncin.

LE MONDE DES LIVRES

- (Pages 13 à 17)
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Regardez, regardez les Arlequins », de Vladimir Nabokov.
- Cino dans la Fidélité.
- Société : États-Unis, 1900 : la parole au peuple.
- Électro : la révolte et le militantisme des camarades.

18 à 20. CULTURE

- DANSE : le Roméo et Juliette de Nouzev.

24 à 26. ÉCONOMIE - RÉGIONS

- « Les routes du commerce international » (II), par Jacqueline Gropin.
- SALAIRES : la loi sur la mensualisation est déclarée conforme à la Constitution.
- Les progrès du téléphone.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (20 et 21)
- Annuaire classés (22 et 23) ; Aujourd'hui (21) ; Bulletin d'enseignement (21) ; Carre (23) ; « Journal officiel » (21) ; Loterie nationale et Loto (21) ; Météorologie (21) ; Mots croisés (21) ; Bourse (27).

LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE EN CHINE

MM. Hua Kuo-feng et Teng Hsiao-ping ont accueilli M. Barre à Pékin

M. Barre a commencé, ce jeudi 19 janvier, une visite en Chine qui durera jusqu'à mardi prochain. Après des entretiens politiques, vendredi et samedi, et une tournée touristique dimanche dans la capitale chinoise, le premier ministre se rendra en Mandchourie et à Changhaï. A son départ de Pékin, mercredi après-midi, M. Barre a déclaré : « La France entretient avec la République populaire de Chine des relations très cordiales, depuis que

le général de Gaulle, au nom de la France, a reconnu la République populaire chinoise. Nos relations ne sont pas seulement politiques, mais économiques, et nous allons examiner ensemble les problèmes internationaux et bilatéraux nous concernant particulièrement. Ces conversations auront lieu dans un esprit de coopération et dans le souci d'apporter notre contribution à la détente et à la paix dans le monde. »

Pékin. — Le président du parti communiste et premier ministre chinois, M. Hua Kuo-feng, et le vice-président du parti et vice-premier ministre, M. Teng Hsiao-ping, ont accueilli M. Barre ce jeudi 19 janvier à 15 heures (8 heures à Paris), à l'aéroport de Pékin. Conformément au protocole chinois, aucun discours n'a été prononcé. Le premier ministre français a en droit, selon l'usage, non seulement à l'éclosion des hymnes nationaux et aux honneurs rendus par des détachements des trois armes et la milice populaire, mais aussi aux drapeaux de bienvenue de quelque quinze mille enfants agitant des fleurs en papier et des foulards.

« Une politique d'indépendance »

Après la présentation des ambassadeurs étrangers, M. Barre a pris la route de Pékin. De grandes banderoles, ornées de drapeaux multicolores, ont été tendues en travers de l'avenue Chang'an, au centre de la ville, célébrant en chinois et en français l'arrivée du premier ministre. Dans la soirée, un banquet est offert en l'honneur de la délégation française au palais de l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Teng Hsiao-ping, et en présence des chefs de missions

De notre correspondant

diploamatiques. M. Barre et son épouse chinoise devaient échanger des toasts. Les entretiens politiques ne commencent que vendredi matin. La photographie de M. Barre à son bureau de travail illustre, jeudi, la première page du Quotidien du peuple qui, suivant la tradition, publie un éditorial souhaitant une « chaleureuse bienvenue » au premier ministre français. Après avoir célébré les « glorieuses traditions » du peuple français ainsi que les « importantes contributions qu'il a apportées aux sciences et à la culture de l'humanité et à l'esprit d'initiative révolutionnaire dont il a fait preuve dans l'histoire contemporaine », le journal écrit : « À l'heure actuelle, sous la direction du président Valéry Giscard d'Estaing, le gouvernement français poursuit dans la pratique d'une politique d'indépendance nationale, améliore sans cesse son système défensif indépendant et autonome, renforce son union avec les autres pays de l'Europe de l'Ouest, développe ses relations avec les pays du tiers-monde, boycotte et combat l'hégémonie des superpuissances. » Le texte évoque le souvenir de l'« esprit de Gaule », combattant intrépide dans la sauvegarde de l'indépendance de la nation française et affirme que « le peuple chinois soutient fermement la

De gros moyens sont mis en place pour lutter contre le mauvais temps

Les importantes chutes de neige, qui se sont abattues au cours de ces derniers jours sur l'Ardeche, la Lozère, le Gard et même la Dordogne, ont causé la mort de deux nouvelles personnes. Un jeune homme, âgé de vingt-trois ans, M. Jean-Paul Banchihon, qui avait entrepris de rejoindre à pied la localité de Vialas (Lozère) depuis le gare de Génolhac (Gard), située à 8 kilomètres, est mort de froid et de fatigue, mardi soir 17 janvier. En Dordogne, les mauvaises conditions météorologiques ont provoqué un accident sur le RN 82, au Lardin-Saint-Lazare. Une voiture transportant cinq ouvriers métallurgistes de Thérion (Dordogne) est entrée en collision avec un poids lourd. L'un des travailleurs a été tué, M. Francis Hautefort, âgé de vingt-six ans, et les quatre autres ont été grièvement blessés.

Dans les trois départements touchés par les chutes de neige, la situation s'améliore lentement. Les précipitations ont cessé. En Ardeche, pour la direction des télécommunications, la situation est catastrophique. Des équipes de techniciens procédaient à la réparation des relais hertziens de Mazon-l'Abbaye, Saint-Cirgues-en-Montagne et Sainte-Eulalie, les communications pourraient être ainsi assurées par faisceaux hertziens, en remplacement des câbles brisés un peu partout. Mais les techniciens se heurtent à des difficultés d'accès. On estime à un mois le délai nécessaire pour que la situation redevienne normale.

A l'É.D.F., la mobilisation est également générale. Sur la Besse-Ardeche, une douzaine de communes étaient privées d'électricité. Pour accélérer la remise en service des réseaux, on a fait appel un peu partout à des entreprises privées. Des hélicoptères de la protection civile procédant à des évacuations sanitaires et des chasseurs alpins de Briançon ont été appelés au renfort. Mais le problème de l'enlèvement du lait demeure.

Le département le plus touché est celui de la Lozère où le préfet a

Manifestation « autonome » interdite. — Les présidents des trois universités de Strasbourg ont annoncé dans un communiqué vendredi 18 janvier, qu'ils refusent, « par crainte de troubles graves », de participer au rassemblement anti-régime prévu les 21 et 22 janvier, organisé par un « comité de coordination des groupes autonomes ». L'absence totale de responsables déclarés de la réunion, l'anonymat des personnes qui ont organisé les « marches », motivent cette décision, précise le communiqué.

BLOQUÉS

Dans le village de La Gard-Guérin (Lozère), à 8 kilomètres au nord de Villefort, sur la route de La Bastide, les seize habitants n'ont pas reçu de pain depuis le mercredi 13 janvier. Le nuit suivante, l'électricité était coupée. Le samedi, toutes les communications, sauf le téléphone, étaient interrompues. Depuis plusieurs années l'insuffisance et la vulnérabilité des lignes électriques qui, venant du Gard, alimentent la région de Villefort étaient connues : une coupure de quatre jours avait eu lieu l'an dernier.

Le gaz et le fuel de chauffage s'épuisent. Pour aller d'une maison à l'autre, dans les ruelles étroites, récemment restaurées par les monuments historiques, il faut percer une couche de neige qui monte jusqu'à 2 mètres. Les sauts ont déversé leur charge dans les rues. M. et Mme Macle ont dû travailler deux heures et demie pour porter aide aux grands-parents nonagénaires qui habitent à un peu plus de 50 mètres. Une grange s'est effondrée. Entre des maisons situées à quelques dizaines de mètres de distance, le seul contact est le téléphone pour ceux qui le possèdent.

On n'a pas connu pareille précipitation atmosphérique à la Gard-Guérin depuis 1928. Reste à attendre une chasse-neige, qui, part de Mende, était encore à 20 kilomètres de La Bastide, où il doit redescendre vers Villefort : une quarantaine de kilomètres supplémentaires. La route dégelée, il faudra aussi, à une population d'âge moyen assez élevé, écouler les tonnes de neige qui combent les rues encaissées. A moins que le redoux... Mais, à cette saison, personne n'ose y croire.

M. DE GUIRINGAUD RENONCE A UNE VISITE A HANOÏ ET A BANGKOK

M. de Guiringaud, qui avait envisagé de s'arrêter à Hanoï et à Bangkok — où il est invité — à son retour de Chine, y a renoncé en raison d'imprévisibles de calendrier et a-t-on indiqué mercredi 18 janvier au Quai d'Orsay.

Il semble cependant que le conflit entre le Vietnam et le Cambodge ne soit pas étranger à cette décision. Bien que la France n'ait pas de relations avec Phnom-Penh, le ministre des affaires étrangères pouvait d'autant moins paraître cautionner la position vietnamienne que ses hôtes chinois appuient le Cambodge. Puisqu'il ne s'arrête pas à Hanoï, il lui était difficile de se rendre à Bangkok sans indisposer le Vietnam. Le voyage du ministre des affaires étrangères dans les deux capitales aura bien vraisemblablement mis que le conflit khméro-vietnamien sera cessé.

DANS UNE INTERVIEW A « TRIBUNE JUIVE HEBDO »

M. Barre : la France n'est pas le « pourvoyeur d'armes » du Proche-Orient

Au cours d'un entretien avec le journal hebdomadaire, ce jeudi 19 janvier, M. Barre déclare que « l'existence des libertés et le respect strictif des droits de l'homme sont un élément essentiellement favorable au développement des relations entre les États ». Il poursuit : « (...) Il est fondamental (...) pour la détente internationale et la coopération que règne entre les pays à établir de confiance. Or ce climat peut difficilement s'instaurer ou subsister, si les problèmes relatifs aux droits et aux libertés ne sont pas reconnus comme un réel problème de préoccupation, susceptible de faire l'objet d'un dialogue loyal et franc entre les représentants des gouvernements. »

Interrogé au sujet des ventes d'armes, M. Barre souligne que la France n'est pas le « pourvoyeur que certains prétendent ». Ces ventes représentent 7 % du commerce mondial (contre 18 % pour l'U.R.S.S. et les États-Unis), et 3 à 4 % du total des exportations françaises. La France n'a fourni au Proche-Orient que 8 % des avions de combat et 10 % des blindés dont dispose cette région. « Étant donné la situation de quasi-monopole dont jouissent les États-Unis, l'U.R.S.S., et Israël, M. Barre, il est certain que ces deux États se trouvent à même d'exercer des pressions considérables sur les pays auxquels ils vendent des armes. En leur

WEEK-END A LONDRES 470F.

3 à 5 places de République
3 à 5 places de République
7501, Paris, 8 255 33 20
ou votre agent de voyage

MEN SPORT
Tailleur - Chemisier
solde
16, rue de Sèvres Paris 7ème

SAINT-TROPEZ
Votre résidence principale ou secondaire confortablement aménagée, 1, 2 ou 3 pièces dans les vignes, face à la mer, à Pampelonne

LA FERME DE SAINT-AMÉ
Renseignements Charles BERNHOLC, Tél. (94) 97 10 57
Agence de Pampelonne - 83330 Ramatuelle
2 aller-retours Paris-Nice remboursés à tout acquereur

EPARGNE SOBI des économies c'est démodé ?
pourtant de l'argent qui rapporte **8,25 à 11,60%** (taux actuariel annuel brut)
c'est bien pratique.

Depuis 20 ans la SOBI offre aux prévoyants plusieurs formules d'épargne adaptées à chaque cas.

Sur simple demande de votre part et cela sans engagement nous vous adresserons une brochure très complète des types de placement mis à votre disposition.

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
26, bd d'Italie 706 A B.P. 31 MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM7

soldes
DERNIERS JOURS
NICOLL
la totalité du rayon de PARDESSUS soldée avec une remise de 30 %
et
FIN DES SOLDES
DANS TOUS LES AUTRES RAYONS
Rayon spécial pour hommes grands et hommes forts
NICOLL
La tradition anglaise au service de l'élégance masculine
29 RUE TRONCHET PARIS 8^e

Le numéro du « Monde » daté 19 janvier 1978 a été tiré à 549 327 exemplaires.

مكتبة من الأصل

La visite de M. Barre

Teng Hsiao-ping ce...
pour par l'Union

La visite de M. Barre en Chine est l'occasion pour le premier ministre français de rencontrer le premier ministre chinois, M. Hua Kuo-feng, et le vice-premier ministre, M. Teng Hsiao-ping. Cette visite est la première d'un chef de gouvernement français en Chine depuis la reconnaissance de la République populaire chinoise par le général de Gaulle en 1964.

M. Barre a été reçu à Pékin par M. Hua Kuo-feng et M. Teng Hsiao-ping. Les deux chefs de gouvernement ont échangé des toasts et ont discuté de la situation internationale et des relations franco-chinoises. M. Barre a souligné l'importance de la coopération économique et culturelle entre les deux pays.

Après Pékin, M. Barre se rendra en Mandchourie et à Changhaï. Cette tournée touristique est l'occasion pour le premier ministre français de découvrir les richesses culturelles et naturelles de la Chine.

La visite de M. Barre en Chine est considérée comme un événement diplomatique important. Elle contribue à renforcer la confiance et la coopération entre la France et la République populaire de Chine.

M. Barre a également rencontré des responsables politiques et économiques chinois. Ces rencontres ont permis de discuter de la coopération bilatérale et de la contribution de la France à la paix et à la stabilité en Chine.

La visite de M. Barre en Chine est l'occasion pour le premier ministre français de présenter les réalisations de la France et de promouvoir les intérêts français en Chine.

La visite de M. Barre en Chine est une étape importante dans le développement des relations franco-chinoises. Elle contribue à la détente internationale et à la coopération économique et culturelle entre les deux pays.

La visite de M. Barre en Chine est l'occasion pour le premier ministre français de rencontrer le premier ministre chinois, M. Hua Kuo-feng, et le vice-premier ministre, M. Teng Hsiao-ping. Cette visite est la première d'un chef de gouvernement français en Chine depuis la reconnaissance de la République populaire chinoise par le général de Gaulle en 1964.